



Enabel



Rapport résultats 2021

Programme d'Appui au Développement de l'Elevage PRADEL

Kiyo Arziki

Niger

NER1606911

Table des matières

1	ACRONYMES	4
2	APERÇU DE L'INTERVENTION	5
2.1	FICHE D'INTERVENTION	5
2.2	AUTO-EVALUATION DE LA PERFORMANCE.....	7
2.2.1	<i>Pertinence</i>	7
2.2.2	<i>Efficacité</i>	7
2.2.3	<i>Efficiéce</i>	8
2.2.4	<i>Durabilité potentielle</i>	8
2.2.5	<i>Conclusions</i>	10
3	SUIVI DES RESULTATS	12
3.1	EVOLUTION DU CONTEXTE.....	12
3.1.1	<i>Contexte général et institutionnel</i>	12
3.1.2	<i>Contexte de gestion</i>	13
3.2	PERFORMANCE DE L'OUTCOME.....	14
3.2.1	<i>Progrès des indicateurs</i>	14
3.2.2	<i>Analyse des progrès réalisés</i>	16
3.3	PERFORMANCE DES RESULTATS DE L'OBJECTIF SPECIFIQUE 1	23
3.3.1	<i>Progrès des indicateurs des résultats</i>	23
3.3.2	<i>État d'avancement des principales activités</i>	24
3.3.3	<i>Analyse des progrès réalisés</i>	25
3.4	PERFORMANCE DES RESULTATS DE L'OBJECTIF SPECIFIQUE 2	39
3.4.1	<i>Progrès des indicateurs</i>	39
3.4.2	<i>État d'avancement des principales activités</i>	39
3.4.3	<i>Analyse des progrès réalisés</i>	40
3.5	PERFORMANCE DES OUTPUTS DE L'OBJECTIF SPECIFIQUE 3.....	44
3.5.1	<i>Progrès des indicateurs</i>	44
3.5.2	<i>État d'avancement des principales activités</i>	44
3.5.3	<i>Analyse des progrès réalisés</i>	45
3.6	PERFORMANCE DES OUTPUTS DE L'OBJECTIF SPECIFIQUE 4	46
3.6.1	<i>Progrès des indicateurs</i>	46

3.6.2	<i>État d'avancement des principales activités</i>	47
3.6.3	<i>Analyse des progrès réalisés</i>	48
4	SUIVI BUDGETAIRE	53
5	RISQUES ET PROBLEMES	57
6	SYNERGIES ET COMPLEMENTARITES	82
6.1	AVEC LES AUTRES INTERVENTIONS DU PORTEFEUILLE	82
6.2	AVEC LES PROJETS POUR TIERS	82
6.3	AUTRES SYNERGIES ET COMPLEMENTARITES	82
7	THEMES TRANSVERSAUX	82
7.1	ENVIRONNEMENT ET CHANGEMENT CLIMATIQUE.....	82
7.2	GENRE	83
7.3	DIGITALISATION	83
8	LEÇONS APPRISSES	83
8.1	LES SUCCES	83
8.2	LES DEFIS	84
8.3	QUESTIONS D'APPRENTISSAGE STRATEGIQUE.....	85
8.4	SYNTHESE DES ENSEIGNEMENTS TIRES	86
9	PILOTAGE	86
9.1	MODIFICATIONS APORTEES A L'INTERVENTION	86
9.2	DECISIONS PRISES PAR LE COMITE DE PILOTAGE ET SUIVI	87
9.3	REORIENTATIONS STRATEGIQUES ENVISAGEES	94
9.4	RECOMMANDATIONS	94
10	ANNEXES	95
10.1	CRITERES DE QUALITE.....	95
10.2	CADRE LOGIQUE ET/OU THEORIE DE CHANGEMENT MIS A JOUR	100
10.3	APERÇU DES MORE RESULTS	106
10.4	RAPPORT « BUDGET VERSUS ACTUELS (Y – M) »	106

1 Acronymes

ANFICT	Agence Nationale de Financement des Collectivités Territoriales
BAGRI	Banque Agricole du Niger
CAPAN	Collectif des Associations Pastorales
CT	Collectivité Territoriale
CVA	Chaîne de valeur animale
DDEL	Direction Départementale de l'Élevage
DGPIA	Direction Générale de la Production et des Industries Animales
DPPD	Document de planification pluriannuelle des dépenses
DREL	Direction Régionale de l'Élevage
FISAN	Fonds d'Investissements pour la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle
HIMO	Haute Intensité de Main d'œuvre
IPBVPC	Interprofession Bétail Viande Peaux et Cuirs
MAGEL	Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage
OPEL	Organisation Professionnelle d'Élevage
PAP	Programme Annuel de Performance
OSV	Observatoire de suivi de la vulnérabilité
PME	Petite et moyenne entreprise
RNA	Régénération naturelle assistée
SAF	Schéma d'Aménagement Foncier
SAHEL	Salon de l'Agriculture, de l'Hydraulique, de l'Élevage et de l'Environnement
SCAP-RU	Système communautaire d'alerte précoce et de réponse aux urgences
STD	Service Technique Déconcentré de l'Etat
STDEL	Service Technique Déconcentré de l'Etat en charge de l'Élevage
SVPP	Service Vétérinaire Privé de Proximité
TIC	Technologie de l'Information et de la Communication
TPE	Très petite entreprise
VSF -B	Vétérinaires Sans Frontière Belgique

2 Aperçu de l'intervention¹

2.1 Fiche d'intervention

Intitulé de l'intervention	Programme d'Appui au Développement de l'Elevage - PRADEL "Kiyò Arziki"
Codes de l'intervention	CODE DGD : NN 1027 Code Navision : NER 1606911
Zone d'intervention	Région de Tahoua, Région de Dosso, Niamey
Budget total après avenant	17 000 000 (14 000 000 + 3 000 000) EUR contribution belge 2 779 479 (2 542 000 EUR + 237 479) EUR contribution nigérienne
Institution partenaire	Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage (MAG/EL)
Durée de la convention spécifique après avenant	72 mois (60 + 12 mois) 7/09/2017 – 06/09/2023)
Durée de mise en œuvre de l'intervention après avenant	Durée : 60 mois (48 + 12 mois) Janvier 2018- 31 janvier 2023
Impact	Contribuer à rendre les systèmes de l'élevage familial plus résilients, durables et performants
Outcome	OUTCOME 1 : Les chaînes de valeur inclusives liées à l'élevage sont développées en vue de créer des emplois et des revenus surtout pour les jeunes et les femmes OUTCOME 2 : L'accès aux ressources pastorales est sécurisé durablement OUTCOME 3 : Les capacités institutionnelles pour renforcer la résilience des (agro-) éleveurs vulnérables face aux crises et au changement climatique sont améliorées OUTCOME 4 : La gouvernance du secteur d'élevage est améliorée Uniquement l'outcome 1 sera renforcé dans le cadre de cet avenant
Outputs liés à l'Outcome 1	OUTCOME 1 : Les chaînes de valeur inclusives liées à l'élevage sont développées en vue de créer des emplois et des revenus surtout pour les jeunes et les femmes R 1.1. Des stratégies opérationnelles des chaînes de valeur prioritaires (sous l'angle genre/jeunes) sont élaborées pour les 2 régions

¹ « Résultats » réfère aux résultats de développement. L'impact se réfère à l'objectif général ; l'outcome se réfère à l'objectif spécifique ; l'output se réfère au résultat escompté ; les outcomes intermédiaires se réfèrent aux changements générés suite à l'atteinte des outputs et permettant l'avancée vers l'outcome de l'intervention, à un plus haut niveau.
NER1606911- PRADEL- Rapport résultats 2021

	<p>R 1.2. Les conditions et les services pour la production animale sont améliorés dans la zone d'intervention</p> <p>R1.3. L'entrepreneuriat privé collectif ou individuel, particulièrement des femmes et des jeunes, est incité/promu et accompagné</p> <p>R 1.4. Des investissements (publics et privés) en faveur des différentes filières animales sont réalisés et fonctionnels</p> <p>R 1.5. La structuration et la gouvernance des chaînes de valeur sont améliorées</p> <p><i>Les 5 résultats de l'outcome 1 seront renforcés et consolidés dans le cadre de cet avenant</i></p>
<p>Période couverte par le rapport</p>	<p>Janvier à décembre 2021</p>

2.2 Auto-évaluation de la performance

2.2.1 Pertinence

	Performance
Pertinence	B

A l'instar des années antérieures, la pertinence du PRADEL en 2021 reste élevée. En effet, les problématiques d'insécurité alimentaire, de faiblesse de revenus et d'emplois, surtout des jeunes et des femmes se posent avec acuité dans un contexte d'explosion démographique et de sévérité des effets des changements climatiques. Le PRADEL, s'appuyant sur l'énorme potentiel du sous-secteur de l'élevage et s'inscrivant dans les politiques nationales aborde ces problématiques en contribuant à la réduction de l'insécurité alimentaire et à la consolidation des emplois et des revenus des populations liées à l'élevage. Il reste donc pertinent tant dans sa conception que dans sa mise en œuvre par rapport aux besoins du groupe cible. Son cœur de métier qui est l'approche chaîne de valeur aborde la compétitivité des entreprises du secteur de l'élevage et la création de revenus et d'emplois décents, surtout pour les femmes et les jeunes de manière holistique (renforcement de capacités, financement, changement de comportement, mise en réseau, entrepreneuriat). Aussi, dans son approche, le PRADEL reste fortement aligné sur les politiques nationales du Niger et la stratégie belge et dispose d'une logique d'intervention qui est bien appropriée. Des améliorations ont été apportées progressivement visant par exemple à recentrer le projet sur son cœur de métier avec un budget supplémentaire et une prolongation d'une année de la période de mise en œuvre (prenant ainsi en compte les recommandations de l'évaluation à mi-parcours). L'alignement intégral et systématique visé par exemple en matière de financement pose des difficultés importantes pour certaines cibles du programme, même si des ajustements favorables sont apportés selon la catégorie des cibles (femmes et jeunes : Voir Document de stratégie DSAE du PRADEL).

2.2.2 Efficacité

	Performance
Efficacité	B

Les inquiétudes soulevées par l'évaluation à mi-parcours ont été abordées par le projet durant l'année 2021. Un redimensionnement et une répartition du portefeuille des bénéficiaires pour les prestataires ont été opérés afin de le rendre compatible avec les moyens humains disponibles. Le dispositif d'appui conseil porté par les prestataires de services recrutés (le consortium VSF-karkara et PFI) a été élargi aux services techniques de l'élevage afin d'assurer un encadrement /suivi des promoteurs avec des ratios d'appui par conseiller acceptables (Chaque conseiller ou agent des STDEL accompagne en moyenne une vingtaine de promoteurs). Sur la base de l'évaluation finale partielle, de façon générale, l'ensemble des résultats attendus ont été atteints notamment pour les objectifs spécifiques 2,3 et 4 abstraction faite de certains problèmes affectants les infrastructures hydrauliques (réduction des conflits

agriculteurs-éleveurs, pilotage et suivi & évaluation du secteur, concertation des acteurs, etc.) Pour l'objectif spécifique 1, on note également un bon niveau de réalisation (en dépit des cas de replis d'une année à l'autre, on constate un accroissement des productions, de la transformation, des marges nettes etc.). La dynamique en cours en matière de financement et de renforcement de la qualité du conseil a permis d'améliorer les performances actuelles. L'intervention a démontré une capacité d'anticipation et d'adaptation de ses stratégies/activités et outputs en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. C'est le cas par exemple, de l'approche conseil par groupe restreint ou des travaux HIMO par groupe restreint qui ont permis la poursuite de l'exécution des marchés publics pendant la période de la COVID19. C'est aussi le cas du recrutement anticipé des IMF qui a permis de faire des avancées importantes pour la région de Tahoua tout comme le cas de l'approche Termes de référence pour la mise en œuvre de certaines activités en lieu et place d'une procédure subsidie trop longue et procédurière.

2.2.3 Efficience

	Performance
Efficience	B

Le PRADEL s'est doté d'outils lui permettant d'assurer un suivi des activités et d'organisation globalement adaptée à sa mission. La plupart des outputs sont réalisés avec un taux d'exécution budgétaire de 85,25%. En conséquence, les outputs sont livrés dans les temps, mais une certaine marge d'amélioration est possible en termes de qualité, de couverture et de timing.

2.2.4 Durabilité potentielle

	Performance
Durabilité potentielle	B

La durabilité reste globalement bonne. Les analyses antérieures restent valables et montrent par exemple qu'en matière d'aménagements pastoraux, des dispositions sont mises en œuvre pour assurer l'adhésion des populations au processus de changement par l'ingénierie sociale mettant un accent particulier sur l'information/sensibilisation, la concertation entre tous les acteurs des aménagements pastoraux. Des accords sociaux sont signés concernant les aménagements réalisés, et des dispositifs de gestion sont mis en place avec un volet important de contrôle de mise en valeur des aménagements par les commissions foncières.

Sur le plan économique, le dispositif d'encadrement de proximité des promoteurs privés a été poursuivi dans une démarche d'exit strategy des prestataires privés pour se concentrer davantage sur des acteurs locaux d'accompagnement. Ce dispositif a assuré et continu d'assurer à travers des conseillers en production et en entrepreneuriat installés dans les bassins d'intervention, l'élaboration de plans d'affaires préalables et leur soumission à des professionnels de financement constituent des mesures qui concourent à la réussite, à la viabilité économique et à la durabilité des activités économiques. Il en est de même de la mise en réseau des promoteurs comme stratégie de mise en œuvre.

Sur le plan politique, l'interaction avec les autorités ministérielles montre bien que le programme bénéficie de l'appui intégral de la politique et des institutions. Le comité de pilotage est bien fonctionnel, la mobilisation des services techniques dans la mise en œuvre des activités est effective, et la volonté politique se manifeste toujours lorsque des décisions importantes doivent être prises pour la bonne marche du Programme. Les bureaux des services techniques déconcentrés de l'Etat sont affectés aux agents du programme dans les régions/communes d'interventions.

En dépit de la bonne durabilité potentielle, il faut relever quelques atténuations/points d'attention. En effet, plusieurs activités financées demeurent à l'échelle de petites activités génératrices de revenus et restent vulnérables avec des risques d'arrêt. Aussi, même si certains projets pilotes ont montré leur rentabilité, d'autres doivent encore être suivis rigoureusement en vue de cette rentabilité.

En effet, la capacité des bénéficiaires à prendre en charge les nouvelles activités selon une logique de type commercial, après un accompagnement de courte durée est un gros défi pour le PRADEL. Par ailleurs, les changements de comportements prennent du temps dans un environnement encore largement dominé par une gestion traditionnelle des exploitations agricoles. Les 12 mois supplémentaires permettront de renforcer cet aspect, surtout que les prestataires déjà recrutés poursuivent l'accompagnement des promoteurs sur le terrain.

La gestion durable des infrastructures par les collectivités territoriales reste également un défi dont la réussite dépend encore beaucoup du leadership des responsables communaux.

Enfin, comme déjà dit les années antérieures, concernant l'objectif spécifique 4 le défi majeur concerne la poursuite du financement sur budget national des activités même si de bons résultats sont obtenus avec l'appui du programme (ex : gouvernance participative qui dépend de financements externes pour le moment même si leur mise à l'échelle est envisagée par l'état). Dans le cadre du portefeuille 2022-2026, l'intervention en agropastoralisme a prévu des actions de consolidation de ces acquis, renforçant ainsi les réelles chances de durabilité de ces résultats.

2.2.5 Conclusions

Après quatre ans de mise en œuvre, le PRADEL a atteint la majorité de ses résultats.

Le développement de chaînes de valeur des productions animales est une réalité. Le retard dans le financement des initiatives privées dans la région de

Dosso a été rattrapé en 2021 grâce au dynamisme du FISAN et l'apport des conventions de subside en garantie des créances et le renforcement des capacités des quatre IMF partenaires. **Au total 407 dossiers de projets d'entreprises ont été financés impliquant 3 633 bénéficiaires dont 2 360 femmes à l'échelle des 2 régions (Dosso et Tahoua).** Le développement des chaînes de valeur se manifeste à travers **l'accroissement des quantités produites, transformées et commercialisées des produits.** Ainsi, les quantités de viande, de lait et d'œufs produites en 2021 connaissent des taux de croissance respectivement de 67%, 94% et de 9% par rapport à l'année 2020. La quantité de lait transformée connaît un léger accroissement de 1% par rapport à 2020 tandis que la quantité de viande transformée connaît un repli de 5% par rapport à 2020. Les acteurs des chaînes de valeur animales connaissent également **une amélioration de leurs marges bénéficiaires** (68% pour les producteurs, 29% pour les transformateurs et 36% pour les commerçants).

L'estimation auprès de 1 427 promoteurs appuyés par le Programme permet de conclure que près de 3 661 emplois ont été créés ou consolidés.

Des changements dans les pratiques d'élevage chez certains promoteurs (amélioration de la santé, de l'alimentation, de l'hygiène, mise en place de cahiers de gestion dans certains cas, etc.) mais également d'adoption de mesures de bonnes pratiques d'hygiène dans les activités de transformation sont constatés. Par ailleurs, l'amélioration de l'accès à la santé animale contribue également aux résultats ci-dessus avec **désormais neuf (9) services vétérinaires privés de proximité (SVPP)** qui sont fonctionnels avec l'appui du Programme et qui offrent des services pour lesquels le taux de satisfaction des usagers a été estimé à 96%.

Ces changements seront encore consolidés pendant l'année 2022 et dans une certaine mesure avec le portefeuille 2022-2026, notamment dans le cadre du renforcement de la fonctionnalité des groupements d'entreprises intégrées et collaboratives (GEIC), une approche novatrice porteur d'espoirs.

- Les résultats atteints dans le deuxième pilier du programme ont été confirmés et consolidés également en 2021. **L'accès durable et apaisé aux ressources pastorales s'est accru considérablement avec une baisse des conflits agriculteurs-éleveurs dans la zone d'intervention qui passe de - 6% en 2019 à -20 en 2020 et à - 70% en fin 2021.** Le retour de la biomasse et de la biodiversité sur les sites récupérés/restaurés est une réalité. Les contributions du programme sont diverses et viennent des activités d'ingénierie sociale, de sensibilisation sur le code pastoral et la prévention des conflits, de la réalisation de 440 km de couloirs de passage, de 20 km d'aires de pâturage balisées, de la restauration de 1836 ha d'aires de pâturage, etc. On note des changements positifs

NER1606911- PRADEL- Rapport résultats 2021

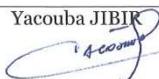
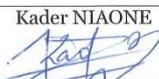
10

avec le recours de plus en plus fréquent aux cadres légaux pour le règlement des conflits, une meilleure prise de conscience sur la gestion concertée des ressources pastorales. Toutefois, il faut noter que quelques cas de remise en cause des accords sociaux de gestion pérenne des aménagements, des cas de pannes d'ouvrages non réparés à temps rappelant ainsi la nécessité de renforcement de la fonctionnalité durable des structures locales de gestion et/ou de veille ainsi que le renforcement de l'efficacité de l'autorité de l'Etat.

- **En matière de résilience**, l'action du programme a permis de renforcer davantage les capacités des acteurs (collectivités locales, DNP/GCCA) en matière de prise en compte de la vulnérabilité des éleveurs et des pasteurs. **L'ensemble des collectivités partenaires sont dotés désormais de plans de contingence multirisques qui ont fait l'objet de vulgarisation en 2021.** Ces collectivités connaissent ainsi les principales catastrophes et menaces auxquelles elles peuvent faire face et quelles sont les actions à prendre par les différents acteurs. La valorisation de ces plans de contingence est effective dans certaines communes dans la mesure où certains PTF s'y réfèrent pour leurs interventions.
- **Quant au 4ème axe du programme, l'on note une amélioration une amélioration de la gouvernance du secteur élevage.**

Le Ministère dispose de visions claires sur quinze ans assortis de plans d'action en matière de développement des filières lait et aviculture. Les études stratégiques (Diagnostic et Appui institutionnel aux organisations professionnelles d'élevage-OPELs, 2 plans nationaux de développement des filières Lait et Aviculture) réalisés en 2020, ont été vulgarisées en 2021 et connaissent un début de mise en œuvre de leurs plans d'actions.

Les différents documents de **programmation et de rapportage dans le cadre du budget programme sont élaborés dans les délais**, la digitalisation du système de suivi & évaluation a été opérationnalisée, les rapports des statistiques sectorielles bénéficient de plus d'harmonisation entre les intervenants de la chaîne, **la communication du Ministère est plus active** avec l'édition du Journal Makkiyayi et le fonctionnement du site web, etc. Au niveau régional, la dynamique de **concertation des acteurs a été maintenue effective et le partage d'informations** dans les deux régions du programme a été renforcé. Par ailleurs, au niveau des directions régionales et départementales, **le management participatif se poursuit et** permet aux différents services d'échanger beaucoup d'informations du terrain, de collecter régulièrement les données servant à l'établissement de rapports, etc.

Fonctionnaire exécution nationale	Intervention Manager Enabel
Yacouba JIBIR 	Kader NIAONE 

3 Suivi des résultats²

3.1 Evolution du contexte

3.1.1 Contexte général et institutionnel

Le contexte général et institutionnel de mise en oeuvre du PRADEL a été marqué en 2021 par les faits majeurs suivants:

- **Contexte général**

Au plan sanitaire : Le Niger a continué de faire face à la pandémie de coronavirus et à ses conséquences sur le plan socio-économique. La poursuite de la fermeture des frontières terrestres dans l'espace CEDEAO de même que les tracasseries engendrées pendant presque l'année a perturbé le fonctionnement des échanges transfrontaliers. (accentuation de la réduction de la mobilité pastorale, perturbation des marchés à bétail, augmentation des risques de conflits agriculteurs-éleveurs dans les bassins de concentration, etc.). Ces conséquences sont toujours aggravées dans les zones où sévit l'insécurité due aux attaques terroristes.

Au plan sécuritaire, malgré les efforts déployés par le Gouvernement, la situation sécuritaire au Nord et à l'Ouest de Tahoua demeure précaire avec l'état d'urgence maintenu dans les départements de Tillia et Tassara et Bagaroua. Des incidents sécuritaires survenus ont également conduit à déclarer certaines zones d'intervention du programme comme des zones à risques (Allela, Bangui). A Dosso, la situation sécuritaire est restée dégradée dans certaines zones d'intervention, notamment le nord Loga et Dogondoutchi.

Au plan social

Les fermetures d'écoles et le déplacement des personnes internes du fait de l'insécurité dans certaines zones ont marqué l'année 2021 en plus des cas isolés d'inondations, notamment dans la région de Tahoua. Comme d'habitude, la mauvaise répartition des pluies en 2021 a entraîné une mauvaise campagne agropastorale avec un déficit céréalier de 39% par rapport aux besoins des populations et un déficit fourrager estimé à 46% des besoins.

Au plan politique

L'organisation des élections présidentielles, législatives et locales a constitué un moment important de l'année 2020 et début 2021 avec parfois quelques incidences sur la disponibilité des acteurs locaux. L'installation de nouvelles autorités au niveau communal, départemental et régional a retardé la mise en oeuvre de certaines activités ou leur bonne appropriation. Ceci a obligé les acteurs de mise en oeuvre d'organiser des rencontres avec ces nouvelles autorités pour les informer sur le projet et sa philosophie

² « Résultats » réfère aux résultats de développement. L'impact se réfère à l'objectif général ; l'outcome se réfère à l'objectif spécifique ; l'output se réfère au résultat escompté ; les outcomes intermédiaires se réfèrent aux changements générés suite à l'atteinte des outputs et permettant l'avancée vers l'outcome de l'intervention, à un plus haut niveau.
NER1606911- PRADEL- Rapport résultats 2021

de mise en œuvre. Au niveau national c'est le retard dans la nomination des responsables qui a impacté sur la mise en œuvre du programme.

Aux niveaux institutionnel et organisationnel

En 2021, il y a eu un nouveau Gouvernement suite aux élections présidentielle et législatives. L'installation d'un nouveau gouvernement a conduit à la réorganisation du MAG/EL en deux (2) ministères distincts, à savoir le Ministère de l'Élevage (MEL) et le Ministère de l'Agriculture (MA).

3.1.2 Contexte de gestion

3.1.2.1 Modalités de partenariat

En matière de marchés publics

En 2021, la majorité des marchés sont passés et ont connu un bon niveau d'exécution. Il a été question plus de la gestion et du suivi de ces marchés. Des rares marchés ont été décalés et seront finalisés en 2022.

L'introduction de la facture informatisée a freiné le paiement des fournisseurs, mais la situation s'est vite stabilisée avec la prompte mise en conformité des fournisseurs.

En matière de convention de subside

Le PRADEL a poursuivi la mise en œuvre et le suivi des conventions de subsides en cours en 2021 (VSF-Belgique, ANFICT, FISAN, YARDA TARKA MAGGIA). Les conventions avec l'ANFICT, VSF Belgique et l'ANFICT a été clôturées alors qu'un avenant a prolongé celles avec le FISAN et Yarda Tarka Maggia respectivement jusqu'en juin 2022 et novembre 2022.

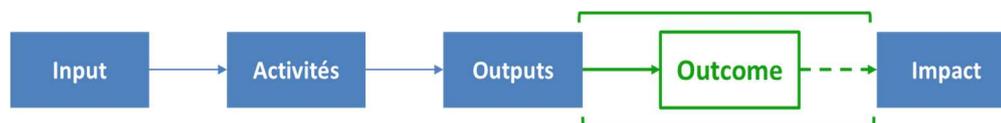
De nouvelles conventions pour le financement des promoteurs ont été signées avec les institutions de microfinance Hinfani, Capital Finance et ARK Douchi qui ont pris en charge le financement dans la région de Dosso. Ces conventions ont pour objet une garantie des créances irrécouvrables et le renforcement des capacités des IMF à offrir des services financiers de qualité aux promoteurs cibles du PRADEL.

Le subside avec le FISAN vient confirmer encore l'alignement de la Belgique sur les politiques et outils nationaux.

3.1.2.2 Modalités opérationnelles

Le PRADEL est mis en œuvre selon la modalité de cogestion entre Enabel au Niger et le Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage (MAGEL). Cette modalité de gestion est appropriée et l'on connaît un bon niveau de leadership et d'appropriation du Niger dans la mise en œuvre du Programme. Les sessions du COPIL sont bien tenues et les décisions prises sont mises en œuvre.

3.2 Performance de l'outcome



3.2.1 Progrès des indicateurs³

Résultats / indicateurs	Valeur de base 2018	Valeur obtenue Année 2020	Valeur obtenue année 2021	Valeur cible 2021	Valeur cible finale
OUTCOME 1 : Les chaînes de valeur inclusives liées à l'élevage sont développées en vue de créer des emplois et des revenus surtout pour les jeunes et les femmes					
I.1.1. Production de la viande dans les unités économiques appuyées par le PRADEL (Kg)	387 171	616 648	1 028 501	638 831,86	638 832
I.1.2. Production de lait dans les unités économiques appuyées par le PRADEL (litre)	401 348	318 059	616 513	662 223,75	662 224
I.1.3. Production d'œufs dans les unités économiques appuyées par le PRADEL (unité)	626 223	1 049 375	1 141 627	1 033 267,29	1 033 267
I.1.4. Quantité de Viande transformée dans les unités de transformation encadrées par le PRADEL (Kg)	1 202 022	1 285 405	1 225 188	1 983 335,8	1 983 336
I.1.5. Quantité de Lait transformée dans les unités de transformation encadrées par le PRADEL (litre)	153 865	316 916	319 925	253 877,3	253 877
I.1.6. Taux d'accroissement de la Marge nette des producteurs familiaux financés par le PRADEL	4%	29%	68%	7,4%	7,4%
I.1.7. Taux d'accroissement de la marge nette des transformateurs familiaux financés par le PRADEL	37%	88%	29%	62%	62%
i.1.8. Taux d'accroissement de la marge nette des commerçants familiaux financés par le PRADEL	39%	56%	36%	64%	64%
I.1.9. Nombre d'emploi, équivalent- emploi créés et/ou consolidés par les entreprises financées par PRADEL	0	3 743	3 661	1.034	2 634

Résultats / indicateurs	Valeur de base 2018	Valeur obtenue Année 2020	Valeur obtenue année 2021	Valeur cible 2021	Valeur cible finale
Objectif spécifique 2 : L'accès aux ressources pastorales est sécurisé durablement					
II.1 Proportion de baisse des conflits liées à l'accès et au contrôle des ressources pastorales	Augmentation de 3%	Baisse de 20%	-70%	-30%	30%
II.2 Taux d'accès du bétail aux ouvrages hydrauliques réalisés par le PRADEL	0%	0%	21%	20%	20%
II.3 Taux d'accès du bétail à l'espace pastoral aménagé et sécurisé par le PRADEL	17%	57%	72%	35%	35%
II.4 Pourcentage des couloirs de passage de la zone d'intervention aménagés	58%	67%	67%	71,3%	71,3%
Objectif spécifique 3 : Les capacités institutionnelles pour renforcer la résilience des (agro-)éleveurs vulnérables face aux crises et au changement climatique sont améliorées					
III.1. Degré de prise en compte des modèles revus ou développés dans les actions promues par le DNP/GCCA et les services techniques pour renforcer la résilience des (agro) éleveurs	Degré 1 : très peu d'actions sont basées sur les modèles développés ou revus	Degré 2 : quelques actions sont basées sur les modèles développés	Degré 2 : quelques actions sont basées sur les modèles développés	Degré 3 : la plupart des actions sont basées sur les modèles développés ou revus	Degré 3 : la plupart des actions sont basées sur les modèles développés ou revus
OUTCOME 4 : La gouvernance du secteur est renforcée					
IV.1. Evolution du niveau de la performance du MAG/EL dans les domaines du pilotage et de gestion du ministère (programmation, suivi et évaluation, coordination, communication, accompagnement des OPELs, GRH) (score de 1 à 4)	2/4	3,6/4	3,7/4	4/4	4/4
IV.2. Evolution de la capacité des communes d'intervention en maîtrise d'ouvrage des investissements structurant d'intérêt général et en transfert de leur gestion aux usagers du secteur de l'élevage (score de 1 à 4)	2/4	3,3/4	3,7/4	3,2/4	4/4

3.2.2 Analyse des progrès réalisés

Concernant l'outcome 1 (objectif spécifique 1) : Les chaînes de valeurs inclusives liées à l'élevage sont développées en vue de créer des emplois et des revenus surtout pour les jeunes et les femmes.

Au cours de l'année 2021, le développement des chaînes de valeur animales amorcé en 2019 a atteint sa phase de croisière. En référence aux indicateurs de performance suivis avec le concours des prestataires d'appui conseils, on peut affirmer que les exploitations familiales d'élevage, entreprises et sociétés coopératives d'élevage appuyés par le PRADEL ont amélioré leurs performances en matière de production, de transformation et de commercialisation des produits animaux.

- **En matière de production**

- **La production de viande** dans les unités économiques appuyées par le PRADEL s'est accrue en 2021 de 166% par rapport à la situation de référence de 2018 et d'environ 67% par rapport à la situation de 2020. Cette situation s'explique par le fait que les promoteurs arrivent en général à faire plusieurs cycles d'embouche dans l'année, permettant ainsi une plus grande production de viande.
- **Quant à la production de lait** dans les unités économiques appuyées par le PRADEL, elle s'est accrue de 54% par rapport à 2018 (situation de référence) et de 94% par rapport à son niveau en 2020, année pendant laquelle la production de lait avait chuté près de 21%. Un coaching de proximité renforcé avec les ATN des GEIC nouvellement recrutés ont permis d'atténuer les baisses de performances constatées en 2020. Il faut aussi noter la contribution d'une importante mobilisation communautaire opérée avec l'appui des organisations d'éleveurs (AREN notamment) autour des centres de collecte de lait et de certaines mini laiteries.
- **La production d'œufs** dans les unités de ferme d'élevage appuyées par le PRADEL (unité) quant à elle, s'est accrue de 82% par rapport au niveau de départ de 2018 et de 9% par rapport à son niveau de 2020. Les importants appuis liés à l'alimentation, le conseil à travers les prestataires de services, les services techniques déconcentrés de l'Etat ainsi que les SVPP ont induit un changement important dans les pratiques d'aviculture traditionnelle et semi moderne avec la mise en réseau des acteurs, l'amélioration de l'alimentation, l'hygiène, la santé, etc. Par ailleurs, les promoteurs des projets pilotes modèles de fermes semi modernes d'aviculture ont atteint leur vitesse de croisière en 2021. Ce qui a entraîné ces changements dans la pratique de l'aviculture et les performances zootechniques en termes de production des œufs et de poulet pintade de chair.

- **En matière de transformation des produits**, on observe une tendance haussière des quantités avec cependant un cas de léger repli.

- **La quantité de viande transformée** dans les unités de transformation encadrées par le PRADEL a augmenté de 2% par rapport à 2018 mais connaît un recul de 5% par rapport à 2020. Cela s'explique en partie par le nombre de promoteurs qui est passé de 94 en 2020 à 86 en 2021.
- **La quantité de Lait transformée** dans les unités de transformation encadrées par le PRADEL (litre) a été accrue de 108% par rapport à 2018 et de 1% par rapport à 2020.

- **En matière d'amélioration des marges nettes des acteurs**

Les appuis apportés dans l'amélioration de la qualité, de la productivité, de la visibilité, de la commercialisation et du marketing, à travers les formations en techniques d'élevage et les coachings personnalisés, ont contribué à améliorer les marges bénéficiaires des acteurs accompagnés.

- **Le taux d'accroissement de la marge nette des producteurs** appuyés par le PRADEL s'est accru de 68% par rapport à 2018 et de 30% par rapport à 2020. Le niveau de marge nette, même s'il reste modeste, connaît aussi une hausse et s'établit à une moyenne de 618 0752 FCFA en 2021 contre 477 570 FCFA en 2020.
- **Le taux d'accroissement de la marge nette des transformateurs** financés par le PRADEL s'est, quant à lui, accru de 29% par rapport à 2018. Cependant, il connaît une régression 31% par rapport à 2020, avec une marge nette moyenne de 5 740 117 FCFA contre une moyenne de 8 370 970 FCFA en 2020.
- **Le taux d'accroissement de la marge nette des commerçants** financés par le PRADEL est de 36% avec une marge nette qui s'établit à une moyenne de 5 960 830 FCFA qui est en régression par rapport à 2020 où elle était de 6 845 644 FCFA.

Ainsi, de façon générale on remarque une amélioration des marges nettes par rapport à la situation de 2018 avec des cas de replis par rapport au niveau de 2020. Le fait le plus frappant est que la marge des producteurs reste largement en dessous de celles des autres maillons, confirmant ainsi l'importance du travail à faire pour réduire cette iniquité structurelle au sein des filières.

- **En matière de création/ consolidation d'emplois,**

Les appuis apportés par le programme ont contribué à créer ou consolider les emplois. Ainsi, le nombre d'emploi et d'équivalent- emploi créés et/ou consolidés par les entreprises financées par PRADEL a été évaluée à 3 661 pour les deux régions.

Au-delà des chiffres, des progrès et changements importants sont notés chez les promoteurs qui ont adopté de bonnes pratiques (confection de hangar, utilisation d'abreuvoirs et mangeoires, hygiène de l'enclos, complémentation stratégique, conduite des animaux, recours aux services vétérinaires privés, etc.).

Concernant l'outcome 2 (objectif spécifique 2) : : L'accès aux ressources pastorales est sécurisé durablement

L'intervention du PRADEL a permis d'améliorer significativement les conditions d'accès sécurisé aux ressources pastorales dans les communes d'intervention du Programme.

- **La baisse des conflits liés à l'accès et au contrôle des ressources pastorales s'est poursuivie et de façon plus importante en passant de -20% en 2020 à -70% en 2021.**

Cette baisse des conflits agriculteurs-éleveurs est une réalité ressentie dans la zone du projet. Mais le niveau élevé de baisse constatée en 2021 pourrait être lié au fait que l'évaluation de la baisse des conflits dans la zone d'intervention a eu lieu cette année au moment d'aout afin de renseigner l'indicateur avant l'évaluation finale partielle réalisée novembre 2021 alors que les conflits sont généralement enregistrés sur la période allant de fin octobre à décembre. Malgré tout, la tendance à la baisse des conflits est une réalité. En effet cette baisse est sous tendue par un changement dans les comportements de certains acteurs. En rappel, comme noté en 2020, les populations font de plus en plus recours aux cadres formels de prévention et de gestion des conflits. Par ailleurs, il y a de moins en moins de transgression de la vocation de certaines ressources pastorales et on note une plus grande prise de conscience des différents acteurs sur la gestion durable et rationnelle des ressources pastorales. Il y a une libération plus concertée des champs et les éleveurs transhumants envahissent moins précocement les champs. Cela est à mettre à l'actif de plusieurs facteurs dont les émissions radiophoniques sur le code pastoral et la gestion des ressources (15 radios locales) et les fora de sensibilisation sur la gestion des ressources pastorales par la Direction de prévention des conflits du Ministère de l'agriculture et de l'élevage et par les commissions foncières avec l'appui du projet. Il y a aussi la contribution du balisage des couloirs de passage et des aires de pâturage, la réalisation des missions de contrôle du respect des limites et vocation des aires de pâturage et couloirs de passage sécurisés, les actions d'ingénierie sociale avec la mise en place des comités de veille et/ou de gestion, etc.

Ces résultats forts intéressants doivent cependant être consolidés à travers un accompagnement des structures locales de gestion afin de garantir une plus grande solidité de la durabilité.

- **L'accès aux ouvrages hydrauliques** reste une dimension importante de cet objectif spécifique 2. Avec neuf (9) ouvrages hydrauliques en exploitation, on enregistre un taux d'accès de 21% du bétail de la zone correspondant à 9 953 UBT pour un potentiel de 47 708 UBT.

Sur cet axe, cinq (5) puits cimentés sont réalisés réceptionnés et mis en exploitation contre une prévision de six puits. Par ailleurs 5 stations de pompage pastorales à pompage au fil du soleil ont été prévues et réalisées, 4 de ces stations fonctionnent actuellement sous gestion déléguée. La 5 -ème station est tombée en panne du fait de la chute de la pompe immergée lors de la phase d'installation. Le PRADEL a initié une opération de repêchage avec un prestataire qualifié.

Au regard des pannes déjà constatées sur certains ouvrages et des insuffisances des acteurs chargés de la gestion des ouvrages, la problématique de l'accès aux ouvrages hydrauliques nécessite encore un accompagnement en vue.

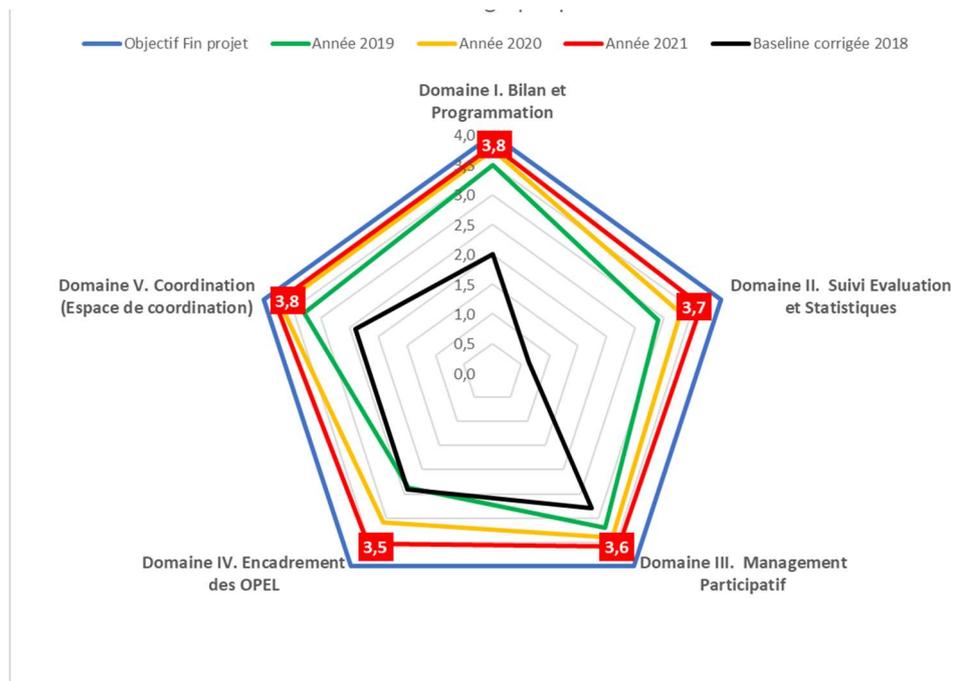
- **Le taux d'accès du bétail à l'espace pastoral aménagé connaît une légère augmentation passant de 57% à 72% entre 2020 et 2021.** Les aires de pâturage antérieurement restaurés (1 836,34 ha) continuent de générer de la biomasse au profit du bétail de zone. A cela s'ajoute, le balisage de 20 km d'aire de pâturage pour une superficie de 721 ha en 2021. L'évaluation de la biomasse sur ces sites a permis d'enregistrer une production disponible de 1 572 T.MS pouvant subvenir au besoin alimentaire de 925 UBT d'ici la période morte de l'année.
- **Le pourcentage des couloirs de passage aménagés de la zone d'intervention du programme est resté inchangé à son niveau de 2020 (67%).**
En effet, aucun couloir de passage n'a été aménagé cette année 2021-ni par le PRADEL ni par aucun autre intervenant dans la zone d'intervention. Cependant, les couloirs aménagés en 2019 et 2020 (440 km) continuent de faciliter la mobilité pastorale et à réduire les conflits entre agriculteurs et éleveurs.

Concernant l'outcome 3 (objectif spécifique 3) : Les capacités institutionnelles pour renforcer la résilience des (agro-) éleveurs vulnérables face aux crises et au changement climatique sont améliorées

Il n'y a pas eu de progrès particulier en 2021 par rapport à 2020 concernant cet objectif spécifique. Les modèles d'action de résilience déjà en cours dans ces deux régions développés par les différents acteurs ont été poursuivis dans la même dynamique. Les modèles sont déjà mis en œuvre par les autres acteurs dans le cadre de l'exécution de leur programme. Ces modèles cadrent déjà avec les orientations du Dispositif National de Prévention et de Gestion des Crises Alimentaires (DNP-GCA). Les contributions en 2021 demeurent l'édition et la diffusion des plans de contingence multirisques et multi-acteurs.

Concernant l'outcome 4 (objectif spécifique 4) : La gouvernance du secteur est renforcée

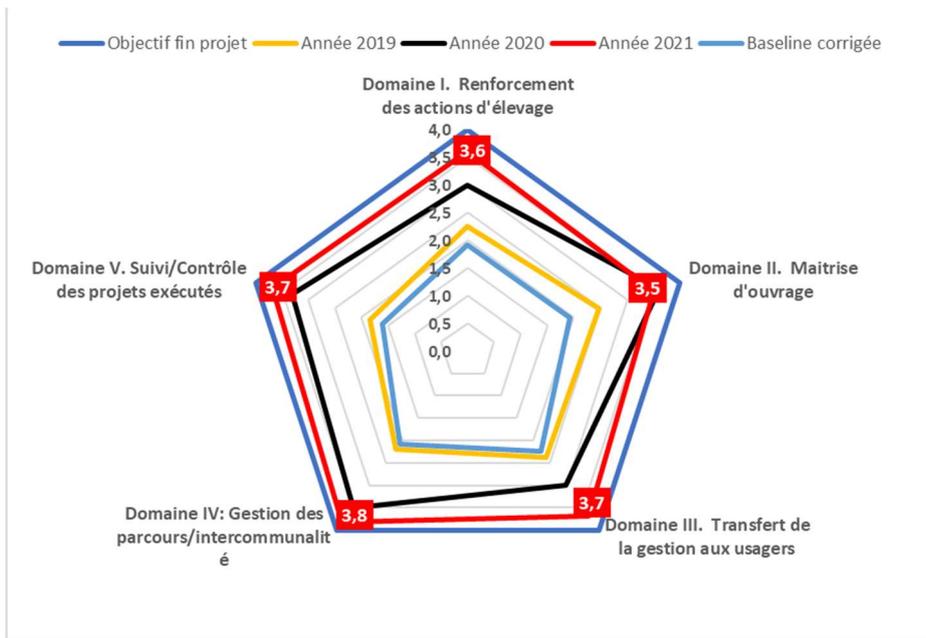
- **Le Ministère a accru ses performances en matière de gouvernance du secteur de l'élevage avec un score de 3,7/4 en 2021 contre un score de 3,6/4 en 2020.**
Ces progrès sont notables dans tous les cinq domaines de gouvernance convenus au départ : Programmation, Suivi & Evaluation/statistiques, management participatif, encadrement des organisations professionnelles de l'élevage (OPEL), communication et coordination.



Ces progrès ont été rendus possibles grâce aux contributions suivantes du PRADEL :

- Grâce aux actions des années antérieures et celles de 2021 de même qu'à la contribution d'autres acteurs, le Ministère a amélioré le pilotage et la programmation en passant d'un score de 2 en 2018 à 3,8 en 2021 même si des marges d'amélioration demeurent. Le Ministère fait chaque année le bilan des activités de l'année N-1 et la programmation des activités du sous-secteur de l'élevage de l'année N à l'échelle des 8 régions du pays, prenant même en compte les activités de l'ensemble des acteurs du secteur de l'élevage. La démarche est articulée à la réforme du budget-programme et la disponibilité et la mise à jour des documents de programmation (Documents de programmation pluriannuelle de dépenses (DPPD), les Plans d'Actions Prioritaires (PAP), Rapports annuels de performance (RAP)) sont une réalité.
- La dynamique d'amélioration du système de suivi évaluation est a été renforcée en 2021 avec la formation des acteurs et la mise en route du système de suivi et évaluation digitalisé. Cependant, l'utilisation systématique du système et sa reconfiguration au regard de la séparation du ministère en deux entités distinctes sont les priorités d'actions pour l'avenir.
- De même, la gestion des statistiques sectorielles de l'élevage continue d'être améliorée avec l'élaboration de rapport annuel des statistiques de façon concertée et participative avec l'ensemble des gestionnaires des statistiques de l'ensemble des régions permettant une harmonisation des données et de disposer de données de meilleure qualité. La base de données Excel et ACCESS contribue également à cette qualité des données statistiques d'élevage.

- La gestion participative des services déconcentrés de l'élevage dans les deux régions a été poursuivie et s'est améliorée en passant d'un score de 2,8 à 3,4 et à 3,6 respectivement entre 2018 et 2020 et 2021. Les directeurs régionaux et départementaux tiennent des réunions périodiques avec leurs collaborateurs ; ils planifient leurs activités et font le suivi desdites activités. Cela permet un meilleur partage d'information et une meilleure performance du personnel.
 - Les services publics déconcentrés de l'élevage ont accru l'offre de services d'encadrement aux populations et organisations passant d'un score de 2,4 à 3,9 de 2018 à 2020 et à 3,5 en 2021. Surtout avec la fin des contrats des prestataires privés d'encadrement, les services publics de l'élevage ont pris le relais pour un appui conseil de proximité aux promoteurs. A cet effet, comme en 2020, le programme a renforcé les moyens d'actions des services déconcentrés et les populations bénéficient ainsi de plus de conseil en techniques de production et en gestion de leurs exploitations permettant ainsi d'accroître la performance des exploitations encadrées telles que mises en exergue par l'analyse du développement des chaînes de valeur à l'outcome 1.
 - La communication par le Ministère s'est restée relativement bonne mais stagne à un score de 3,7 après s'être améliorée de 2,4 en 2018 à 3,7 en 2020 sur une échelle de 4. Le site web est fonctionnel, le Journal Makkiyayi a été relancé et édité 1 fois en 2021, l'intranet du Ministère est également fonctionnel, etc.
 - La coordination des acteurs au niveau régional s'est poursuivie à travers la fonctionnalité des deux comités techniques régionaux des acteurs de l'élevage à Dosso et Tahoua. A l'instar des autres années, les acteurs se retrouvent pour partager des informations, mieux coordonner leurs actions au niveau régional. Ils font des visites conjointes des réalisations permettant de partager les expériences et se faire mutuellement des propositions d'amélioration.
- **Les communes partenaires du PRADEL ont accru leurs capacités en maîtrise d'ouvrage des investissements structurants avec un score de 3,7/4 en 2021 contre 3,3/4 en 2020.**
L'accompagnement de l'ANFICT a permis de finaliser la réalisation des infrastructures publiques d'appui aux filières sous maîtrise d'ouvrage communale. Des actions de formation en maîtrise d'ouvrage, en gestion des infrastructures ont été apportées. Toutefois, avec le renouvellement des exécutifs locaux suite aux dernières élections locales, il y a nécessité de renforcer /poursuivre l'accompagnement des collectivités territoriales pour une meilleure exploitation et gestion des infrastructures. Par ailleurs, l'ingénierie sociale n'a pas permis de résoudre la question de l'exploitation de certains ouvrages du fait de la faible concertation/entente préalable entre les communes et les professionnels des filières concernées.



3.3 Performance des résultats de l'objectif spécifique 1

« Les chaînes de valeur inclusive liées à l'élevage sont développées pour créer des emplois, surtout pour les jeunes et les femmes »

3.3.1 Progrès des indicateurs des résultats

Les indicateurs des résultats de l'objectif spécifique 1 sont présentés ainsi qu'il suit :

Output /Indicateurs	Valeur de Baseline	Valeur année 2020	Valeur année 2021	Cible année 2021	Valeur cible final
OUTPUT 1.1: Des stratégies opérationnelles des chaînes de valeur prioritaires (sous l'angle genre/jeunes) sont élaborées pour les 2 régions					
Nombre de stratégies de chaînes de valeur élaborées	0	NA	1	1	6 stratégies actualisées
OUTPUT 1.2: Les conditions et les services pour la production animale sont améliorés dans la zone d'intervention					
Quantité de matière sèche produite ou ramassée avec l'appui du PRADEL (tonnes)	0	754,06	1572	250	1 000
Nombre de SVPP installés et fonctionnels dans la région de Dosso et Tahoua	5 SVPP à Tahoua, 3 SVPP à Dosso	8	9	8	8 SVPP dont 4 à Dosso et 5 à Tahoua.
OUTPUT 1.3: L'entrepreneuriat privé collectif ou individuel, particulièrement des femmes et des jeunes, est incité/promu et accompagné					
Nombre d'acteurs (groupement, individus, etc.) qui ont été accompagnés	0	1427	1427	988	1 430
Pourcentage d'entreprises appuyées qui ont progressé du stade embryonnaire au stade émergent ou autonome	0	6	14%	15%	30%
OUTPUT 1.4: Des investissements (publics et privés) en faveur des différentes filières animales sont réalisés et fonctionnels					
Nombre de projets collaboratifs et de sous projets (individuels et collectifs) intégrés financés	0	47	370 dont 10 projets collaboratifs	610	710
Pourcentage d'infrastructures structurantes financées qui sont bien gérés	NA	NA	NA	60%	80%
OUTPUT 1.5: La structuration et la gouvernance des chaînes de valeur sont améliorées					
Pourcentage d'organisations des acteurs des filières appuyés par le PRADEL qui sont fonctionnelles	NA	0	56%	30%	60%

NB= Non disponible (à mesurer en fin d'année) NA= Non applicable

3.3.2 État d'avancement des principales activités

CODE	État d'avancement des <u>principales</u> activités ⁴	Etat d'avancement			
		A En avance	B Dans les délais	C Retardées	D En sérieux retard
	[A] Objectif spécifique 1 : Les chaînes de valeur inclusives liées à l'élevage sont développées				
	A01 - R1.1. Des stratégies opérationnelles des chaînes de valeur prioritaires sont définies				
A01-01	Analyse sociale, économique et environnementale par filière et inter filières et par région		X		
A01-02	Définition des stratégies opérationnelles		X		
	A02 - R1.2. Les conditions et les services pour la production animale sont améliorées				
A02-01	Renforcement du dispositif privé de santé animale : Amélioration de la couverture en SVPP ; Renforcement de l'appui-conseils zootechnique ; Prise en compte de l'aspect genre		X		
A02-02	Renforcement des services publics de santé animale		X		
A02-03	Appui à la lutte contre les maladies aviaires (vaccins, chaînes de froid, etc.)		X		
A02-04-	Promotion des actions pour l'amélioration de la disponibilité des aliments bétail		X		
	A03 - R1.3. L'entrepreneuriat privé collectif ou individuel, particulièrement des femmes et des jeunes, est incité / promu et accompagné				
A03-01	Dispositif de formation, accompagnement et suivi sur mesure pour favoriser et soutenir l'entrepreneuriat dans les deux régions		X		
A03-02	Recherche, analyse et promotion de modèles d'entreprises innovants par région et par filière et leur réplique			X	
	A04 - R1.4. Des investissements (publics et privés) en faveur des différentes filières animales sont réalisés et fonctionnels				
A04-01	Un mécanisme de financement est défini et mis en place pour des initiatives économiques privées		X		
A04-02	Un mécanisme de financement est défini et mis en place pour des investissements structurants		X		
A04-03	Des modèles de gestion des infrastructures structurantes sont développés et mise en œuvre		X		
	A05 - R1.5. La structuration et la gouvernance des chaînes de valeur sont améliorées				
A05-01	Faciliter le partage d'information et la mise en relation entre les différents acteurs de la chaîne		X		
A05-02	Structuration et renforcement des capacités organisationnelles des associations, groupements et leurs fédérations		X		

⁴A : Les activités sont en avance

B Les activités sont dans les délais

C Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.

D Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

NER1606911- PRADEL- Rapport résultats 2021

3.3.3 Analyse des progrès réalisés

Un progrès notable par rapport à l'année 2020 a été constaté. Ainsi :

Au niveau de l'output R1.1 : « Des stratégies opérationnelles des chaînes de valeur prioritaire sont définies »

Un Document de Stratégie de promotion et de développement de l'Entreprenariat des Femmes dans les filières/chaines de valeurs d'Elevage a été élaboré. Ce document a fait une analyse diagnostique de la promotion et du développement de l'entreprenariat des femmes dans les filières lait et aviculture et a dégagé des stratégies tenant compte des spécificités de la femme entrepreneure.

Dans la dynamique de promotion de l'entreprenariat des femmes, un portefeuille de 40 femmes entrepreneures a été sélectionné pour un trajet spécifique d'accompagnement à l'entreprenariat (éveil entreprenariat, formation GERME, leadership, etc.).

Bilan livrables 2021 au 31 décembre 2021

Livrables	Prévisions 2021		Réalisation 2021	
	Unité	Quantité	Quantité	%
1 stratégie en entreprenariat des femmes élaborée	Stratégie	1	1	100%

Cette stratégie d'appui à l'entreprenariat ne demeure cependant pas très connue par plusieurs acteurs et sa vulgarisation à large échelle s'impose en 2022.

Au niveau de l'output R1.2 : « Les conditions et les services pour la production animale sont améliorées »

Les progrès réalisés concernent d'une part l'alimentation du bétail et d'autre part, la santé animale. Ainsi :

- Premièrement, **la disponibilité de l'alimentation du bétail a été renforcée à travers la quantité de matière sèche produite** avec l'appui du programme sur les sites restaurés. Ainsi, l'évaluation de la biomasse produite est de **1572 T.MS pouvant servir au besoin alimentaire de 925 UBT au cours de la période morte de l'année**

Plusieurs autres initiatives ont contribué à cela en 2021 :

- *Promotion renforcée de la régénération naturelle assistée (RNA) et de l'Agroforesterie à but pastoral :*

La sensibilisation des populations sur la RNA entamée en 2019 a continué de porter des fruits en 2021. Deux missions de suivi des paysans pionniers, réalisées par les STD de Tahoua ont dénombré 526 nouveaux adoptants pour une superficie de 1 151,72 ha.

Dans la région de Dosso, les adoptants sont au nombre de 227 pour une superficie de 497 ha.

○ *Promotion de la culture fourragère dans des zones pilotes :*

En 2021, le programme n'a apporté aucun appui aux sites pilotes de cultures fourragères. Cependant, grâce aux appuis antérieurs, Les producteurs fourragers continuent la production dans les meilleures conditions.

- Une recherche action sur les cultures fourragères dans les bassins d'intervention du PRADEL, pilotée par l'INRAN et financée par le PRADEL, a été finalisée avec la tenue d'un atelier de capitalisation des résultats de ladite recherche-action tenu à Dosso. Quatre (4) fiches techniques ont été élaborées sur les principales cultures fourragères accompagnées par le Pradel : arachide, pois d'angole, maïs, niébé.

○ *Vulgarisation de broyeurs et blocs multi nutritionnels (BMN) initiée :*

Trois (3) broyeurs ont été acquis et valorisés dans le cadre de la lutte contre les espèces envahissantes au profit de 3 promoteurs privés pilotes. C'est la suite logique de l'activité test qui a démarré en 2020 visant le fauchage et le broyage du *Sida cordifolia* (une plante envahissante non appréciée) pour fabriquer des BMD. Les résultats de cette activité ne sont pas encore évalués.

Bilan des livrables 2021 au 31 décembre 2021

Livrables	Prévision 2021		Réalisation 2021	
	Unité	Quantité	Quantité	Pourcentage
3 broyeurs acquis et valorisés dans le cadre de la lutte contre les espèces envahissantes au profit de 3 promoteurs privés	Broyeur	3	3	100%
1 Recherche action sur la disponibilité et la qualité de l'alimentation du bétail initiée en concertation avec le Projet PRISMA	Recherche-action	1	1	100%

- **Deuxièmement, en matière de santé animale, 9 services vétérinaires privés de proximité sont fonctionnels** dans la zone d'intervention avec l'appui du programme contre une cible de 8.

Les principales améliorations apportées en 2021 par le programme sont :

- **L'accès aux services de santé animale a été promu** avec le renforcement des services publics de santé animale, l'appui à la lutte contre les maladies aviaires et le renforcement du réseau des services vétérinaires privés de proximité (SVPP)
 - Un avenant à la convention de subside Enabel-VSF pour la consolidation des SVPP a été signé, mis en œuvre et a ainsi permis de porter à 9 le nombre de SVPP qui ont été renforcés en 2021 (avec un accent particulier sur le SVPP de Gaya). Il convient de signaler la contribution du MCA à cette activité. L'évaluation des indicateurs relatifs aux objectifs spécifiques de la convention de subside avec VSF a été réalisée et a mis en exergue un bon niveau d'atteinte des résultats (96% des utilisateurs sont satisfaits des services des SVPP, le taux de mortalité des bovins : 3% et le taux de mortalité des ovins : 7%)
 - Quatre (4) contrats de suivi sanitaire ont été signés et exécutés par 4 SVPP en vue de la protection du cheptel aviaire de promoteurs et membres des GEIC. En plus du suivi sanitaire, 49 963 sujets aviaires ont été vaccinés dans le bassin de Doutchi-Tibiri au profit de 2 319 bénéficiaires dans 50 villages.
- Les services publics de santé animale ont été renforcés dans leurs capacités opérationnelles. Ainsi :
 - Deux (2) missions de surveillance épidémiologique ont été réalisées avec l'appui du programme : l'une réalisée par le LABOCEL/Tahoua sur la ferme avicole de Badaguichiri; l'autre par le LABOCEL/Niamey relative à l'investigation de l'Influenza Aviaire Hautement Pathogène (Grippe Aviaire) dans la région de Dosso (Gaya, Birni, Doutchi et Dosso) avec comme objectif général de connaître l'état sanitaire de la volaille par rapport à l'infection et les principales portes d'entrée des volailles.
 - Le LABOCEL a été doté en matériels de laboratoire. De même les DRELS ont été dotés de matériels de santé animale (contribution belge) et de matériels informatiques et bureautiques grâce à la contrepartie de l'Etat du Niger.

Bilan des livrables 2021 au 31/12/2021

Livrables	PREVISION 2021		REALISATION _2021 Au 30/09/2021	
	Unité	Quantité	Quantité	%
L'évaluation des indicateurs d'objectifs spécifique de la convention de subside Enabel-VSF réalisé et la convention est clôturée	Evaluation	9	9	100%
8 SVPP sont consolidés/fonctionnels	SVPP consolidé	8	9	113%
4 contrats SVPP de suivi sanitaire des promoteurs signés et exécutés	Contrats	4	4	100%
2 DREL et LABOCEL dotés en matériels pour la santé animale	Structures équipées	3	3	100%

Au niveau de l'output R1.3 : « L'entrepreneuriat privé collectif ou individuel, particulièrement des femmes et des jeunes, est incité / promu et accompagné »

L'accompagnement des acteurs dans une dynamique d'entrepreneuriat dans les chaînes de valeur animales cibles du PRADEL a été poursuivi en 2021 avec des progrès indiqués par les indicateurs suivants :

- **Tout comme en 2020, le portefeuille de 1 427 promoteurs a bénéficié d'un appui conseil de proximité** par les prestataires techniques (santé, alimentation, vie associative, élaboration de plans d'affaires, accès au financement, gestion etc.).
- **14% de promoteurs sont passé du stade embryonnaire au stade émergent/autonome contre 6% en 2020.**

Pour ce résultat, les principaux produits intermédiaires obtenus en 2021 sont :

- En matière de formation, accompagnement et suivi sur mesure pour favoriser et soutenir l'entrepreneuriat dans les deux (2) régions
- **Les 1 427 promoteurs ont bénéficié d'un appui conseil de proximité du dispositif d'appui conseil du programme. Ainsi :**
 - 1 252 rencontres ayant regroupé 5 899 participants ont été réalisées par le dispositif d'appui-conseils dans les deux régions. **Plusieurs thèmes adaptés à chaque acteur/groupe d'acteurs** ont été abordés (critère de choix des animaux

d'embouche et reproduction, alimentation, hygiène des habitats des animaux, prophylaxie sanitaire, suivi du plan de prophylaxie, présentation d'un système simple de gestion, mobilisation de l'apport personnel financier pour le financement, tenues des cahiers de caisse, techniques de négociation, sensibilisation sur la Covid 19, etc.)

- D'autres formations ont été conduites à l'intention des promoteurs : 91 membres de sociétés coopératives (SCOOP) ont été formés en vie associative, 87 promoteurs formés en entrepreneuriat et leadership, 270 promoteurs formés en hygiène de la traite du lait, 236 promoteurs formés sur les techniques de coupe et conservation de fourrages, distribution d'aliments et complémentation alimentaire, 131 promoteurs formés en aviculture, et 144 promoteurs formés en embouche. En outre, 75 promoteurs ont été formés en compétences de vie et développer ses activités entrepreneuriales, 6 promoteurs membres des GEIC des bassins Douchi-Koré ont été formés en analyse de coûts et élaboration de plan d'affaires.
- Des coachings spécifiques ont été apportés en matière de détermination des besoins d'investissements, FDR et la rentabilité de la collecte au profit de 18 collecteurs de Bengou, Tanda et Gaya.
- Dans le cadre de l'accompagnement des entreprises en bonnes pratiques d'hygiène (BPH) et pour l'obtention de la certification à l'ANMC, une mission d'audit et de formation qualité et équipements en matériels de protection individuelle est effectuée auprès de 4 entreprises. Cette action vise leur mise aux normes par rapport aux modèles d'entreprises viables compétitives et reproductibles.
- 10 Trajets d'Accompagnement des Entreprises (TAE) et 1 kit d'outils de gestion validés à travers une mission de 2MInvest et 10 projets pilotes modèles (PPM) ont été coachés en entrepreneuriat et sur l'utilisation des outils de gestion. Il s'agissait de répondre aux besoins spécifiques de conseil de ces types d'entreprises qui ont atteint un niveau plus élevé que les autres.
- Deux (2) protocoles de sauvetage de la ferme avicole semi-moderne de Dosso et de la ferme semi-moderne de Tounga Ahana ont été élaborés et mis en œuvre avec succès.

○ **Le dispositif d'appui conseil a été renforcé afin de lui permettre de mieux jouer son rôle**

- 1 atelier de formation pour l'appropriation, la mise en place des outils et procédures de gestion administrative, comptable/financière et marketing a été organisé et animé par 2MInvest au profit de 4 structures prestataires dont VSF/KARKARA, PFI, DREL Tahoua et DREL Dosso.
- Deux (2) ateliers de formation des STDELS et ATN GEIC sur les rôles et compétences de conseils ont été tenus dans les 2 régions. Au total, 64 personnes ont été formées dont 6 agents des DREL, 12 DDEL, 42 communaux de l'élevage et 4 ATN GEIC.
- 12 communaux de l'élevage ont été formés en éveil entrepreneurial et leadership dans la région de Tahoua.
- Au niveau de Dosso, 5 agents des STDELS en charge des activités d'appuis conseils aux promoteurs et deux responsables de PPM 2G ont été formés en analyse de coûts, BMC et élaboration de plan d'affaires. De même 6 agents communaux de l'élevage et 2 agents départementaux de l'élevage ont été formés en diagnostic flash et intégral d'une entreprise, plan de développement entrepreneurial, élaboration de business model canevas et business plan.
- NB : il faut rappeler que le dispositif d'appui conseil a été revu en redimensionnant à la baisse le nombre de promoteurs encadrés par le prestataire (VSF-B et PFI) ; les promoteurs non compris dans le portefeuille des deux prestataires ont été confiés aux services de l'élevage des régions de Dosso et de Tahoua pour un appui bien circonscrit sur les besoins de chaque catégorie de promoteurs (très majoritairement embryonnaires).

○ **Le bilan du processus d'appui conseil par les prestataires privés a été réalisé**

Deux ateliers bilan de l'appui-conseil par les prestataires ont été organisés. Ces ateliers ont permis de faire le bilan de l'appui conseil et de mettre en exergue les points d'amélioration. Le faible niveau d'instruction des promoteurs constitue une contrainte majeure à l'implantation d'outils de gestion au niveau des exploitations familiales accompagnées. Ces deux ateliers consacrent la fin de la mission des deux prestataires. Toutefois, compte tenu des besoins d'accompagnement (en raison de l'arrivée tardive du financement), le contrat de VSF-B a été prolongé de 6 mois pour 2 postes et des accords

ont été convenus avec les STDELS pour la suite de l'appui conseil, notamment autour des promoteurs financés par les IMFs.

Bilan des livrables de l'année 2021 au 31 décembre 2021 :

Livrables	Prévisions 2021		Réalisation 2021	
	Unité	Quantité	Quantité	Pourcentage
1427 promoteurs encadrés (formation, appui conseil, plans d'affaires, etc.).	Promoteurs	1427	1 427	100%
10 projets pilotes modèles (PPM) sont coachés en entrepreneuriat et disposent d'outils de gestion	PPM	10	10	100%
16 entreprises accompagnées en entrepreneuriat, bonne pratique d'hygiène, marketing et contrôle qualité, etc.	Entreprise	16	10	63%%
4 entreprises accompagnées en BPH et pour l'obtention de la certification à l'ANMC	Entreprise	4	4	100%
Des trajets minimums d'accompagnement sont définis pour les promoteurs	Trajet	10	0	0%

- Dans le domaine de la recherche, de l'analyse et de la promotion de modèles d'entreprises innovants par région et par filière et leur répliation
 - 10 Plans d'affaires des PPM élaborés avec l'appui de 2MInvest
 - 26 Projets Pilotes Modèles 2ème génération sont réalisés et réceptionnés
 - Une convention de subside a été élaborée et signée avec OXFAM en vue de la promotion du lait local. Il est prévu la mise en place d'une marque de lait équitable FaireNiger, le renforcement de la plateforme mon lait est local, le renforcement d'une plateforme électronique de commercialisation du lait local. Au 31 décembre 2021, la mise en œuvre de la convention de subside n'a pas connu de progrès notable en raison des difficultés rencontrées au niveau des capacités organisationnelles de l'organisation des éleveurs porteuse des activités mais aussi de la pandémie de la covid 19 qui a retardé l'appui de la coopérative belge FaireCoop.
 - Une recherche action sur le biodigester domestique a été initiée en partenariat avec le ministère chargé de l'énergie : 10 biodigesteurs construits et utilisés. Ils seront suivis durant l'année 2022 et un rapport sera produit.

Bilan des livrables 2021 au 31 décembre 2021

Livrables	Prévisions 2021		Réalisation 2021	
	Unité	Quantité	Quantité	Pourcentage
26 Projets Pilotes Modèles 2ème génération mis en œuvre	Projets pilotes Modèles	26	26	100%
200 producteurs sensibilisés sur l'insémination artificielle	Producteurs Sensibilisés	200	246	123%
100 vaches inséminées	Vaches Inséminées	100	115	115%
Une convention subside OXFAM sur le processus FaireNiger signée et mise en œuvre	Convention	1	1	100%
1 recherche-action sur le biodigester initiée et 10 biodigesteurs construits	Recherche Action	1	1	100%
	Biodigester	10	10	100%

Au niveau de l'output R1.4 : « Des investissements (publics et privés) en faveur des différentes filières animales sont réalisés et fonctionnels »

La réalisation des investissements privés et des investissements publics d'appui au développement de l'élevage a connu des avancées significatives en 2021.

- En 2021, le financement des projets économiques privés est rentré dans sa phase active même si elle est intervenue un peu tardivement dans la région de Dosso. A cet effet, 360 projets ont été financés en 2021 par les 4 IMF (ARK, Hinfani et capital finance et Yarda Tarka Magia) sur une prévision de 300 projets.
- De même dans le domaine des infrastructures, 20 infrastructures structurantes ont fait l'objet de réception provisoire, soit un taux de réalisation de 100%. Toutefois, leur mise en exploitation étant récente, leur fonctionnalité ne sera évaluée qu'en 2022.

Les acquis intermédiaires importants qui ont été engrangés en 2021 sont :

- En matière de financement des initiatives économiques privées :
 - 3 conventions de subside de garantie des créances irrécouvrables ont été signées entre Enabel et les 3 IMF opérant dans la région de Dosso, à savoir, Capital Finance, ARK et Hinfani. Ces conventions ont donné plus de confiance aux IMFs à s'engager dans le financement des promoteurs. Si l'on tient compte des deux années

de financement (2020 et de 2021), au total 407 projets ont été financés pour un financement total de 1.063.669.876 FCFA (subvention 580.427.482 FCFA ; crédit : 381.645.263 FCFA ; apport personnel : 119.070.770 FCFA). On compte 3633 bénéficiaires dont 2360 femmes et 1 273 hommes).

- Un système digitalisé pour la traçabilité des flux financiers du financement agricole a été initié et est en cours de test.
- La laiterie de Gaya est en bonne voie d'opérationnalisation :
 - Les travaux de construction de la laiterie et d'installation des équipements sont en attente de réception provisoire. Quant aux deux centres de collecte de lait de Tanda et Bengou, la réception des travaux de construction et l'installation des équipements sont faites, ainsi que la mise en place des comités de gestion, conformément au mode de gestion communautaire retenu.
 - Une étude de définition du modèle de gestion de la laiterie a été réalisée et adoptée et consacre la concession à un privé professionnel comme modalité de gestion. Un Dossier d'appel d'offres pour la sélection du délégataire a été élaboré et lancé par le ministère de l'élevage.
 - Les marchés d'installation de source d'énergie pour les 4 centres de collecte de lait (Tanda, Bengou, Yaya et Doguéraoua) ont été attribués et les travaux sont en cours de finition
 - Une mobilisation sociale a été lancée réalisation avec l'appui des organisations des producteurs (AREN, FNEN DADO, IP Lait, etc.) afin d'avoir une grande adhésion des producteurs au projet de la laiterie. Des campagnes d'information et de sensibilisation ont été organisées dans les villages des communes de Tanda, Bengou, Gaya, Tounouga, Yélou et Bana afin d'assurer un approvisionnement régulier des centres de collecte et de la laiterie de Gaya en lait cru. L'actualisation et la cartographie au sein du GEIC a permis d'aboutir à un portefeuille actualisé de 237 adhérents dont 198 producteurs, 5 SCOOPS Lait, 33 collecteurs repartis autour des centres de collecte et de la laiterie de Gaya, une union de sociétés coopératives. Le processus d'intégration d'acteurs continue au fur et à mesure.

Bilan des livrables de l'année 2021 au 31 décembre 2021

Livrables	Prévisions 2020		Réalisation 2021	
	Unité	Quantité	Quantité	Pourcentage
3 conventions de subside pour dépôt de garantie élaborées et signées	Convention de dépôt	3	3	100%
300 promoteurs privés financés	Promoteur	300	360	120%
La laiterie de Gaya est finalisée et fonctionnelle	Laiterie fonctionnelle	1	0.95	95%
2 centres de collecte de lait de Bengou et de Tanda sont réalisés et fonctionnels	Centre fonctionnel	2	1.96	98%
1 modèle de gestion de la laiterie et des centres de collecte mis en place	Modèle	1	0.8	80%
4 centres de collecte de lait dotés de sources d'énergie	Centre	4	3,2	80%
Un système digitalisé de suivi des flux financiers développé et mis en place	Système digitalisé	1	0.9	90%

Les principales difficultés

- Retard accusé par certaines entreprises
 - Insuffisance des fonds de la subvention au regard du nombre important de promoteurs individuels ayant déposé des dossiers de demande de financement. Certains promoteurs dont les dossiers ont été acceptés par les IMF ne pourront pas bénéficier d'une subvention d'appoint au crédit (cela pose problème avec certains promoteurs qui croyaient cette subvention déjà acquise).
 - La faible capacité des IMFs à s'engager dans certaines zones comme Gaya ou à s'engager pour le crédit au profit de certaines activités économiques (lait, aviculture)
 - Une importante partie des fonds de financement (subvention et crédit) est plus orienté sur les activités d'embouche ovine et bovine au détriment des autres filières ;
 - Le retard dans le traitement des dossiers et la mise à disposition des fonds en temps opportun aux promoteurs par les IF.
- Le financement des investissements structurants sous maîtrise d'ouvrage communale via l'ANFICT a été poursuivi et finalisé :
- La mise en œuvre de la convention de subside signée avec l'Agence Nationale pour le Financement des Investissements des Collectivités

Territoriales (ANFICT) pour la réalisation sous maîtrise d'ouvrage des collectivités territoriales d'infrastructures d'appui à l'élevage a été poursuivie et finalisée en 2021.

- En plus des 10 infrastructures structurantes réalisées en 2020, 10 autres ont été réalisées et réceptionnées en 2021.
- 18 infrastructures structurantes sur 20 sont dotées de structures de gestion dont 9 à Dosso et 9 à Tahoua. Les modes de gestion de ces infrastructures sont : la gestion directe par la mairie pour 5 infrastructures, la gestion communautaire pour 9 infrastructures et la gestion déléguée pour 6 infrastructures. Notons que 6 conventions/accords de gestion ont été signés entre les communes et les gestionnaires des infrastructures structurantes (documents de gestion signés disponibles) dans la région de Dosso. Des outils de gestion des Infrastructures Structurantes des communes sont élaborés. De façon générale, la gestion efficace des infrastructures reste un défi majeur, la mise en exploitation de certaines d'entre elles souffrent encore de manque d'accord entre les communes et les acteurs des filières.
- Dans le cadre de la mise en œuvre de projets collaboratifs, 11 Banques d'Aliments Bétail (BAB) ont été équipés et approvisionnés en relation avec les membres des GEIC concernés, ce qui correspond à 3 868 sacs de 25 kg. Pour la fonctionnalité de ces BAB, des comités de gestion, ont été mis en place et sont en train d'être accompagnés.
- Des travaux d'adduction d'eau potable sont exécutés et réceptionnés provisoirement au niveau de 6 infrastructures structurantes. Ces réalisations ont été faites directement par l'UGP en complément de la convention de subside de l'ANFICT dont le montant par commune ne permettait pas de prendre en charge certains investissements en vue de rendre plus fonctionnelles certaines infrastructures (aires d'abattage, marché à bétail, etc.)

Bilan des livrables au 31 décembre 2021

Livrables	Prévisions 2021		Réalizations 2021	
	Unité	Quantité	Quantité	Pourcentage
10 infrastructures structurantes réalisées	Infrastructure	10	10	100%
20 dispositifs de gestion des infrastructures sont mis en place	Infrastructure dotée de dispositif de gestion	20	18	90%

Livrables	Prévisions 2021		Réalizations 2021	
	Unité	Quantité	Quantité	Pourcentage
9 projets collaboratifs de GEIC initiés/financés	Projet	9	11	122%
6 infrastructures bénéficient d'adduction d'eau potable	Infrastructure dotée d'adduction d'eau	6	1.5	25%
1 Recherche-action sur la gestion des aménagements pastoraux initiée en synergie avec PRISMA et REPO	Recherche - action	1	0	0%

Les principales difficultés rencontrées concernent surtout :

- Le foncier : le site de certaines infrastructures communales n'a pas été facile à négocier avec des localisations souvent pas très appropriées ;
- Le retard accusé par certaines entreprises dans les travaux ;
- Le renouvellement des conseils municipaux qui oblige à reprendre les appuis déjà apportés en matière de bonne gestion des infrastructures
- L'ingénierie sociale n'a pas été bien faite dans certains cas et on note une faible valorisation de certaines infrastructures dans certaines communes.

A05 - R1.5. La structuration et la gouvernance des chaînes de valeur sont améliorées avec 56% de structures accompagnées qui sont fonctionnelles en 2021 contre 0% en 2020

- Le PRADEL a appuyé le processus de structuration de la filière lait dans les régions de Dosso, Tahoua, Maradi, Tillabéry et Niamey.

Ainsi, dans chaque département des 05 régions, trois (3) collèges départementaux (Collège des éleveurs et producteurs de lait, Collège des collecteurs et commerçants de lait et Collège des industries et unités laitières) ont été mis en place. Le processus a été complété par la mise en place de 3 collèges régionaux au niveau des 5 régions citées haut. Le PRADEL a appuyé également l'installation de trois (3) fédérations nationales interprofessionnelles du Lait. Il s'agit de la Fédération Nigérienne des Eleveurs et Producteurs de Lait (FENIPROLAIT), la Fédération Nigérienne des Collecteurs et Commerçants de Lait (FENICOLAIT) et de la Fédération Nigérienne des Industries et unités Laitières (FENILAIT). Au terme de ce processus l'Association Nigérienne

des Fédérations Interprofessionnelles du Lait au Niger (ANFILAIT) a été installée et son plan d'action quinquennal élaboré.

- La dynamique de mise en place et de fonctionnement des GEIC a été renforcée
 - Cinq assistants techniques ont été recrutés et mis à la disposition des GEIC pour l'animation et la coordination ;
 - Deux nouveaux (2) GEIC ont été mis en place en 2021. Il s'agit du GEIC lait de Tahoua et du GEIC bétail/viande de Tahoua. Cela porte à 10 le nombre total de GEIC mis en place dans les bassins d'intervention du PRADEL. Les portefeuilles des différents GEIC ont également été actualisés.
 - Dans le cadre de la mise en œuvre de projets collaboratifs, 11 Banques d'Aliments Bétail (BAB) ont été équipés et approvisionnés en aliments bétail de concert avec les membres des GEIC (3 868 sacs de 25 kg soit 96, 700 tonnes). Pour la fonctionnalité de ces BAB, des comités de gestion ont été mis en place.
 - Quatorze réunions d'affaires ont été organisées au niveau des GEIC et ont permis d'établir 23 relations d'affaires entre acteurs (exemple : fournisseur de bourgou et producteurs de lait ou entre producteurs et transformateurs, etc.). Ces relations d'affaires sont établies :
 - Soit sur une base formelle : 4 cas dont celui de 10 aviculteurs et d'une SCOOP avec la promotrice de "Poulet du pays" (Koré Mairoua) et cas d'une union de production de lait, d'une SCOOP de production et de collecte de lait avec l'unité de transformation de lait ADALCI (Tahoua),
 - Soit sur une base informelle (19 relations): (i) le GEIC lait de Gaya : l'adhésion de 189 producteurs de lait engagés à vendre leur lait cru avec une capacité moyenne de production de 2 192,25 L de lait par jour (pour 2904 litres/jour en période de grandes productions et 1480, 5 Litres/j en période de basses productions). Trente-trois 33 collecteurs ont été identifiés avec une capacité de livraison journalière de 1 560 Litres de lait. Une rencontre organisée avec 31 producteurs de bourgou de Gaya a permis d'obtenir leur adhésion au projet du GEIC et, l'engagement des bourgoutiers à développer des relations d'affaires avec les producteurs du GEIC. (ii) GEIC Kilici: 3 relations d'affaire établies au sein du GEIC Kilichi entre les emboucheurs et les transformateurs de Kilichi.
 - Plusieurs autres rencontres d'échanges et de sensibilisation sur les principes et le cadre de relations d'affaires, sur l'établissement d'une

cartographie des acteurs des GEIC, sur la subvention du PRADEL, sur l'élaboration du Plan d'Action, ont été conduites.

- 2 films sont réalisés dont 1 sur les réalisations phares du PRADEL et l'autre sur l'expérimentation des cultures fourragères. En outre, un publi-reportage a été réalisé par l'ANCFIT (sur financement du PRADEL) sur les infrastructures structurantes réalisées sous maîtrise d'ouvrage communale.

Bilan des livrables 2021 au 31 décembre 2021

Livrables	Prévisions 2021		Réalizations 2021	
	Unité	Quantité	Quantité	Pourcentage
2 nouveaux GEIC mis en place	Nouveau GEIC mis en place	2	2	100%
6 GEIC fonctionnels (construction de relations d'affaires et appui/conseil)	GEIC fonctionnel	6	10	167%
02 vidéos pour la plateforme e-Extension produites	Film	2	0	0%
01 Interprofession Profession Lait mise en place	IP	1	1	100%%
6 réunions d'affaires organisées à l'échelle des GEIC et/ou des IP lait et Aviculture	Réunion	6	14	233%
2 contrats/programmes initiés	Contrat	2	0	0%

3.4 Performance des résultats de l'objectif spécifique 2

3.4.1 Progrès des indicateurs

Résultats /Indicateurs	N°	Valeur Baseline	Valeur année 2020	Valeur année 2021	Cible année 2021	Cible finale
RESULTAT 2.1: Des espaces pastoraux, en lien avec les chaînes de valeur prioritaires, sont aménagés et maintenus						
Pourcentage des aménagements réalisés avec l'appui du PRADEL qui sont sécurisés (actes délivrés et enregistrés au dossier rural)	R2.1.1	NA	100%	100%	100%	100%
Pourcentage des aménagements mis en place ou réhabilités par PRADEL qui sont gérés correctement	R2.1.2	NA	86%	91%	80%	80%
Nombres d'emplois créés dans le cadre de la mise en œuvre des aménagements pastoraux	R2.1.3	0	960	960	1000	1000
RESULTAT 2.2: Les systèmes et les canaux d'information et communication utilisés par les éleveurs et des autres acteurs des filières animales sont améliorés et renforcés						
Pourcentage d'utilisateurs du système d'information et de communication appuyé par le PRADEL qui sont satisfaits	R2.2.1	NA	91%	90%	70%	70%

ND= Non disponible (sera évalué en fin d'année). NA = Non applicable.

3.4.2 État d'avancement des principales activités

CODE	État d'avancement des <u>principales</u> activités ⁵	Etat d'avancement			
		A	B	C	D
	B01 - R2.1. Des espaces pastoraux, en lien avec les chaînes de valeur prioritaires, sont aménagés et maintenus				
B01-01	Priorisation des espaces à sécuriser et des aménagements à réaliser en fonction des chaînes de valeur prioritaires		X		
B01-02	Mise en œuvre des aménagements prioritaires		X		

⁵ A Les activités sont en avance

B Les activités sont dans les délais

C Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.

D Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

CODE	État d'avancement des <u>principales</u> activités ⁵	Etat d'avancement			
		A	B	C	D
B01-03	Former et accompagner les acteurs dans la gestion des aménagements		X		
B01-04	Sécurisation foncière des aménagements pastoraux		X		
	Bo2 - R 2.2. Les systèmes et les canaux d'information et communication utilisés par les éleveurs sont améliorés et renforcés				
B02-01	Des systèmes d'information, sur base des NTICs et adaptés aux besoins des éleveurs sont développés		X		
B02-02	Renforcement de la diffusion de l'information collectée		X		

3.4.3 Analyse des progrès réalisés

Concernant l'output R2.1 : « Des espaces pastoraux, en lien avec les chaînes de valeur prioritaire, sont aménagés et maintenus ».

- Grâce à l'ingénierie sociale déployée, 100% des aménagements réalisés avec l'appui du PRADEL sont sécurisés et disposent chacun d'un accord social de gestion.
- La gestion des aménagements pastoraux est en cours de consolidation avec des structures locales de gestion mises en place et en cours de renforcement. Ainsi, 91% sont bien gérées contre 86% en 2020%

Les principaux résultats intermédiaires de 2021 sont :

- La réalisation des aménagements pastoraux prévue dans le cadre du programme est entrée dans sa phase de finalisation :
 - Quatre puits pastoraux ont été mis en exploitation en 2021 (dont 3 réalisés en 2020 et 1 en 2021). Un autre puits (Madé) est bien avancé dans sa réalisation et sera réceptionné en 2022. Par contre, les travaux de réalisation du puits de Tanda sont à l'arrêt sur demande de résiliation de l'entreprise (la profondeur de mise en eau prévue est largement dépassée ; en plus de cela la remise en cause du site de Patelnaneri dans la commune de Sambera a démotivé et désorganisé l'entreprise à s'investir pleinement dans l'exécution du marché).
 - Quatre stations de pompage pastorales (SPP) ont été équipées et réceptionnées. Une cinquième SPP est réalisée et réceptionnée mais tombée en panne après seulement 20 jours d'exploitation⁶. Le processus de délégation de gestion des SPP est en cours de

⁶ L'entreprise en charge des travaux a commis une grosse erreur à faire chuter la pompe immergée dans le tubage et a caché cette information à tous les acteurs. Elle a donc préféré replacer une autre pompe sans repêcher celle tombée dans le forage. Le suivi contrôle a été défaillant et n'a pas pu détecter cette défaillance.

finalisation par les conseils régionaux. A Tahoua, le marché a été provisoirement attribué à un délégataire pour un prix de trois cent (300) francs CFA par mètre cube (150FCFA/m³ pour la part du maître d'ouvrage et 150FCFA/m³ part délégataire).

- Vingt (20) km d'aire de pâturage ont été balisés pour une superficie de 721 ha dont 7.5 km sur le site de Angoual Doka2 et 12.5 km sur le site de Dan Kouna.
- La gestion des aménagements a été renforcée :
 - Ainsi 19 structures locales de gestion (SLG) ont été formées et accompagnées sur la tenue des outils de gestion et dotées de plans d'actions triennaux et de petits matériels d'entretien. Ce travail a été réalisé par des ONG d'ingénierie sociale recrutées à cet effet. L'appropriation correcte des rôles et responsabilités reste toutefois un défi important malgré la période de dix mois d'accompagnement.
 - Quatre missions de contrôle de la mise en valeur de sept aménagements ont été conduites par les commissions foncières (Aire de pâturage d'Angoual Douchi, de Dan Kouna, de Batako et les couloirs de passage de Guereptchi, d'Askou de Loulou et de Mokko).
 - En lien avec le renouvellement des conseils municipaux, une formation des nouveaux exécutifs locaux a été faite à l'échelle des deux régions pour leur permettre de s'approprier rapidement leurs rôles et responsabilités dans la maîtrise d'ouvrage communale.
- Les plans d'aménagement pastoraux réalisés dans les bassins des chaînes de valeur animales ont été diffusés à travers six (6) ateliers de diffusion.

Bilan des livrables 2021 au 31 décembre 2021 :

Libellé	Prévision 2021		Réalisation 2021		Remarques
	Unité	Quantité	Quantité	%	
1. Aménagements pastoraux					
6 puits pastoraux réalisés et exploités	Puit pastoral	6	4	67%	1 puits non finalisé
5 stations de pompage pastorales (SPP) équipées et exploitées	SPP	5	4	80%	La SPP Salamoualekoum est en panne du fait de la chute de la 1ere pompe

Libellé	Prévision 2021		Réalisation 2021		Remarques
	Unité	Quantité	Quantité	%	
					immergée dans le tubage à l'installation. Une opération de repêchage est engagée par le projet.
20 km d'aire de pâturage de passage balisés	Km	20	20	100%	Couvrant plus de 721 ha d'aire de pâturage répartis sur 2 sites
2 produits de capitalisation réalisés en lien avec l'ingénierie sociale et la gestion des aménagements	Note de capitalisation	2	1	50%	L'atelier de capitalisation a eu lieu, les notes sont réalisées en lectures et seront édités bientôt
6 plans d'aménagements pastoraux (PAP) diffusés	PAP	6	6	100%	6 Ateliers de diffusion des plans d'aménagement réalisés
2. Sécurisation foncière					
19 structures locales de gestion formées	SLG	19	19	100%	
8 aménagements pastoraux ont fait l'objet de contrôle de mise en valeur	AP	8	7	88%	

Les principales difficultés rencontrées sont :

- L'insécurité persiste dans certaines zones rendant les travaux, le suivi et l'accompagnement des acteurs difficiles ;
- Le non-respect des délais des marchés publics par certaines entreprises ;
- Le non-respect ou la remise en cause des accords sociaux par les populations dans certains cas.
- Les pannes et les cas de vol de panneaux solaires intervenus sur deux ouvrages hydrauliques

Au niveau de l'output R 2.2. « Les systèmes et les canaux d'information et communication utilisés par les éleveurs sont améliorés et renforcés »

En partenariat avec le Réseau des Chambres d'Agriculture du Niger (RECA), les activités de renforcement des systèmes et des canaux d'information et de communication utilisés par les éleveurs et les autres acteurs des filières animales se sont poursuivis en 2021 à travers le centre d'appel en élevage, quelques radios communautaires et le site web du RECA.

Les produits intermédiaires suivants sont à noter en 2021 :

- 6 missions ont été réalisées dans le cadre de l'encrage du centre d'appel en élevage dans la zone d'intervention du PRADEL par les DREL et les CRA de Dosso et Tahoua et par le RECA. Au total 5 809 acteurs du secteur de l'élevage ont été enrôlés au cours des missions dont 228 numéros WhatsApp sur les deux régions sur la base des listes transmises. Avec cet enrôlement, une base de données a été créée et deux nouveaux groupes WhatsApp créés (un par région).
- Le Centre d'Appels a préparé plusieurs émissions de sensibilisation sous forme de messages vocaux qui ont été partagés sur le groupe WhatsApp. Des émissions radiophoniques ont été organisées sur la pasteurellose, le déparasitage, la coccidiose et la maladie de Newcastle, hygiène du lait, etc., se basant sur les fiches produites par le PRADEL et le PRAPS. Les fiches techniques sur la maladie de Newcastle, l'embouche et la pasteurellose ont été traduites en langues et diffusées par ces canaux. Des supports en éléments vocaux en langues sont réalisés sur le fromage de la chèvre et la pasteurellose. Ces supports ont été partagés sur le groupe WhatsApp en 4 langues
- Les fiches des référentiels technico-économiques sur la filière bétail-viande et la filière avicole ont été mis en ligne par sujet sur le site du RECA. Les rapports des études d'élaboration des référentiels ont été également mis en ligne sur la bibliothèque DUDDAL.

Bilan des livrables 2021 au 31 décembre 2021

Libellé	Prévision 2021		Réalisation 2021	
	Unité	Quantité	Quantité	%
Utilisation des NTICs pour l'accès à l'information				
1 centre d'appel en Elevage fonctionnel et renforcé	CAE	1	1	100%

3.5 Performance des outputs de l'objectif spécifique 3

3.5.1 Progrès des indicateurs

Résultats /Indicateurs	N	Valeur de la Baseline	Valeur année 2020	Valeur année 2021	Cible année 2021	Cible finale
RESULTAT 3.1: Des capacités des acteurs (collectivités locales, DNP/GCCA) renforcées à mieux prendre en compte la vulnérabilité des éleveurs et des pasteurs						
Nombre de nouveaux de paramètres spécifiques liés à l'élevages intégrés dans le dispositif DNP/GCCA et les OSV et SCAP-RU	R3.1.1	0	8	NA	NA	8
% de collectivités locales appuyées dans le cadre du PRADEL qui ont un plan de réponse aux crises, qui prend en compte les spécificités du monde des pasteurs et des agropasteurs	R3.1.2	45%	100%	100%	70%	70%
RESULTAT 3.2: Des modèles et actions spécifiques en élevage développés, capitalisés et mis en œuvre pour renforcer la résilience des ménages vulnérables						
Nombre de modèles et actions spécifiques en élevage développés et diffusés ou capitalisés et diffusés	R3.2.1	0	0	0	1	3

3.5.2 État d'avancement des principales activités

CODE	État d'avancement des <u>principales</u> activités ⁷	État d'avancement			
		A	B	C	D
	Co1 - R3.1 Des capacités des acteurs renforcées à mieux prendre en compte la vulnérabilité des éleveurs et des pasteurs				
Co1-01	Renforcer les systèmes d'alerte précoce et d'information sur la vulnérabilité des agropasteurs		X		
Co1-02	Renforcer l'élaboration et la mise en œuvre des plans de réponse aux crises		X		
	Co2 - R 3.2 Des modèles et actions spécifiques en élevage développées, capitalisées et mises en œuvre pour renforcer la résilience des ménages vulnérables				
Co2-01	Développer des modèles d'action pour le renforcement de la résilience à travers des actions pilotes et la capitalisation des différentes initiatives existantes et pilotes (BAB...)			X	

⁷A Les activités sont en avance

B Les activités sont dans les délais

C Les activités sont retardées ; des mesures correctives doivent être prises.

D Les activités ont pris un sérieux retard (plus de 6 mois). Des mesures correctives majeures sont requises.

CODE	État d'avancement des <u>principales</u> activités ⁷	Etat d'avancement			
		A	B	C	D
Co2-02	Accompagner les ménages vulnérables pour renforcer leur résilience : actions pilotes		X		

3.5.3 Analyse des progrès réalisés

Concernant le RESULTAT 3.1: « Des capacités des acteurs (collectivités locales, DNP/GCCA) renforcées à mieux prendre en compte la vulnérabilité des éleveurs et des pasteurs »

L'ensemble des communes disposent de plans de contingence élaborés en 2020 ; le renforcement des capacités des acteurs en vue de mieux prendre en compte la vulnérabilité des éleveurs et des pasteurs n'a pas connu d'évolution notable en 2021.

L'on retient les quelques activités suivantes 2021 :

- Les six plans de contingence (par bassin) élaborés en 2020 ont été édités et diffusés à travers cinq ateliers multi-acteurs au niveau des bassins d'intervention (Doutchi, Dosso et Gaya, Tahoua et Madaoua). Ils servent désormais de référence pour les actions visant à prévenir et gérer les crises et catastrophes dans les bassins d'intervention du programme.
- Pour le test pilote de collecte et transmission digitalisées des données sur la vulnérabilité pastorale initié en 2020, une formation a été organisée au profit des SCAP-RU et OSV des Communes cibles de la région de Dosso. L'édition d'un bulletin test sur la vulnérabilité pastorale est toujours attendue. Ce test pilote n'a pas donné les résultats escomptés par manque d'engagement et de disponibilité des acteurs.

Bilan des livrables 2021 au 31 décembre 2021

	Prévision 2021		Réalisation 2021	
	Unité	Quantité	Quantité	%
6 plans de contingence multirisques (PCM) au niveau des bassins d'intervention du PRADEL diffusés	Plans de contingence multirisques diffusé	6	6	100%
1 test pilote de collecte digitalisé et traitement des données sur la vulnérabilité pastorale finalisé et documenté à Tahoua	Test pilote	1	0,2	20%

Les difficultés rencontrées sont principalement :

- Bénévolat des membres des OSV/SCAPRU.
- Faible disponibilité et engagement des acteurs pour finaliser le test pilote de collecte et transmission digitalisées des données.
- Insuffisance de ressources des collectivités pour la mise en œuvre des plans de contingence.

Au niveau de l'output R 3.2 : « Des modèles et actions spécifiques en élevage développées, capitalisées et mises en œuvre pour renforcer la résilience des ménages vulnérables »

Aucune action n'a été entreprise concernant ce résultat. Les activités ont été réalisées les années antérieures. La poursuite dans le développement de modèles d'actions de résilience n'est pas pertinente au regard de la multitude d'actions déjà développées par les agences humanitaires qui sont spécialisées et qui disposent de divers approches et outils dans ce domaine.

3.6 Performance des outputs de l'objectif spécifique 4

3.6.1 Progrès des indicateurs

Résultats /Indicateurs	N	Valeur de la Baseline	Valeur année 2020	Valeur année 2021	Cible année 2021	Cible finale
RESULTAT 4.1: Les connaissances dans le secteur sont améliorées et contribuent à l'élaboration des stratégies et politiques						
Nombre total de (a) publications, (b) ateliers, (c) conférences, (d) études et recherches-actions appuyé par le PRADEL	R4.1.1	0	5	1	1	10
RESULTAT 4.2: La coordination et la communication dans le secteur sont renforcées						
Nombre d'espaces de coordination/concertation des acteurs de l'élevage mis en place et fonctionnels avec l'appui du PRADEL	R4.2.1	0	2	2	3	3
Degré de mise en œuvre du plan de communication du MAGEL	R4.2.2	0 % : Plan de communication non à jour/inexistant	67%: Bonne mise en œuvre	67%	Entre 51% et 75% : bonne mise en œuvre	Entre 51% et 75% : bonne mise en œuvre
RESULTAT 4.3: Les capacités organisationnelles des acteurs publics du secteur de l'élevage sont renforcées pour mieux jouer leur rôle						

Nombres d'outils mis en place et opérationnels au niveau du MAGEL (outils de planification, suivi & évaluation au niveau du MAGEL et ses STD etc.)	R4.3.1	2	4	4	5	5
Pourcentage de communes disposant d'outils opérationnels de maîtrise d'ouvrage dans le domaine de l'élevage	R4.3.2	14%	14%	92%	75%	75%
RESULTAT 4.4: Les capacités des OPELs faitières sont renforcées pour mieux assurer la défense des droits des éleveurs et le plaidoyer pour influencer les politiques						
Nombre d'initiatives de plaidoyer et de lobbying par des OPELs faitières appuyés par le PRADEL	R4.4.1	0	1	1	1	3
RESULTAT 4.5: Les droits des groupes de pasteurs, agro-pasteurs et agro-éleveurs défavorisés sont promus						
Nombre de personnes sensibilisées par le PRADEL sur les droits et devoirs des groupes de pasteurs, agro-pasteurs et agro-éleveurs	R4.5.1	0	19 131	2 062	5 400	25 280

3.6.2 État d'avancement des principales activités

CODE	LIBELLE	Etat d'avancement			
		A	B	C	D
	D01 - R 4.1 Les connaissances dans le secteur sont améliorées				
D01-01	Améliorer les connaissances sur les systèmes et dynamiques changeantes de l'élevage		X		
D01-02	Capitaliser et diffuser des thématiques liées à l'élevage		X		
	D02 - R4.2 La coordination du secteur est renforcée				
D02-01	Renforcer les plateformes et les espaces de dialogue		X		
D02-02	Renforcer la communication dans le secteur		X		
	D03 - R4.3 Les capacités des différents acteurs publics renforcées				
D03-01	Renforcement du MAGEL + STD		X		
D03-02	Renforcement des collectivités territoriales		X		

CODE	LIBELLE	Etat d'avancement			
		A	B	C	D
	D04 - R4.4. Les capacités des OPELS sont renforcées				
D04-01	Renforcement des OPELS sur des thèmes clés		X		
D04-02	Appui à la mise en place des outils, et des services pour les membres par les OPELS			X	
	D05 - R4.5 Les droits des pasteurs sont mieux protégés				
D05-01	Diffuser les textes relatifs aux droits de l'homme et du citoyen au sein des sociétés nomades		X		

3.6.3 Analyse des progrès réalisés

Au niveau de l'output R 4.1 : « Les connaissances dans le secteur sont améliorées »

- En 2021, les activités d'amélioration des connaissances entamées en 2019 dans le secteur de l'élevage ont été finalisées et diffusés. Ainsi :
 - La recherche-action par l'INRAN sur les cultures fourragères à travers des essais conduits en milieu paysans et en station a été finalisée et un atelier de validation et de capitalisation des résultats a été organisé. L'étude a permis d'identifier 4 espèces fourragères à haute productivité de biomasse et à fortes valeurs alimentaires parmi les 7 testées. Il s'agit du pois d'Angole (*Cajanus cajan*), du dolique (*Dolicos lablab*), de l'arachide (*Arachis hypogea*, variété RRB) et du maïs blanc (*Zea maïs* ; variété locale). Le rapport est assorti de 4 fiches RTE (référentiel technico-économique).
 - Les plans nationaux de développement des filières lait et aviculture (PNDF Lait et PNDP Aviculture), ainsi que le document de stratégie d'appui organisationnel et institutionnel de l'Etat aux OPEL ont été partagés, diffusés et internalisés à travers plusieurs ateliers dans sept régions du pays. Seul l'atelier national de vulgarisation n'a pu se tenir, même si le ministère a procédé par une distribution du document à travers des courriers officiels aux partenaires et autres acteurs.

Bilan des livrables 2021 au 31 décembre

Libellé	Prévision 2021		Réalisation 2021	
	Unité	Quantité	Quantité	%
2 PNDP diffusés au niveau national, régional, départemental et au niveau des PTF	Document diffusé	2	1,98	99%

Libellé	Prévision 2021		Réalisation 2021	
	Unité	Quantité	Quantité	%
Etude diagnostic des OPELs et élaboration de stratégie d'appui institutionnel de l'Etat aux OPELs et diffusée	Document diffusé	1	1	100%
La recherche action sur les cultures fourragères est finalisée	Recherche – action finalisée	1	1	100%

Au niveau de l'output R4.2: « La coordination du secteur est renforcée »

L'appui du programme aux cadres de concertation a été poursuivi.

- **Les deux (2) Comités techniques régionaux (CTR) de coordination et de concertation du secteur de l'élevage mis en place en 2018 à Dosso et Tahoua avec l'appui du programme sont fonctionnelles.** Ces CTRs ont tenu chacun au moins une réunion en 2021. Quant à la réunion du cadre national de concertation des acteurs de l'élevage, elle est toujours en attente en dépit des efforts faits par le programme pour sa tenue (l'UGP n'a pas le contrôle sur cette activité).
- **Le Ministère a poursuivi sa dynamique de communication enclenchée les années antérieures avec l'appui du PRADEL mais le niveau de mise en œuvre de son plan de communication demeure modeste et stagne à 67% en 2021 comme en 2020 :**
 - Une édition du journal Makiayi da Manoma a été réalisée et diffusée.
 - L'intranet réalisé en 2019 est bien utilisé. Ainsi, au niveau central du MAG/EL, sur 267 agents, 257 comptes utilisateurs ont été créés (96%); 100% de ces utilisateurs sont formés avec l'appui du projet IRC; 1853 documents ont été archivés sur le réseau de l'intranet.
 - Le Site Web du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage est d'autant plus fonctionnel qu'il enregistre 13410 visiteurs pour 44 694 visites depuis sa mise en place en 2019. Une moyenne de 65 visiteurs et de 225 visites est enregistrée par jour.

Bilan des livrables 2021 au 31 décembre 2021

Libellé	Prévision 2021		Réalisation 2021	
	Unité	Quantité	Quantité	%
4 sessions du Comités techniques régionaux des acteurs de l'élevage de Dosso et Tahoua tenus	Session	4	3	75%
Concertation nationale des acteurs du sous-secteur de l'élevage accompagnée	Réunion	1	0	0%

Au niveau de l'output R4.3 : « Les capacités des différents acteurs publics renforcées »

- **Les outils de pilotage, de suivi & évaluation, de gestion au niveau du MAGEL ont été renforcés/soutenus en 2021 :**
 - L'évaluation/bilan des activités 2019 a été réalisé à l'échelle du pays avec l'appui du PRADEL à huit (8) missions de bilan 2020 et de programmation 2021 du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage.
 - La plateforme digitalisée du système de suivi évaluation du MAG/EL connaît un début de fonctionnement avec le démarrage des opérations de saisie au niveau régional. Soixante (60) cadres du MAG/EL (Agriculture, Elevage et Génie Rural) dont 6 utilisateurs de la base par région et 12 au niveau central ont été formés sur la plateforme. Des matériels et équipements informatiques ont été mis en place et la plateforme déployée au niveau local (DEP) avant l'hébergement définitif chez le prestataire privé retenu. Cependant, le MAG/EL étant scindé (MAG et MEL), la base de données aussi doit être scindée en base de données Elevage et base de données Agriculture/Génie Rural.
 - La gestion participative des services déconcentrés de l'élevage a été soutenue à Dosso et Tahoua par la tenue de réunions régulières entre les DREL et leurs collaborateurs d'une part et entre les DDELS et leurs collaborateurs.
 - La base de données statistiques (déjà appuyée par le programme les années antérieures) continue d'être exploitée par le Ministère.
- **Les collectivités ont été accompagnées pour jouer leurs rôles de maîtres d'ouvrage et 92% disposent d'outils de maîtrise d'ouvrage:**
 - Les structures locales de gestion des aménagements ont été mises en place et renforcées (puits, stations de pompage pastorales, aires de pâturage, etc.).
 - Des appuis conseils et des outils ont été fournis pour la délégation de gestion des infrastructures publiques d'appui à l'élevage

- Une formation des élus locaux en maîtrise d'ouvrage a été réalisée à l'intention de tous les maires et secrétaires généraux des communes et régions d'intervention du programme.

Bilan des livrables 2021 au 31 décembre 2021

Libellé	Prévision 2021		Réalisation 2021	
	Unité	Quantité	Quantité	%
Le bilan et la programmation des activités du secteur de l'élevage sont élaborés dans les 8 régions	Région	8	8	100%
48 cadres formés sur le SGBD	Cadre	48	60	125%
Le dispositif de Suivi & Evaluation du MAGEL est fonctionnel.	Dispositif	1	0.9	90%
2 réunions trimestrielles DREL, DDEL et communales tenues	Réunion	2	1	50%

Au niveau de l'output R4.4 : « Les capacités des OPELs sont renforcées »

En 2021 certaines initiatives ont été accompagnées par le PRADEL même si celles-ci sont restées modestes. Ainsi :

- Un forum a été organisé par le Collectif des Organisations Pastorales du Niger (CAPAN) avec l'appui financier du PRADEL sur l'accaparement des terres pastorales et la sensibilisation des éleveurs sur la pratique des cultures fourragères en zone de repli. A l'issue de ce forum, une note de plaidoyer a été élaborée pour servir de support de plaidoyer à soumettre aux structures/autorités compétentes.
- Un appui a été apporté à la première édition du camp laitier à Niamey au cours duquel des expositions ventes, des ateliers et des activités de plaidoyer ont été faites pour la promotion du lait local.

Bilan des livrables 2021 au 31 décembre 2021

Libellé	Prévision 2021		Réalisation 2021	
	Unité	Quantité	Quantité	%
Une initiative de plaidoyer par les OPELs appuyée	Initiative	1	1	100%

Au niveau de l'output R4.5 : « Les droits des pasteurs sont mieux protégés »

- 3 radios locales de Dosso ont organisé des tables rondes radiophoniques sur les thèmes suivants : la loi pastorale, la scolarisation des jeunes filles, les informations sur les filières, la sensibilisation sur la COVID -19. Ainsi, 2062 personnes ont été sensibilisées à travers ces émissions.

Bilan des livrables 2021 au 31 décembre 2021

Libellé	Prévision 2021		Réalisation 2021	
	Unité	Quantité	Quantité	%
Évaluation des effets de la campagne de sensibilisation réalisée	Évaluation	1	0	%

4 Suivi budgétaire

Le taux d'exécution du budget global de la contribution belge au 31/12/2021 est de 85,28%. Le budget de l'année 2021 connaît quant à lui, un taux d'exécution de 91,40% au 31/12/2021.

Budget total			Budget 2021					
Total Budget	Dépenses totales au 31/12/2021	Taux d'exécution	Totale planification financière 2021 (Initiale)	Dépenses au 31/12/2021	Taux d'exécution planification initiale	Planification financière 2021 (revue)	Dépenses au 31/12/2021	Taux d'exécution planification revue
17 000 000	14 498 250	85,28%	5 646 006	5 160 710	91,40 %	5 158 828	5 160 710	100,04 %

Le détail de l'exécution budgétaire totale se présente ainsi qu'il suit :

Objectif spécifique	Intitulé	Budget Total en EUR	Dépenses au 31/12/2021 en EUR						Taux de déboursement
			2017	2018	2019	2020	2021	Total global	
	TOTAL	11 624	1162	308	1 777	4 345	3 998	10 506	90,38
	ACTIVITES	833,08	4833	597,52	803,20	402,98	958,09	759,31	%
1	<i>R 1.1. Des stratégies opérationnelles des chaînes de valeur prioritaires</i>	127 597		111 093	14 037	1 797	-1 149	125 778	98,57 %
	<i>R1 .2 Les conditions et les services pour la production animale sont améliorées</i>	908 624		52 507	402 753	342 328	108 899	906 487	99,76 %
	<i>R 1.3 L'entrepreneuriat privé collectif ou individuel, particulièrement des femmes et</i>	2 803 820	75 998	43 269	212 249	988 763	1 063 307	2 383 585	85,01 %

	<i>des jeunes, est incité/promu et accompagné</i>								
	<i>R1.4 Des investissements (publics et privés) en faveur des différentes filières animales sont réalisés et fonctionnels</i>	3 801 167		3 424	536 363	560 963	2 073 094	3 173 844	83,50 %
	<i>R1.5 La structuration et la gouvernance des chaînes de valeur sont améliorées</i>	290 910		15 790	21 615	94 172	63 765	195 341	67,15 %
Objectif Spécifique 1 Les chaînes de valeur inclusives liées à l'élevage sont développées		7 932 118	75 998	226 083	1 187 016	1 988 023	3 307 916	6 785 035	85,54 %
2	<i>R.2.1.0 Des espaces pastoraux, en lien avec les chaînes de valeur prioritaires, sont aménagés et sécurisés durablement (et maintenus dans leur vocation)</i>	2 217 629		6 342	157 541	1 612 990	453 325	2 230 198	100,57 %
	<i>R.2.2 Les systèmes et les canaux d'information et communication utilisés par les</i>	210 747		11 661	81 149	49 409	62 210	204 429	97,00 %

		<i>éleveurs sont améliorés et renforcés</i>							
OS 2 : L'accès aux ressources pastorales est sécurisé durablement			2 428 376	18 003	238 691	1 662 399	515 535	2 434 627	100,26%
3		<i>R3.1 Des capacités des acteurs renforcées à mieux prendre en compte la vulnérabilité des éleveurs et des pasteurs</i>	135 220	15 637	20 905	92 551	6 128	135 220	100,00%
		<i>R 3.2 Des modèles et actions spécifiques en élevage développés, capitalisés et mises en œuvre pour renforcer la résilience des ménages vulnérables</i>	9 118	0	8 346	772	0	9 118	100,00%
Objectif spécifique 3: Les capacités pour renforcer la résilience des ménages vulnérables face aux crises et au changement climatique sont améliorées			144 338	15 637	29 250	93 323	6 128	144 338	100%
4		<i>R 4.1 Les connaissances dans le secteur sont améliorées</i>	212 735	15 876	46 479	141 528	11 772	215 654	101,37%
		<i>R4.2 La coordination</i>	214 501	14 804	79 471	105 261	10 953	210 488	98,13%

	<i>du secteur est renforcée</i>								
	<i>R4.3 Les capacités des différents acteurs publics renforcées</i>	556 420		17 045	144 046	292 127	131 489	584 707	105,08%
	<i>R4.4. Les capacités des OPELs sont renforcées</i>	96 399		484	52 851	23 463	15 166	91 963	95,40%
	<i>R4.5 Les droits des pasteurs sont mieux protégés</i>	39 948		666	0	39 281	0	39 948	100,00%
Objectif spécifique 4: La gouvernance du secteur est renforcée		1 120 002		48 876	322 846	601 659	169 379	1 142 760	102,03%
Mo y e n s g é n é r a u x	<i>Frais de personnel</i>	4 103 554	66 308	530 179	627 861	769 458	902 920	2 896 727	70,59%
	<i>Investissements</i>	345 141	148 846	68 544	67 311	3 948	33 312	321 960	93,28%
	<i>Frais de fonctionnement</i>	647 667	6 546	72 602	119 922	168 465	172 285	539 820	83,35%
	<i>Audit et Suivi et Evaluation</i>	259 885	37 000	15 550	43 670	62 247	54 119	212 586	81,80%
	<i>Conversion rate adjustment</i>	18 921		10	-7 379	28 651	-884	20 398	107,81%

Total moyens généraux	MOYENS GENERAUX	5 375 167	258 701	686 884	851 384	1 032 770	1 161 752	3 991 491	74,26 %
Total global		17 000 000	334 698	995 482	2 629 187	5 378 173	5 160 710	14 498 250	85,28 %

Le taux d'exécution du budget global général (des 2 sources de financement) est de 81,90% au 31 décembre 2021 dont 61,21% pour la contrepartie nigérienne et 85,28% pour la contribution belge.

Source de financement	BUDGET GLOBAL				
	Prévisions EURO	Prévisions FCFA	Dépenses effectives EURO	Dépenses effectives FCFA	%
Belgique	17 000 000	11 151 269 000	14 498 250	9 510 228 863,87	85,28%
Niger	2779429	1 823 185 908,55	1701409	1 116 051 143,41	61,21%
Total	19 779 429	12 974 454 908,55	16 199 659	10 626 280 007	81,90%
BUDGET 2021					
Source de financement	Prévision EURO	Prévision FCFA	Dépenses effectives EURO	Dépenses effectives FCFA	%
Belgique	5646005,8	3 703 537 033,11	5 160 710,00	3 385 203 849,47	91,40%
Niger	546506	358 484 436,24	433044	284058243,1	79,24%
Total	6 192 511,81	4.062.021.724	5 593 754,00	3 669 262 092,58	90,33%

5 Risques et problèmes

Les risques et les problèmes sont ceux inscrits dans la baseline du Programme et actualisés dans l'outil PILOT d'Enabel. Quelques principaux risques gérés en 2021 ont concerné:

- L'esprit d'entrepreneuriat est très peu développé au Niger et le changement de mentalités peut prendre du temps, avec le risque d'avoir des résultats encore très modestes dans ce domaine à la fin de l'intervention. Le projet a prolongé le dispositif d'appui conseil aux promoteurs, lequel dispositif d'appui conseil de proximité tient compte des aspects socioculturels ainsi que de la nécessité d'un accompagnement de proximité et dans l'action. Les services techniques déconcentrés communaux qui assurent désormais l'appui

conseil aux promoteurs ont été outillés (technique, gestion). Par ailleurs, des prestataires spécialisés ont été recrutés pour apporter des conseils aux promoteurs de niveau plus élevé.

- Des insuffisances dans la conception, le respect des normes et le mauvais comportement des promoteurs des projets pourraient survenir et entraîner une faible rentabilité desdits projets et entamer leur caractère reproductible. Une collaboration en cours avec l'Agence nigérienne de la normalisation et la certification ainsi que la Direction en charge de la sécurité sanitaire des aliments d'origine animale. Des appuis en matériel d'hygiène apportés à certains promoteurs en plus des actions de sensibilisation.
- Le risque de retard d'exécution ou de mauvaise qualité d'exécution de certains marchés publics a été une préoccupation pour laquelle des mesures adéquates ont été prises: tenues de réunions régulières de suivi des marchés avec les prestataires, recours aux bureaux d'études et aux services technique déconcentrés du génie rural pour renforcer le suivi, sorties régulières de l'ATN suivi des infrastructures.

Toutefois, en dépit de ces mesures deux marchés ont connu des retards d'exécution et un autre a souffert de la qualité des travaux du fait d'une faible rigueur /sincérité des structures de contrôle.

Au delà de ces risques, les problèmes auxquels l'UGP a dû faire face restent principalement la question (i) sécuritaire, (ii) la pandémie de la COVID19 et (iii) l'absence de garantie au niveau des promoteurs; (iv) la concentration du financement sur l'embouche par les IMFs, (v) les pannes et cas mauvaise qualité de réalisation de certains ouvrages hydrauliques.

Les principaux risques et problèmes gérés durant l'année 2021 sont consignés dans les tableaux ci-dessous.

Tableau des principaux risques gérés durant l'année 2021

Risques	Intervention Risque Catégorie	Intervention Risque Probabilité	Intervention Risque Impact potentiel	Intervention Risque Importance	Actions	Personne responsable	Intervention Risque Action Statut	Intervention Risque Action Échéance	Intervention Risque Action Etat d'avancement
Certains groupes ou familles influentes pourraient abuser de leur statut et s'accaparer des actions de l'intervention au détriment de certaines cibles visées par le programme, entraînant ainsi une non atteinte des résultats	OPS	Medium	High	Medium	Action : Contracter une structure (ONG) spécialisée et bien sensibiliser sur l'approche par le droit, y inclue la sensibilisation des équipes sur la problématique.	GADO Saa	Accompli	23/01/2022	Prestataire recruté. Un atelier de sensibilisation sur les droits humains organisé à l'intention de leaders communautaires Des sessions d'information via les radios locales en cours sur les droits humains. L'UGP veille également sur les processus de choix des bénéficiaires, des sites et la gestion des aménagements/infrastructures pour s'assurer qu'il n'y ait pas d'accaparement pour certains
Une crise/catastrophe (y inclus sécheresse, inondation, épizooties) peut survenir et modifier les priorités des institutions partenaires vers des actions d'urgence et de reconstitution du cheptel, plutôt que des actions plus structurantes telles que définies dans l'intervention.	DEV	Moyen	Haute	Haute	Intégrer des activités de résilience climatique et de meilleure gestion des ressources naturelles dans l'intervention (résultat 2 et 3)		En cours	31/12/2022	Financement du suivi de la campagne pastorale pour permettre aux autorités de prendre des mesures à temps. Mise en place/renforcement de systèmes d'alerte précoce prenant en compte l'élevage Élaboration de 6 plans de contingence multirisques Réalisation de travaux de récupération pastorales

Risques	Intervention Risque Catégorie	Intervention Risque Probabilité	Intervention Risque Impact potentiel	Intervention Risque Importance	Actions	Personne responsable	Intervention Risque Action Statut	Intervention Risque Action Échéance	Intervention Risque Action Etat d'avancement
									Des appuis spécifiques pour la vaccination du cheptel aviaire de certains promoteurs vulnérables sont apportés
					Assurer la disponibilité d'un financement ad-hoc en cas d'urgence	NIAONE Kadré Kader	Prévu	31/12/2021	Le Budget du PRADEL prévoit une ligne spécifique à mobiliser en cas de nécessité
La dépréciation de la Naira au Nigeria peut survenir et constituer une source de baisse de l'activité économique des filières animales pouvant impacter les revenus des ménages, réduire les débouchés et leur capacité à contribuer à la chaîne de valeur, augmenter le risque d'exode des jeunes, détériorer un climat d'affaires dans le secteur de l'élevage déjà peu favorable pour l'intervention	DEV	Moyen	Moyen	Moyen	Accompagner les interprofessions à faire un plaidoyer auprès du gouvernement pour soutenir les producteurs	SARR Mamadou	En cours	31/12/2022	3 OPEL dont 2 Interprofessions (IP bétail-viande et IP Volaille) ont bénéficié de 3 plans de plaidoyer et d'une formation en plaidoyer & lobbying Des campagnes de plaidoyer sont appuyées par le programme (lait local, etc.)
					Appuyer les acteurs à rechercher de nouveaux débouchés	SARR Mamadou	Prévu	31/12/2022	L'IP volaille et l'IP BCVP appuyées pour participer à des foires (Abidjan, Turquie)
Le non-respect de conditions de pérennisation des investissements de restauration de terres pourrait entraîner l'occupation, la vente et le changement de vocation des espaces pastoraux aménagés	OPS	Moyen	Haute	Haute	Développer une ingénierie sociale adaptée dans les stratégies de l'intervention et veiller à définir les mesures de transition et durabilité.	MAHAMANE Saïdou	En cours	31/12/2022	Une ingénierie sociale conduite pour tous les aménagements et les actes de sécurisation foncière des aménagements ont été établis. Un prestataire d'appui-conseil à la gestion durable des aménagements est recruté. Il a

Risques	Intervention Risque Catégorie	Intervention Risque Probabilité	Intervention Risque Impact potentiel	Intervention Risque Importance	Actions	Personne responsable	Intervention Risque Action Statut	Intervention Risque Action Échéance	Intervention Risque Action Etat d'avancement
malgré l'existence des actes de sécurisation									déjà facilité la mise en place des structures de gestion des aménagements et assuré leur formation et accompagnement à la gestion durable.
					Faire de la sensibilisation auprès des utilisateurs sur l'importance de respecter les conditions de pérennisation et s'entendre sur les règles (accords sociaux).	MAHAMANE Saidou	En cours	23/01/2022	Les accords sociaux pour la gestion des aménagements ont été établis après de larges concertations au niveau des communautés.
					Former et sensibiliser les acteurs dont les magistrats, autorités, chefs traditionnels sur les textes du code rural (GRN)	MAHAMANE Saidou	accompli	31/12/2021	Des sessions de formations /sensibilisation organisées dans les bassins d'intervention du PRADEL
					Assurer la vulgarisation et la dissémination des textes législatifs et réglementaires, notamment le Code Pastoral, auprès des populations et des autorités locales	MAHAMANE Saidou	En cours	31/12/2021	La loi pastorale vulgarisée par les radios communautaires de la région de Tahoua et de Dosso dans le cadre de conventions de diffusion signées entre elles et PRADEL
Des lenteurs administratives dans la passation et la gestion des marchés pourraient survenir et causer des retards dans l'exécution des activités et	OPS	Moyen	Moyen	Moyen	Mettre en place des procédures adaptées pour la passation (prospection, visite des lieux, séance d'information,		Accompli		Une seule commission mise en place pour l'ouverture et l'évaluation des offres.

Risques	Intervention Risque Catégorie	Intervention Risque Probabilité	Intervention Risque Impact potentiel	Intervention Risque Importance	Actions	Personne responsable	Intervention Risque Action Statut	Intervention Risque Action Échéance	Intervention Risque Action Etat d'avancement
impacter sur la qualité des réalisations/prestations					document simplifié, etc.)				
					Établir des Accords-cadres pour les services courants	ADAMOU Kimba	En cours	30/06/2019	Des accords-cadres sont mis en place (fournitures, est.) et l'utilisation des accords-cadres du siège d'Enabel
					Veiller au respect des modalités de gestion des marchés publics prévues dans le présent DTF	ADAMOU Kimba	Accompli	23/01/2022	En cours de mise en œuvre à travers la mise en place une seule commission pour l'ouverture des offres et l'évaluation des offres, l'allègement des procédures pour les ANO, entre autres.
					Veiller à valoriser les expériences du PAAPSSP et PAPAT dans la définition des critères de sélection des prestataires et des procédures de marchés publics	ADAMOU Kimba	Accompli	31/12/2021	Simplification des Commissions Simplification des procédures d'ANO
					Recruter un autre expert passation des marchés partagé avec les autres Programmes	SINDAYIGAYA Gilbert	Accompli	31/12/2019	Expert Marchés Publics recruté
					Initier les ATN à l'élaboration des cahiers spéciaux de charge	ADAMOU Kimba	Accompli	31/12/2019	Planning élaboré, suivi et mis à jour régulièrement, un briefing des assistants techniques en marchés publics pour leur permettre d'être capables d'initier les cahiers spéciaux des charges/DAO a été fait.
L'esprit d'entrepreneuriat est très peu développé au Niger et le changement de	OPS	Moyen	Haute	Haute	Limiter les ambitions du programme en	NIAONE Kadré Kader	Accompli	31/12/2021	La stratégie d'appui de développement des chaînes de valeur du PRADEL a été

Risques	Intervention Risque Catégorie	Intervention Risque Probabilité	Intervention Risque Impact potentiel	Intervention Risque Importance	Actions	Personne responsable	Intervention Risque Action Statut	Intervention Risque Action Échéance	Intervention Risque Action Etat d'avancement
mentalités peut prendre du temps, avec le risque d'avoir des résultats encore très modestes dans ce domaine à la fin de l'intervention.					termes de développement de l'entrepreneuriat et mettre en place des dispositifs prenant en compte le contexte socioculturel				élaborée en tenant compte de cette contrainte (limitation du portefeuille de promoteurs, etc.). Le dispositif GEIC/Cluster facilitera la connexion et l'autonomisation des acteurs tout en facilitera l'exit du PRADEL
					Analyser les freins à l'entrepreneuriat (peurs, manques d'information, mesures politiques, capacités, etc.) et mettre en place des dispositifs prenant en compte le contexte socioculturel.				NIAONE Kadré Kader
La faible capacité de gestion des partenaires par rapport	FIN	Moyen	Moyen	Moyen	Réaliser systématiquement	NIAONE Kadré Kader	Accompli	31/12/2021	FISAN, ANFICT BAGRI, YTM, MAGEL et Capital

Risques	Intervention Risque Catégorie	Intervention Risque Probabilité	Intervention Risque Impact potentiel	Intervention Risque Importance	Actions	Personne responsable	Intervention Risque Action Statut	Intervention Risque Action Échéance	Intervention Risque Action Etat d'avancement
aux procédures exigées par l'intervention (conventions de subside, et activités sur TdR) pourraient entraîner des dépenses non éligibles / impacter la qualité et l'efficacité de mise en œuvre, voire l'atteinte des résultats.					des analyses organisationnelles et fournir un appui systématique aux partenaires				Finance ont déjà fait l'objet d'analyse organisationnelle.
					S'inspirer et capitaliser les expériences du PAAPSSP et PAPAT dans la définition des critères d'exécution du partenariat avec les services publics et choisir des modalités de mise en œuvre adaptées.	GOUMEY Boubacar	En cours	31/12/2021	
					Assurer la clarification préalable des conditions d'éligibilité des dépenses en cas de subsides.	GOUMEY Boubacar	Accompli	31/12/2021	Les conventions de subside prévoient cet aspect. Des réunions déjà tenues avec les bénéficiaires de subside pour harmoniser la compréhension des procédures de justification des dépenses
					Mettre en place si nécessaire de mécanismes d'ANO en amont des engagements.	GOUMEY Boubacar	Prévu		
Le retard dans la signature de la convention de subside pour le	OPS	Faible	Haute	Moyen	Anticiper la convention de	NIAONE Kadré Kader	Accompli	31/12/2019	Convention signée avec le FISAN et l'ANCFIT

Risques	Intervention Risque Catégorie	Intervention Risque Probabilité	Intervention Risque Impact potentiel	Intervention Risque Importance	Actions	Personne responsable	Intervention Risque Action Statut	Intervention Risque Action Échéance	Intervention Risque Action Etat d'avancement
financement des promoteurs privés pourrait entraîner un retard dans l'atteinte des résultats relatifs à l'amélioration des conditions et des services pour la production animale.					subside parallèlement à l'évaluation organisationnelle de ANFICT, FISAN.				
L'indisponibilité des acteurs municipaux pendant la période électorale qui s'annonce risque d'entraîner un décalage calendaire pour certaines activités	OPS	Faible	Haute	Moye	Lancer très tôt les marchés qui impliquent les acteurs municipaux/communaux		Accompli	31/08/2020	Les marchés impliquant les communes tous été lancés et sont tous exécutés
					Prendre en compte le personnel des Mairies dans les activités de renforcement de capacités		En cours	31/12/2020	
Marché NER 1606911- 10016 Sélection de prestataire d'appui-conseil aux promoteurs de la région de Tahoua : Il y'a risque de décalage des activités d'appui conseil du fait de la pandémie du COVID-19	OPS	Faible	Haute	Moyen	Doter les équipes d'intervention du prestataire ainsi que les bénéficiaires de kits de prévention du covid-19	SARR Mamadou	Accompli	15/06/2020	Commande des masques et gel hydroalcoolique faite et livrée aux acteurs
					Poursuivre la démarche d'appui individualisé à chaque promoteur	OUSSEINI Hamadou	Accompli	31/08/2020	
NER 1606911-.10043 Convention Subside garantie créances irrécouvrables IMF2	DEV	Nulle	Haute	Nul	Suivre régulièrement la mise en œuvre de la convention quand	OUSSEINI Hamadou	En cours	30/11/2022	4 conventions ont été signées et son en cours de mise en œuvre avec 4 IMF. Des

Risques	Intervention Risque Catégorie	Intervention Risque Probabilité	Intervention Risque Impact potentiel	Intervention Risque Importance	Actions	Personne responsable	Intervention Risque Action Statut	Intervention Risque Action Échéance	Intervention Risque Action Etat d'avancement
Dosso-ARK: La non conclusion/exécution dans les délais et la faiblesse des IMF au Niger pourraient compromettre le financement des projets des promoteurs des chaînes de valeurs animales dans les délais.					elle sera signée à travers des réunions/concertations avec l'IMF/évaluation régulière de l'état d'avancement du dossier				misions régulières de suivi e de contrôle sont réalisées par le contrôleur de gestion et l'Assistant technique financement
					Suivre le dossier subside au niveau du siège	OUSSEINI Hamadou	Accompli	31/07/2020	
					Veiller à la bonne mise en œuvre des activités de renforcement de capacités contenus dans la convention de subside	OUSSEINI Hamadou	En cours	30/06/2021	
NER 1606911-10003 Marché Equipements de surface de 5 stations de pompage pastorales dans les régions de Dosso et de Tahoua : Le marché de forage en cours et auquel le marché actuel (équipements forage) est lié peut ne pas donner de résultat probant (forages négatifs, remise en cause du choix des sites, apparition de conflits) permettant l'exécution de ce marché d'équipement dans les délais requis.	DEV	Faible	Haute	Moyen	Faire un suivi de proximité du marché de forage et prendre rapidement de mesures de mitigation de risques (recherche de nouveaux accords sociaux, déplacement de sites, etc.)	MOUMOUNI Alka	Accompli	31/05/2021	Le marché de forage a été bien exécuté dans les délais et les forages sont tous positifs. Le marché pour l'équipement des forages a été aussi exécuté à 100% (mais des pannes et des cas de vols de panneaux solaires signalés sur 2 forages)
Marché NER 1606911-10004 - Travaux de construction de	OPS	Nulle	Moyen	Nul	Assurer une bonne publicité du marché	SARR Mamadou	Accompli	30/09/2020	Marché lancé et large publicité faite dans le Journal

Risques	Intervention Risque Catégorie	Intervention Risque Probabilité	Intervention Risque Impact potentiel	Intervention Risque Importance	Actions	Personne responsable	Intervention Risque Action Statut	Intervention Risque Action Échéance	Intervention Risque Action Etat d'avancement
la laiterie de Gaya et de 2 centres de collecte de lait: Les exigences techniques élevées du marché pourraient conduire à un marché infructueux et retarder la mise en œuvre du marché. (Finalement le marché a été attribué dans les délais. Le risque devient dès lors nul).									le Sahel, le site web Enabel et dans la plateforme des marchés de l'union européenne. Marché attribué et exécuté
					Tenir une réunion d'échanges avec les autres partenaires (OXFAM, etc.) qui ont déjà conduit ces types d'opérations.	SARR Mamadou	Accompli	30/06/2020	Une réunion d'échanges tenue avec OXFAM.
					Organiser une visite d'échanges au niveau de la laiterie de Bermou pour s'inspirer de la gestion de laiterie	SARR Mamadou	Prévu	31/03/2022	
Marché NER 1606911-10005 - Fourniture, équipements et appareillage de laboratoire de la laiterie de Gaya : L'exigence technique élevée pouvant conduire à un marché infructueux et la fermeture des frontières pourraient retarder la mise en oeuvre du marché dans les délais	OPS	Faible	Moyen	Moyen	Assurer une large publicité du DAO/CSC	SARR Mamadou	Accompli	31/07/2022	Marché attribué et en cours d'exécution
					Tenir une réunion d'échanges avec les autres partenaires (OXFAM, etc.) qui ont déjà conduit ces types d'opérations.	SARR Mamadou	Accompli	30/06/2020	Rencontre d'échanges tenue avec OXFAM
					Organiser une visite d'échanges au niveau de la laiterie de Bermou pour	SARR Mamadou	Prévu	31/01/2021	

Risques	Intervention Risque Catégorie	Intervention Risque Probabilité	Intervention Risque Impact potentiel	Intervention Risque Importance	Actions	Personne responsable	Intervention Risque Action Statut	Intervention Risque Action Échéance	Intervention Risque Action Etat d'avancement
					s'inspirer des équipements de la laiterie				
Marché NER 1606911-10005 Fourniture, équipements et appareillage de laboratoire de la laiterie de Gaya : La complexité du marché et l'inexpérience de l'UGP peuvent induire une mauvaise exécution du marché et la mise en place d'équipements de mauvaise qualité avec des décalages des activités	REP	Moyen	Haute	Haute	Assurer un contrôle rigoureux et une supervision de l'acquisition et de la mise en place des équipements avec l'appui d'une assistance nationale/internationale à l'UGP en plus du cabinet de contrôle	SARR Mamadou	A ccompli	30/06/2021	Assistance nationale recrutée
					Assurer la supervision de l'exécution des travaux par l'ATN Suivi infrastructures et les services déconcentrés de génie rural	MOUMOUNI Alka	En cours	31/05/2022	Des missions de contrôle et de supervision sont réalisées régulièrement
SUBSIDE-NER 1606911-10011 Convention Subside en garantie créances irrécouvrables impayés IMF 1 Dosso INFANI : La non conclusion/exécution dans les délais et la faiblesse des IMF au Niger pourraient intervenir et compromettre le	DEV	Nulle	Haute	Nul	Suivre régulièrement la mise en œuvre de la convention quand elle sera signée à travers des réunions/concertations avec l'IMF/évaluation régulière de l'état	OUSSEINI Hamadou	En cours	31/07/2022	Plusieurs missions de suivi effectuées par l'ATN Financement, le FISAN et le contrôleur de gestion d'Enabel

Risques	Intervention Risque Catégorie	Intervention Risque Probabilité	Intervention Risque Impact potentiel	Intervention Risque Importance	Actions	Personne responsable	Intervention Risque Action Statut	Intervention Risque Action Échéance	Intervention Risque Action Etat d'avancement
financement des projets des promoteurs des chaînes de valeurs animales dans les délais.. Finalement INFANI n'a pas été retenue par le FISAN. Le risque identifié devient nul					d'avancement du dossier				
					Suivre le dossier subside au niveau du siège	OUSSEINI Hamadou	En cours	31/07/2020	
					Veiller à la bonne mise en œuvre des activités de renforcement de capacités contenus dans la convention de subside	OUSSEINI Hamadou	En cours	30/06/2021	Les activités de renforcement de capacités prévues dans les conventions sont exécutées et suivies par l'ATN Financement
Marché- NER 1606911-10031- (Travaux récupération terres pastorales -Lot 1 et Lot 2) - Le risque d'insécurité (attaques terroristes et de bandits armés) au niveau de certains sites est important et pourrait compromettre l'exécution du marché dans les délais	OPS	Faible	Moyen	Moyen	Suivre de près la situation sécuritaire dans la zone et envisager de changer de sites éventuellement	MAHAMANE Saidou	Accompli	31/10/2020	La situation sécuritaire est suivie de près. Aucun chantier n'a encore été perturbé cette année
NER 1606911-10035 Convention subside Enabel-ANFICT pour le financement d'investissements structurants dans le domaine de l'élevage sous maîtrise d'ouvrage communale : Les perturbations au niveau des chantiers du fait du covid-19 (difficultés d'approvisionnement, flambée des prix de certains matériaux,	OPS	Faible	Moyen	Moyen	Echanger avec les entrepreneurs pour l'accélération des travaux après le covid 19-	MOUMOUNI Alka	Accompli	31/07/2020	Rencontre d'échanges et de cadrage avec les entreprises pour accélérer les travaux tenues (Entreprises Wassara, ONG ILAF, EFOP, Babati, EUCB et Mahamadou Siddi).

Risques	Intervention Risque Catégorie	Intervention Risque Probabilité	Intervention Risque Impact potentiel	Intervention Risque Importance	Actions	Personne responsable	Intervention Risque Action Statut	Intervention Risque Action Échéance	Intervention Risque Action Etat d'avancement
etc.) pourraient entraîner un décalage dans l'exécution des travaux et la mise en oeuvre de la convention									
NER 1606911-10038 Convention Subside Enabel-IMF Yarda Tarka Maggia en garantie des créances irrécouvrables : - La non conclusion/ exécution dans les délais et la faiblesse des IMF au Niger pourraient compromettre le financement des projets des promoteurs des chaînes de valeurs animales dans les délais	DEV	Faible	Haute	Moyen	Suivre régulièrement la mise en oeuvre de la convention quand elle sera signée à travers des réunions/concertations avec l'IMF/évaluation régulière de l'état d'avancement du dossier.	OUSSEINI Hamadou	En cours	30/06/2020	Plusieurs réunions déjà tenues avec l'IMF et avec le prestataire d'appui conseil PFI
					Suivre le dossier subside au niveau du siège	OUSSEINI Hamadou	Acompli	30/06/2020	La convention de subside a été signée le 06/06/2020 et est en cours de mise en oeuvre
					Veiller à la bonne mise en oeuvre des activités de renforcement de capacités contenus dans la convention de subside	OUSSEINI Hamadou	En cours	30/11/2022	Les activités de renforcement de capacités prévues dans les conventions sont exécutées et suivies par l'ATN Financement
NER 1606911-10045 Convention Subside Délégation d'activités des objectifs spécifique 3 et 4 du PRADEL au MAGEL - Recommandations MTR/EL: L'évaluation	DEV	NULLE	MOYEN	NULLE		LASTRA Isabel	Accompli	15/07/2020	L'analyse organisationnelle a été réalisée.
						IBRAHIMA Mahamadou	Accompli	10/10/2020	La demande d'introduction de proposition technique et financière a déjà été envoyée

Risques	Intervention Risque Catégorie	Intervention Risque Probabilité	Intervention Risque Impact potentiel	Intervention Risque Importance	Actions	Personne responsable	Intervention Risque Action Statut	Intervention Risque Action Échéance	Intervention Risque Action Etat d'avancement
organisationnelle et institutionnelle et la lourdeur des procédures d'octroi directe de subside pourraient prendre du temps et retarder la conclusion et la mise en œuvre de la recommandation de la MTR									pendant la phase d'analyse organisationnelle La demande de proposition a été reçue et un projet de convention a été élaboré Processus abandonné finalement pour impossibilité pour le MAGEL d'ouvrir un compte bancaire
MARCHE-NER1606911- Projets Pilotes Modèles: Des insuffisances dans la conception, le respect des normes et le mauvais comportement des promoteurs pourraient survenir et entraîner une faible rentabilité desdits projets et entamer leur caractère reproductibles	DEV	Moyen	Haute	Haute	Solliciter des missions d'expertise spécialisée du siège d'Enabel et ou externe pour aider à l'optimisation des PPM	SARR Mamadou	En cours	28/02/2021	Une mission de backstopping réalisée en fin 2020
					Enclencher un processus de capitalisation des projets pilotes modèles en cours	SARR Mamadou	Prévu	28/02/2022	Une capitalisation des PPM aviculture réalisée
					Renforcer la sensibilisation des promoteurs et des clients sur les bonnes pratiques d'hygiène	SARR Mamadou	En cours	31/10/2022	Une collaboration en cours avec l'Agence nigérienne de la normalisation et la certification ainsi que la Direction en charge de la sécurité sanitaire des aliments d'origine animale Des appuis en matériel d'hygiène apportés à certains

Risques	Intervention Risque Catégorie	Intervention Risque Probabilité	Intervention Risque Impact potentiel	Intervention Risque Importance	Actions	Personne responsable	Intervention Risque Action Statut	Intervention Risque Action Échéance	Intervention Risque Action Etat d'avancement
									promoteurs en plus des actions de sensibilisation
NER1606911-10006 Marché Contrôle des travaux de construction et des installations de la laiterie de Gaya: Le bureau de contrôle peut avoir des comportements laxistes dans son travail pouvant entraîner ainsi une mauvaise coordination des 2 marchés travaux et équipements de laiterie Gaya avec pour conséquences des retards d'exécution importants	PRIORITAIRE	Moyen	Haute	Haute	Recours à une assistance nationale et internationale en appui au contrôle de proximité de l'UGP sur le bureau de contrôle	MOUMOUNI Alka	Accompli	31/07/2020	Un bureau d'assistance recruté
					Assurer la supervision des travaux de façon stricte par l'ATN Suivi des infrastructures et les services techniques du génie rural au niveau départemental	MOUMOUNI Alka	En cours	31/05/2022	Des rencontres et échanges périodiques (PRADEL-prestataires travaux et équipement) sont initiés permettant de faire l'état des lieux des travaux pour identifier les goulots d'étranglement et proposer des solutions.
NER1606911-10008- Marché Complément d'infrastructures publiques d'appui à l'élevage dans les régions de Dosso et de Tahoua: La non attribution dans les délais, la faiblesse des entreprises locales et les difficultés d'approvisionnement des chantiers pourraient survenir et entraîner un retard dans la mise en œuvre	OPS	Moyen	Haute	Haute	Anticiper le lancement du marché et avoir une promptitude dans la chaîne de la commande publique	MOUMOUNI Alka	Accompli	30/06/2020	Marché lancé, attribué. Les travaux sont exécutés à 100%
					Assurer un suivi de proximité du dispositif de suivi mis en en place avec les services	MOUMOUNI Alka	Accompli	31/07/2021	Les services techniques du génie rural ont été chargés du contrôle des travaux dans leurs zones de compétence

Risques	Intervention Risque Catégorie	Intervention Risque Probabilité	Intervention Risque Impact potentiel	Intervention Risque Importance	Actions	Personne responsable	Intervention Risque Action Statut	Intervention Risque Action Échéance	Intervention Risque Action Etat d'avancement
					techniques du Génie rural.				
NER1606911-10033 - (Forage stations de pompage pastorales)- Des perturbations diverses (remise en cause des accords sociaux, indisponibilité de certains équipements -casing) peuvent survenir et entraîner un retard d'exécution de ce marché ainsi que du marché des équipements. Le marché a été exécuté dans les délais. Le risque est donc devenu nul maintenant	OPS	Nulle	Moyen	Nul	Associer les autorités locales et suivre de près les travaux et prendre les mesures appropriées	MOUMOUNI Alka	Accompli	31/07/2020	Les forages ont été bien exécutés dans les délais sans remise en cause des accords sociaux. Aucune inquiétude ne se pose encore pour la suite
NER1606911-10035 Convention subsidie Enabel -ANFICT pour le financement d'investissements structurants dans le domaine de l'élevage sous maîtrise d'ouvrage communale : Une faible réactivité des communes (maîtres d'ouvrage des investissements) du fait de leur faiblesse en ressources humaines pourraient survenir et entraîner un décalage dans l'exécution de la convention	PRIORITAIRE	Moyen	Haute	Haute	Tenir régulièrement des réunions de suivi au niveau des régions d'intervention avec les antennes régionales de l'ANFICT et prendre les mesures adéquates en cas de difficultés	AMADOU MOUSSA Abdoulaye	Accompli	31/07/2021	Tenue régulière de réunions regroupant les antennes régionales de l'ANFICT et les Coordinations régionales du PRADEL
					Faire une réunion avec le niveau central de l'ANCFIT	MOUMOUNI Alka	Accompli	30/06/2021	2 rencontres semestrielles tenues entre l'UGP et le niveau central de l'ANFICT. Plusieurs rencontres au niveau régional tenues entre les antennes PRADEL et antennes ANFICT

Risques	Intervention Risque Catégorie	Intervention Risque Probabilité	Intervention Risque Impact potentiel	Intervention Risque Importance	Actions	Personne responsable	Intervention Risque Action Statut	Intervention Risque Action Échéance	Intervention Risque Action Etat d'avancement
NER1606911-10039 Travaux de réalisation de projets pilotes modèles -2ème génération post-MTR : Les délais de préparation des modèles peuvent être longs et pourraient entraîner une réalisation tardive du marché	DEV	Moyen	Haute	Haute	Renforcer l'équipe de préparation du marché avec diverses expertises pour élaborer les modèles de projets dans les délais requis (et mettre à profit les prestataires d'appui conseil VSF/Karkara et PFI)	SARR Mamadou	Accompli	31/12/2021	Le marché a été lancé, attribué et exécuté.

Tableau des principaux problèmes gérés durant l'année 2021

Intervention / Intervention Problème / Intervention Problème Action	Intervention Problème Catégorie	Intervention Problème Impact potentiel	Action	Personne responsable	Intervention Problème Action Statut	Intervention Problème Action Délai	Intervention Problème Action Etat d'avancement
Les problèmes sécuritaires au Niger et dans les pays limitrophes se sont aggravés impactent la capacité des équipes de l'intervention à travailler sur le terrain (déplacements limités ou avec escorte, impossibilité pour les prestataires d'appui conseil de se rendre dans certains villages, etc.)	OPS	Haute	Limiter dès le départ (dans la stratégie des chaînes de valeur) les zones d'intervention du Programme hors des zones à risques sécuritaires très élevés (nord Tahoua) et le faire approuver par le COFIL ;		Accompli	31/10/2018	Les bassins de concentration du PRADEL ont été choisis en tenant compte de la situation sécuritaire
			Élaborer et mettre en œuvre des plans de sécurité (y inclus budget)	NIAONE Kadré Kader	En cours	31/12/2022	Le PRADEL est aligné sur le plan de sécurité d'Enabel Niger. Le recours aux consignes des autorités locales et d'Enabel (suspension temporaire, escorte dans certains cas, banalisation des véhicules, etc.) a été appliqué. Le recours aux agents locaux pour la conduite des activités a également été appliqué dans certains cas. Une formation en sécurité des agents réalisée en

Intervention / Intervention Problème / Intervention Problème Action	Intervention Problème Catégorie	Intervention Problème Impact potentiel	Action	Personne responsable	Intervention Problème Action Statut	Intervention Problème Action Délai	Intervention Problème Action Etat d'avancement
							collaboration avec IRC. Un formulaire de sécurité est désormais rempli pour toute mission Enabel sur le terrain. Un contact régulier entre les antennes PRADEL et les autorités locales (préfets, maires, gouvernorats) permet d'avoir régulièrement des informations sur la sécurité dans les zones du programmes
La faible volonté des différents acteurs de se coordonner et se concerter entraîne l'utilisation d'approches et critères différents dans le financement des filières et de l'entrepreneuriat, ce qui peut causer une compétition entre intervenants et créer	OPS	Moyen	Rechercher une harmonisation entre intervenants, en s'alignant le maximum que possible sur les orientations du HC I3N (FISAN)		Accompli	23/01/2022	Le PRADEL s'aligne sur le FISAN
			Stimuler l'implication des PTF's dans le dialogue sur les sujets en relation avec l'approche et les modalités		En cours	31/12/2022	Discussions et échanges réguliers entre les PTF sur le FISAN, sur le crédit agricole

Intervention / Intervention Problème / Intervention Problème Action	Intervention Problème Catégorie	Intervention Problème Impact potentiel	Action	Personne responsable	Intervention Problème Action Statut	Intervention Problème Action Délai	Intervention Problème Action Etat d'avancement
des conditions d'inefficacité /inefficience			de financement dès le début				
			Stimuler les rôles de coordination et d'harmonisation du MAG/EL à travers la composante institutionnelle				
L'étendue des zones d'intervention, la multiplicité des acteurs et le nombre de filières risque d'entraîner une dispersion de l'intervention et réduire ainsi son efficacité et son efficacité	DEV	Moyen	Limiter le nombre de chaînes de valeur et d'actions à mener pour améliorer significativement leur performance.	NIAONE Kadré Kader	Accompli	31/10/2018	Pris en compte dans la stratégie de développement des chaînes de valeur.
La pandémie du 'coronavirus retarde l'exécution de certaines activités	DEV	Haute	Demander l'autorisation spéciale aux autorités de poursuivre les activités terrain tout en prenant des mesures de protection des bénéficiaires et des	MAHAMANE Saidou	Accompli	31/08/2020	Les activités terrain ont été poursuivies après accord des autorités régionales et des missions de suivi du respect des consignes sanitaires sur

Intervention / Intervention Problème / Intervention Problème Action	Intervention Problème Catégorie	Intervention Problème Impact potentiel	Action	Personne responsable	Intervention Problème Action Statut	Intervention Problème Action Délai	Intervention Problème Action Etat d'avancement
			travailleurs (sensibilisation/formation, suivi du respect des règles de distanciation par les acteurs, etc.)				les chantiers et aménagements ont été réalisés. La sensibilisation des bénéficiaires sur le covid a été faite sur les sites des chantiers Du gel hydroalcoolique mis à disposition de certains partenaires de travail (services techniques déconcentrés de l'Etat)
			Mettre en place avec les partenaires et les bénéficiaires de nouvelles modalités de travail adaptées à la situation du covid et prenant en compte les mesures barrières (réunions restreintes, appui conseil individualisé, etc.).	NIAONE Kadré Kader	Accompli	31/12/2021	Des mesures ont été prises avec les partenaires pour des modalités de travail adaptées à la situation (prestataires d'appui conseil font du conseil individualisé aux bénéficiaires; des réunions via Teams sont organisées pour valider certains documents de travail avec le Ministère

Intervention / Intervention Problème / Intervention Problème Action	Intervention Problème Catégorie	Intervention Problème Impact potentiel	Action	Personne responsable	Intervention Problème Action Statut	Intervention Problème Action Délai	Intervention Problème Action Etat d'avancement
							Agriculture et Elevage, etc.) Les mesures barrières Décidées par le Gouvernement sont appliquées
L'exigence de garantie par les institutions financières pour accorder des crédits peut conduire à l'exclusion d'une grande partie de la cible du PRADEL du financement dans le cadre de l'alignement du Programme sur le dispositif/mécanisme du FISAN.	FIN	Haute	Mettre en place un mécanisme de fonds de garantie	OUSSEINI Hamadou	Accompli	31/03/2021	Pour juguler ce risque, le PRADEL a initié la mise en place d'un mécanisme transitoire de garantie sous forme de dépôt de garantie. Quatre conventions de subside en garantie des créances irrecouvrables signées avec 4 IMF (Yarda Tarka Maggia, HINFANI, ARK et Capital Finance).
			Transférer la propriété du reliquat du fonds de garantie à une structure à choisir selon les procédures d'Enabel	OUSSEINI Hamadou	Prévu	30/09/2022	

Intervention / Intervention Problème / Intervention Problème Action	Intervention Problème Catégorie	Intervention Problème Impact potentiel	Action	Personne responsable	Intervention Problème Action Statut	Intervention Problème Action Délai	Intervention Problème Action Etat d'avancement
NER 1606911-10044 - Financement des projets économiques des acteurs privés des chaines de valeur d'élevage de Dosso et Tahoua- Convention subside FISAN: La forte concentration des financements sur l'embouche crée une "exclusion" des autres filiales du financement par les IMFs	DEV	Haute	Faire le plaidoyer auprès des IMFs pour le financement des autres filiales	OUSSEINI Hamadou	Accompli	31/07/2021	Plusieurs séances de sensibilisation tenues avec les IMFs pour les inciter à financer les autres filiales/chaines de valeur
			Assurer des formations sur les autres filiales au profit des IMFs	GALBUSERA Sandra	En cours	31/07/2021	Une formation réalisée sur l'aviculture au profit des IMFs
La faible qualité de réalisation et de gestion de certains aménagement pastoraux (ouvrages hydrauliques) occasionnent des ruptures de services aux populations	DEV	HAUTE	Veiller à la réparation des ouvrages en panne	ALKA Abdoul Moumini	En cours	31/03/2022	En cours de réalisation
			Poursuivre l'accompagnement de la gestion des ouvrages	Alka Abdoul Moumini	En cours	31/12/2022	Une formation des élus locaux réalisée Un appui conseil de proximité en cours

6 Synergies et complémentarités

6.1 Avec les autres interventions du portefeuille

Comme les années antérieures, les synergies ont surtout été développées avec l'Intervention Renforcement des Capacités (IRC) à qui les activités de renforcement de capacités du PRADEL ont été transférées.

Ces synergies ont porté surtout sur (i) la mise à disposition des personnels des antennes régionales du PRADEL pour l'organisation des activités d'IRC sur le terrain,; (ii) le partage d'informations diverses et l'invitation réciproque à des activités de chacun des projets; (iii) le partage des outils, etc.

6.2 Avec les projets pour tiers.

Des échanges informels (sporadiques) ont également eu lieu avec d'autres projets (DURAZINDER, REPO), notamment sur les approches.

6.3 Autres synergies et complémentarités

Les initiatives de synergie/complémentarité développées avec certains partenaires ont été poursuivies:

- ✓ Comme en 2020, l'activité d'insémination artificielle dans nos zones a bénéficié de la complémentarité entre PRADEL et P2RS (celui-ci a fournit des semences et PRADEL a fournit les moyens pour la sensibilisation et l'opération d'insémination).
- ✓ Des échanges réguliers d'informations ont lieu avec d'autres partenaires (LuxDev, Coopération Suisse, etc.), surtout sur la question du financement agricole.
- ✓ L'accompagnement à la mise en place des SVPP a été fait dans une complémentarité avec VSF-Belgique et le MCA dans nos zones d'intervention
- ✓ Les comités techniques de concertation du secteur de l'élevage mis en place et appuyés au niveau régional permettent également d'avoir une certaine synergie/ harmonisation entre les différents partenaires intervenant sur le terrain qui acceptent de participer à ces cadres de concertation.
- ✓ Le partenariat PRADEL-INRAN a été poursuivi et finalisé autour de la recherche-action sur les cultures fourragère.
- ✓ Le partenariat avec l'Université Abdou Moumuni a été poursuivi et a permis à sept étudiants de faire des stages terrain sur des thèmes en lien avec des problématiques importantes du secteur de l'élevage sur lesquelles le programme travaille.

7 Thèmes transversaux

7.1 Environnement et changement climatique

- ✓ Sur les sites restaurés par le projet les années antérieures, une évaluation sur 7 sites a révélé qu'au total, les sites évalués ont produit 1572 T.MS pouvant servir au besoin alimentaire de 925 UBT au cours de la période morte de l'année. On note, en plus de

fortes quantités de biomasse, un retour du couvert végétal, des arbres et de la biodiversité sur ces sites.

- ✓ La sensibilisation des populations sur la RNA entamée en 2019 a continué de porter des fruits en 2021. Ainsi, on dénombre 526 nouveaux adoptants pour une superficie de 1.151,72 ha dans la région de Tahoua et 227 nouveaux adoptant pour 497 ha dans la région de Dosso.
- ✓ 10 biodigesteurs domestiques ont été réalisés à titre de teste pilote dans le département de Gaya
- ✓ Deux centres de collecte de lait ont été dotés de sources d'énergie solaire photovoltaïque.

7.2 Genre

- ✓ Une stratégie d'appui à l'entrepreneuriat des femmes dans les filières lait et aviculture a été élaborée.
- ✓ Un portefeuille de 40 femmes entrepreneures a été sélectionné pour un trajet spécifique d'accompagnement à l'entrepreneuriat (éveil entrepreneuriat, formation GERME, leadership, etc.).
- ✓ Dans le cadre du financement des promoteurs, une discrimination positive à l'égard des femmes est faite. Ainsi, en plus du taux de subvention qui est de 60% pour les groupements de femmes, l'on compte 3648 bénéficiaires dont 2360 femmes

7.3 Digitalisation

En 2021, les initiatives pertinentes dans le domaine de la digitalisation sont :

- ✓ La formation des acteurs a permis l'opérationnalisation du dispositif de suivi & évaluation du MAGEL qui été élaboré en 2020.
- ✓ Un système digitalisé de traçabilité des flux financiers dans le cadre du financement agricole a été élaboré et est en cours de test.
- ✓ Le projet a poursuivi et finalisé son appui à l'extension dans le domaine de l'élevage de la plateforme électronique d'information et de conseil (e-extension) du RECA.

8 Leçons apprises

8.1 Les succès

- La baisse continue des conflits agriculteurs-éleveurs dans la zone d'intervention (-20% en 2020 et -70% en 2021) constitue un succès important à relever quand on connaît le contexte de pression de plus en plus forte et la concurrence exacerbée sur les ressources en milieu agro-pastorale au Niger. Ce résultat est le fruit du travail d'ingénierie sociale, de sensibilisation, de réalisation de couloirs de passage et autres aménagements /points d'eau réalisés surtout les années antérieures.
- Le développement des chaînes de valeur inclusives animales commence à donner des résultats avec des cas de progrès intéressant de certaines exploitations familiales ou entreprises accompagnées qui ont doublé la productivité en lait ou le chiffre d'affaires. Ainsi, les quantités de viande produit, de lait produit et d'œufs connaissent des taux de croissance respectivement de 67%, 94% et 9% par rapport à l'année 2020. Aussi, on

note **une amélioration des marges bénéficiaires** (68% pour les producteurs, 29% pour les transformateurs et 36% pour les commerçants).

- Émergence progressive d'un tissu d'entreprises modèles dans les filières d'élevage (Fermes avicoles, les mini laiteries, etc.) dans la zone intervention du PRADEL.
- Les documents stratégiques mis à la disposition du gouvernement (PNDF, DSEF) sont adoptés et constituent des cadres de référence du développement des filières au niveau national ;
- La concrétisation de la structuration des professionnels de la filière lait même si le défi de sa pleine fonctionnalité demeure ;
- L'expérimentation de la digitalisation du conseil à travers l'e-conseil, le centre d'appel en élevage avec le RECA
- La mise en place des SVPP dans la zone d'intervention qui sont devenus des entreprises autonomes permettant d'améliorer l'accès des promoteurs aux services de santé animale. Le réflexe de recourir aux services vétérinaires de proximité, au service public d'élevage, ainsi que la vaccination devient de plus en plus systématique chez les promoteurs financés dès la mise en place des animaux ;
- Respect général des engagements par les promoteurs financés par rapport au recouvrement des crédits ;
- Le renforcement de capacités des DRELS et de leurs démembrements fait d'elles, l'une des directions régionales les mieux à jour leurs rôles du point de vue de la disponibilité des données sectorielles ;
- L'adoption et la répliquabilité de certaines pratiques d'élevage, notamment la formulation des aliments de volaille, développé par les STDEL dans le cadre de l'appui conseils. Des aliments complémentaires ont été produits dans le GEIC aviculture de Koré Mairoua.

8.2 Les défis

Les défis du PRADEL dépassent le seul cadre annuel 2021 et

- **Gestion efficace et durable des infrastructures publiques et aménagements pastoraux en cours de réalisation**

L'évaluation finale et les constats de l'UGP confirment la nécessité de poursuivre l'accompagnement pour la gestion pérenne des investissements communaux et des aménagements pastoraux. En plus de la raison du renouvellement des exécutifs locaux il faut surtout noter le fait qu'il s'agit surtout de changement de comportement à déclencher et à accompagner sur le moyen terme.

- **L'amélioration de la qualité du financement agricole par les institutions de microfinance (IMF)**

Les IMF sont confrontées à des difficultés diverses dont la faiblesse des ressources financières et la nature de leurs ressources courtes qui ne permettent pas de financer des investissements à long terme. De plus, les financements accordés sont de petite taille favorisant ainsi le développement d'une grande multitude d'activités mais de petite taille dont la viabilité à long terme n'est pas toujours garantie. De plus, le

renouveau des financements après le remboursement des premiers crédits constitue un défi important. Par ailleurs, l'insuffisance/épuiement du fonds de subvention adossée au crédit alors qu'une multitude de promoteurs attendent encore pose problème.

- **Fonctionnement efficace des groupements d'entreprises intégrées et collaboratives (GEIC)**

Les avancées significatives en termes de relations d'affaires, de tenues de réunions, de mise en place de projets collaboratifs sont notées au niveau des GEIC. Toutefois, leur fonctionnement efficace reste à consolider afin de les rendre plus autonomes et aptes à prendre certaines initiatives.

- **Renforcement de la viabilité des projets économiques à travers l'amélioration de la qualité et de l'efficacité du conseil en entrepreneuriat**

En dépit des avancées constatées au niveau des promoteurs privés, arriver à rendre viable à moyen terme leurs exploitations après l'acquisition de financement, demeure un défi important au regard de la très petite taille de leurs activités.

- **Assurer la rentabilité et la gestion pérenne des projets pilotes modèles et notamment de la laiterie de Gaya**

Pendant que la première génération de projets pilotes modèles (PPM) est entrain de faire ses preuves, une 2^{ème} génération est en cours. Des efforts doivent encore être faits pour amener les promoteurs à les gérer de façon efficace et assurer leur rentabilité dans le long terme. Pour le cas spécifique de la laiterie de Gaya et des centres de collecte de lait, le défis est encore plus important au regard de la concurrence féroce des produits importés et la nécessité d'un niveau élevé de professionnalisme que va exiger la gestion d'une telle unité économique.

8.3 Questions d'apprentissage stratégique

- En vue d'assurer une meilleure qualité de réalisation des ouvrages, il est préférable de faire recours à des agents directement liés à l'UGP ou à des consortiums d'agences nationales-internationales au regard des défaillances constatées au niveau des bureaux d'études nationaux et des services techniques déconcentrés de l'Etat.
- Pour une meilleure valorisation et gestion des infrastructures communales, il faut améliorer en amont l'ingénierie sociale dans l'identification de ces infrastructures dans une large concertation communale entre les autorités locales et les acteurs des filières et autres groupes influant locaux. Par ailleurs, il peut être plus porteur de faire une sélection sur la base d'une compétition entre communes intégrant une contrepartie des communes et des acteurs au financement du coût de réalisation des infrastructures.
- Afin d'éviter une trop grande orientation des IMF vers un seul type d'activités et de petite taille, il est important que la sélection des promoteurs se fasse par catégorie de promoteurs et par filière/bassin d'intervention. Le FISAN doit également intégrer des banques dans ses partenariats en vue de prendre en compte le financement d'acteurs plus ambitieux et plus professionnels.
- Au regard du nombre élevé de promoteurs que l'on retrouve au sein des promoteurs de type collectifs (groupements, coopératifs), il faut limiter le nombre de ces promoteurs

à l'avenir en vue de pouvoir être capable de répondre de façon plus efficace à leurs besoins d'appui conseil et de financement.

8.4 Synthèse des enseignements tirés

Enseignements tirés	Public cible
En vue d'assurer une meilleure qualité de réalisation des ouvrages, il est préférable de faire recours à des agents de suivi-contrôle directement liés à l'UGP ou à des consortiums d'agences nationales-internationales au regard des défaillances constatées au niveau des bureaux d'études nationaux et des services techniques déconcentrés de l'Etat.	Intervention Enabel
Pour une meilleure valorisation et gestion des infrastructures communales, il faut améliorer en amont l'ingénierie sociale dans l'identification de ces infrastructures dans une large concertation communale entre les autorités locales et les acteurs des filières et autres groupes influant locaux. Par ailleurs, il peut être plus porteur de faire une sélection sur la base d'une compétition entre communes intégrant une contrepartie des communes et des acteurs au financement du coût de réalisation des infrastructures.	Intervention Enabel
Afin d'éviter une trop grande orientation des IMF vers un seul type d'activités et de petite taille, il est important que la sélection des promoteurs se fasse par catégorie de promoteurs et par filière/bassin d'intervention. Le FISAN doit également intégrer des banques dans ses partenariats en vue de prendre en compte le financement d'acteurs plus ambitieux et plus professionnels. Il est important que la sélection des promoteurs se fasse par séquence afin de prendre en compte des nouveaux promoteurs chaque année	Intervention, Portefeuille Enabel
Reconcentrer les activités du PRADEL au niveau des GEIC afin d'éviter la dispersion des efforts	Intervention portefeuille Enabel
Limiter le nombre des promoteurs de type collectif (groupements, coopératives) à l'avenir en vue de pouvoir être capable de répondre de façon plus efficace à leurs besoins d'appui conseil et de financement.	Intervention, Portefeuille Enabel
Mettre en adéquation la taille du portefeuille avec les ressources disponibles	Intervention portefeuille Enabel
Poursuivre le renforcement des IP en vue d'une participation active dans le développement des filières	Intervention portefeuille Enabel
Assurer une maintenance périodique, préventive et curatives des installations. Prévoir des pièces de rechange pour les équipements de production (dans les CSC)	Intervention portefeuille Enabel

9 Pilotage

9.1 Modifications apportées à l'intervention

Aucune modification du cadre logique n'a été faite en 2021.

9.2 Décisions prises par le Comité de pilotage et suivi

Le tableau de suivi de l'ensemble des décisions du comité de pilotage (COPIL) jusqu'au 31/12/2020 se présente ainsi qu'il suit :

Décisions				Actions			Suivi	
N°	Décisions	Période d'identification	Source*	Action(s)	Resp.	Echéance	Avancement	Statut
1	La baseline du Programme devra être disponible dans un délai maximum de 9 mois à compter de ce jour ;	janv-18	PV COPIL	Réaliser la baseline	UGP	31/10/2018	Rapport baseline adopté	CLOS
				Réaliser la situation de référence			Réalisé	
2	Mettre en place un mécanisme de suivi des exonérations comprenant la DRFM du MAG/EL), Enabel et l'unité de gestion du PRADEL ;	janv-18	PV COPIL	Mettre en place le mécanisme de suivi des exonérations	UGP	Immédiat	Comité mis en place	CLOS
3	Prévoir la participation au COPIL du Responsable du Budget-programme « Productions Animales du MAG/EL».	janv-18	PV COPIL	Inviter le Responsable du Programme Productions Animales aux réunions du COPIL	UGP	Continu	Le Responsable du Budget-Programme « Productions animales du MAG/EL participe régulièrement au COPIL	CLOS
4	Le réaménagement budgétaire prenant en compte l'Expert Filières dans le budget du PRADEL est approuvé.	janv-18	PV COPIL	Adapter le FIT au réaménagement budgétaire	UGP	Immédiat	Réalisé	CLOS
5	La proposition de budget de la contrepartie nationale est adoptée avec la recommandation de créer une ligne dédiée au fonctionnement du COPIL	janv-18	PV COPIL	Créer une ligne dédiée au fonctionnement du COPIL dans le budget de la contrepartie nationale	UGP	31/12/2021		Accompli
6	Le recrutement de 2 chauffeurs est approuvé	janv-18	PV COPIL	Recruter les 2 chauffeurs en temps opportun	UGP	Selon programmation de l'achat des véhicules	Réalisé	CLOS
7	Le recrutement de 2 personnels d'entretien est approuvé	janv-18	PV COPIL	Recruter les 2 personnels d'entretien en temps opportun pour les coordinations régionales de Dosso et de Tahoua	UGP		Réalisé à travers des contrats de prestation	CLOS

Décisions				Actions			Suivi	
N°	Décisions	Période d'identification	Source*	Action(s)	Resp.	Echéance	Avancement	Statut
8	Le PRADEL doit apporter un appui à la campagne de vaccination de 2018 afin de contribuer à résoudre la crise pastorale qui s'annonce	janv-18	PV COFIL	Signer des contrats avec des SVPP à Dosso pour la vaccination du cheptel	UGP	01/05/2018	3 contrats signés et mis en œuvre avec 3 SVPP à Dosso	CLOS
				Accompagner les STDs Elevage dans le suivi de la campagne de vaccination	UGP	01/05/2018	3 missions de supervision effectuées	
9	Le PRADEL doit apporter une contribution financière pour la tenue des états généraux du foncier rural compte tenu de l'impact de cette activité sur l'avenir du foncier rural et donc du pastoralisme	janv-18	PV COFIL	Identifier et prendre en charge des activités rentrant dans le cadre des états généraux du foncier rural	UGP	31/03/2018	Réalisé	CLOS
10	Le manuel de gestion complémentaire du PRADEL est adopté	oct-18	PV COFIL	Mettre en œuvre le manuel de gestion	UGP	Continu	Manuel adopté et en cours de mise en œuvre	CLOS
11	Le Ministère du Plan a été inclus comme membre de plein droit du CoPil.	oct-18	PV COFIL	Inviter le Ministère du Plan lors des COFIL	UGP	Continu	Le Ministère du Plan participe régulièrement au COFIL	CLOS
12	Appuyer le RECA dans l'extension de ses services digitalisés au secteur de l'élevage	déc-18	PV COFIL	Tenir une rencontre avec RECA et définir les besoins et modalités d'appui	UGP	31/03/2021	Un appui en cours pour la promotion de E-extension dans l'élevage	Accompli
13	Créer un groupe de réflexion sur la question de l'élevage dans la facilité 1 du FISAN afin de nourrir la réflexion sur comment financer l'élevage	déc-18	PV COFIL	Mettre en place le groupe de réflexion et l'animer	UGP		La réflexion sur le financement de l'élevage est prise en compte dans le groupe PTF FISAN	Accompli
14	Faire ressortir les points de connexion entre la stratégie chaînes de valeur du PRADEL et les structures intervenant dans les stratégies/politiques nationales en matière de conseil agricole (APCA, SNCA et les CRA)	déc-18	PV COFIL	Prendre en compte APCA, SNCA, CRA dans le document de stratégie opérationnelle du PRADEL	UGP		La CRA est prise en compte dans le dispositif d'appui conseil, mais son rôle doit être renforcé/plus valorisé	Clos
15	Document de stratégie opérationnelle de développement de chaînes de valeur animale du PRADEL est adopté	déc-18	PV COFIL	Mettre en œuvre la stratégie opérationnelle de développement des chaînes de valeur			La stratégie opérationnelle de développement des chaînes de valeur en cours de mise en œuvre	Accompli
16	Le rapport résultats 2018 du PRADEL est adopté	14/02/2019	PV COFIL					CLOS

Décisions				Actions			Suivi	
N°	Décisions	Période d'identification	Source*	Action(s)	Resp.	Echéance	Avancement	Statut
17	La planification opérationnelle 2019 du PRADEL est adoptée	14/02/2019	PV COFIL					CLOS
18	Renforcer le dialogue opérationnel avec la direction du FISAN	14/02/2019	PV COFIL	Tenir des rencontres d'échange entre PRADEL et FISAN	UGP	Continu	Plusieurs réunions tenues avec le DG et les agents du FISAN	Accompli
19	Le manuel de procédure pour l'identification, la sélection et le financement des projets économiques et plans d'affaires (PEPA) des promoteurs des chaînes de valeur Bétail-viande, Lait et Aviculture dans les régions de Tahoua et Dosso est adopté sous réserve de la prise en compte des observations du siège d'Enabel	14/02/2019	PV COFIL	Mettre en œuvre le manuel	UGP	31/12/2019	La sélection des promoteurs a été effectuée	CLOS
20	La feuille de route et le financement du projet de réhabilitation et de restructuration de la laiterie semi industrielle de Gaya sont adoptés	14/02/2019	PV COFIL	Mettre en œuvre la feuille de route et le financement du projet de réhabilitation et de restructuration de la laiterie semi industrielle de Gaya sont adoptés		31/10/2021	L'étude de faisabilité de la laiterie a été réalisée et la recherche de financements en cours	Accompli
21	Le financement de 10 PPM des projets pilotes modernes est adopté	14/02/2019	PV COFIL	Réaliser les 10 PPM		31/12/2020	Les marchés publics ont été lancés et les offres évaluées et 34 femmes promotrices d'embouche bovine ont été financées	Accompli
22	Les lignes directrices pour l'appel à proposition portant sur l'établissement du portefeuille des bénéficiaires du PRADEL sont adoptées sous réserve de la prise en compte des observations du siège d'Enabel	14/02/2019	PV COFIL					CLOS
23	Le manuel de financement des infrastructures structurantes est adopté sous réserve des observations du siège d'Enabel	14/02/2019	PV COFIL					CLOS

Décisions				Actions			Suivi	
N°	Décisions	Période d'identification	Source*	Action(s)	Resp.	Echéance	Avancement	Statut
24	Les Présidents des Conseils Régionaux de Dosso et Tahoua sont dorénavant membres du COFIL de PRADEL	14/02/2019	PV COFIL	Informier et inviter les Présidents des Conseils Régionaux de Dosso et Tahoua aux sessions du COFIL de PRADEL	UGP	Continu	Les Présidents des Conseils Régionaux de Dosso et Tahoua participent désormais au COFIL de PRADEL	CLOS
25	Approbation de la création du fonds de garantie et de la proposition de réaménagement budgétaire sous réserve du quitus du siège d'Enabel	14/02/2019	PV COFIL	Mettre en place le fonds de garantie	UGP	31/12/2020	Le mécanisme de garantie a été élaboré Une IMF contractualisée 2 IMF en cours de contractualisation	Accompli
26	Le COFIL autorise le PRADEL à recruter un ATN / Gouvernance et résilience pastorale	14/02/2019	PV COFIL	Recruter un ATN / Gouvernance et résilience pastorale	UGP	31/08/2019	ATN Gouvernance et résilience pastorale recruté	CLOS
27	Le COFIL autorise le PRADEL à recruter un Aide Comptable	14/02/2019	PV COFIL	Recruter un Aide Comptable	UGP	31/08/2019	L'aide comptable a été recruté	CLOS
28	Il est autorisé le recrutement d'un Expert marchés Publics à prendre en charge sur le budget du PRADEL (50%) et le budget du PASS (50%) par la coopération belge.	28/06/2019	PV COFIL	Recrutement de l'Expert Marchés publics	UGP	04/12/2019	Un expert Marchés publics recruté et pris fonction en décembre 2019	CLOS
29	Accompagner le processus du Schéma d'Aménagement Foncier (SAF) de Tahoua. A cet effet, le PRADEL doit commencer par financer l'organisation d'un atelier pour la validation de la feuille de route d'élaboration du Schéma d'Aménagement Foncier de la région de Tahoua suivant le guide national d'élaboration des SAF	24/10/2019	PV COFIL	Financer l'atelier d'adoption de la feuille de route et accompagner le processus SAF	UGP	31/03/2020	Atelier de validation organisé (difficultés liées au fait que Conseil Régional exige la mise à disposition directe des fonds alors qu'aucune convention de subside n'existe entre le conseil régional et Enabel)	CLOS
30	Le bilan de la mise en œuvre des activités du 01 janvier au 30 septembre 2019 est adopté	24/10/2019	PV COFIL					CLOS

Décisions				Actions			Suivi	
N°	Décisions	Période d'identification	Source*	Action(s)	Resp.	Echéance	Avancement	Statut
31	Le rapport de l'étude sur la situation de référence des indicateurs du PRADEL est adopté sous réserve d'éliminer du cadre logique, les indicateurs difficiles à renseigner et les indicateurs composites	24/10/2019	PV COFIL	Eliminer du cadre logique, les indicateurs difficiles à renseigner et les indicateurs composites	UGP	31/12/2019	Une enquête exhaustive réalisée a permis de déterminer les valeurs de référence des indicateurs recomposés et d'autres indicateurs pour lesquels l'étude situation de référence n'a pas été assez fiable	CLOS
32	Accélérer le processus d'alignement des perdiem sur le système nigérien.	26/02/20	PV COFIL	Suivi du processus d'alignement des perdiem sur le système nigérien.	UGP	31/12/2020	Nouveau protocole sur les perdiems est déjà en vigueur	CLOS
33	Assurer un suivi de haut niveau de la convention Enabel-FISAN	26/02/20	PV COFIL	Mettre en place un comité de suivi de la convention PRADEL-FISAN	UGP	30/06/2020	Plusieurs réunions tenues entre l'équipe FISAN et l'ATN Entrepreneuriat et Financement. Des réunions mensuelles sont régulièrement tenues et ont permis la signature de la convention FISAN-YARDA TARKA MAGIA. Des négociations en cours avec Capital Finance, HINFANI et ARK	Accompli
34	Calculer la contribution de l'ETAT pour l'intégrer dans les dépenses du projet (en termes de contribution financière, d'exonération, salaires, contribution physique (de bâtiments, eau, électricité, etc.) dans les rapports de résultats	26/02/20	PV COFIL	Tenir une fiche de suivi des la contribution de l'Etat dans la mise en œuvre du projet. Etablir une situation de l'état d'avancement de la contribution	UGP	Continu	Une fiche est déjà tenue par le RAF du projet	EN COURS
35	Inviter le FISAN, l'ANCFIT et le Ministère de l'Entrepreneuriat des jeunes au COFIL du PRADEL, comme observateurs des prochains COFIL	26/02/20	PV COFIL	Envoyer des lettres d'information aux responsables de FISAN, l'ANCFIT et du Ministère de l'Entrepreneuriat des jeunes de	UGP	30/06/2020	L'ANCFIT, le FISAN et Le Ministère de l'entrepreneuriat des jeunes ont été invités et ont participé à la session	CLOS

Décisions				Actions			Suivi	
N°	Décisions	Période d'identification	Source*	Action(s)	Resp.	Echéance	Avancement	Statut
				la décision du COPIL du PRADEL de les intégrer dans les membres du COPIL comme observateurs			extraordinaire du COPIL du PRADEL Tenu le 10 juin 2020	
36	Organiser un atelier sur les subsides et les gros marchés d'ici avril 2020, en impliquant le MAG/EL	26/02/20 26/02/20	PV COPIL PV COPIL	Elaborer tous les TDR relatifs aux subsides et marchés publics	UGP	30/04/2020	Tous les TDR sont élaborés et centralisés au niveau du projet	CLOS
				Tenir l'atelier de validation des TDR	UGP	30/04/2020	Réalisé	CLOS
37	Organiser une réunion tripartite MAG/EL – VSF – PRADEL autour de la question de formation des auxiliaires d'élevage à l'école des Surveillants d'élevage de Maradi	26/02/20	PV COPIL	Rédiger et envoyer des lettres à VSF et au MAG/EL à réunion tripartite et tenir la réunion	UGP	30/06/2020	Réunion tripartite tenue entre MAG/EL - VSF/B et PRADEL et décision prise de poursuivre dans le format actuel déjà convenu. Les prochaines collaborations devront changer	CLOS
38	La délégation de certaines activités des objectifs spécifiques 3 et 4 du PRADEL au Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage est approuvé	10/06/2020	PV COPIL	Elaborer et soumettre la demande d'opportunité d'octroi direct	UGP	30/06/2020	Demande d'opportunité introduite et acceptée	CLOS
				Recruter un prestataire et réaliser l'analyse organisationnelle	UGP	30/09/2020	Prestataire recruté et analyse organisationnelle réalisée	CLOS
				Solliciter une demande de proposition au MAGEL	UGP	31/07/2020	Demande de proposition d'action envoyée	CLOS
				Réceptionner et analyser la demande d proposition du MAGEL	UGP	31/10/2020	Proposition d'actions formulée et envoyée par le MAGEL à Enabel et analysée	CLOS
				Elaborer et soumettre convention de subside	UGP	30/11/2020	Projet de convention de subside élaboré mais abandonné car impossibilité pour le MAGEL d'ouvrir un compte bancaire	CLOS

Décisions				Actions			Suivi	
N°	Décisions	Période d'identification	Source*	Action(s)	Resp.	Echéance	Avancement	Statut
39	Le transfert de certaines activités de renforcement de capacités du PRADEL à l'Intervention Renforcement des Capacités (IRC) est approuvé.	10/06/2020	PV COPIL	Transférer les activités à IRC	UGP	31/07/2020	Les activités ont été transférées à IRC	CLOS
40	La proposition de glissement de la période de mise en œuvre de six (6) mois du PRADEL (31/01/2022) est approuvée.	10/06/2020	PV COPIL	Faire la planification du budget et des actions en tenant compte de cet aménagement	UGP	15/10/2020	La planification financière et opérationnelle a été revue	CLOS
41	La note de position du Management sur les recommandations de l'évaluation à mi-parcours du PRADEL est approuvée	10/06/2020	PV COPIL	Mettre en œuvre le plan d'actions contenu dans la note de position	UGP	Continu	La planification financière et opérationnelle a été revue	Accompli
42	Le recrutement d'un contrôleur de gestion supplémentaire est approuvé par le COPIL	10/06/2020	PV COPIL	Recruter le contrôleur de gestion	UGP	31/12/2020	Le processus de recrutement du contrôleur de gestion est lancé	Accompli
42	Le rapport de l'état d'avancement de la mise en œuvre du plan opérationnel 2021 est adopté.	03/11/2021	PV COPIL		UGP	03/11/2021		CLOS
43	Le prochain COPIL se tiendra dans la 2e semaine de mars 2022 à Gaya, juste après l'édition du Salon "Sahel-Niger 2022" qui se tiendra du 25 février au 02 mars 2022. Ce COPIL sera précédé d'une visite de terrain qui portera sur la laiterie de Gaya et les 2 centres de collecte de lait.	03/11/2021	PV COPIL	Préparer et tenir le COPIL à Gaya	UGP	04/03/2022	Préparer les TDR, le budget; envoyer les lettres d'invitation et faire les réservations de la salle de réunion et les hôtels en collaboration avec la coordination régionale de Dosso	Prévu
44	Le réaménagement budgétaire est adopté	03/11/2021	PV COPIL					CLOS
45	Le COPIL approuve les Projets Pilotes Modèles et accorde son autorisation pour leur transfert aux promoteurs	03/11/2021	PV COPIL					CLOS

9.3 Réorientations stratégiques envisagées

Aucune réorientation stratégique du projet n'est envisagée.

9.4 Recommandations

Recommandations	Acteur	Date limite
Pour l'objectif spécifique 2 :		
Poursuivre l'appui des acteurs pour la bonne gestion des aménagements pastoraux en dépit de la clôture de l'OS2	UGP	31/12/2022
Poursuivre les travaux de réparation des pannes des aménagements en dépit de la clôture de l'OS2	UGP	31/03/2022
Inscrire le financement de certaines activités de l'OS4 (gouvernance) dans le budget de l'Etat en vue d'assurer la continuité	Ministère	Continu
Prendre en compte dans le portefeuille 2022-2026 les bénéficiaires ayant de bons dossiers mais qui n'ont pas eu de financement dans le cadre du PRADEL	Enabel	31/12/2022

10 Annexes

10.1 Critères de qualité

1. PERTINENCE : le degré dans lequel l'intervention est cohérente avec les politiques et priorités locales et nationales ainsi qu'avec les attentes des bénéficiaires.					
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>					
Évaluation de la PERTINENCE :		A	B	C	D
note totale		x			
1.1 Quel est le degré de pertinence actuel de l'intervention ?					
	A	Clairement toujours ancré dans les politiques nationales et la stratégie belge, satisfait aux engagements en matière d'efficacité de l'aide, extrêmement pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.			
X	B	S'inscrit toujours bien dans les politiques nationales et la stratégie belge (sans être toujours explicite), relativement compatible avec les engagements en matière d'efficacité de l'aide, pertinent par rapport aux besoins du groupe cible.			
...	C	Quelques questions par rapport à la cohérence avec les politiques nationales et la stratégie belge, l'efficacité de l'aide ou la pertinence.			
...	D	Contradictions avec les politiques nationales et la stratégie belge, les engagements en matière d'efficacité de l'aide ; la pertinence vis-à-vis des besoins est mise en doute. Des changements majeurs sont requis.			
1.2 La logique d'intervention, telle qu'elle est conçue actuellement, est-elle toujours la bonne ?					
	A	Logique d'intervention claire et bien structurée ; logique verticale des objectifs réalisable et cohérente ; indicateurs appropriés ; risques et hypothèses clairement identifiés et gérés ; accompagnement de sortie d'intervention mis en place (si cela est applicable).			
X	B	Logique d'intervention appropriée bien qu'elle puisse avoir besoin de certaines améliorations en termes de hiérarchie d'objectifs, d'indicateurs, de risques et hypothèses.			
	C	Les problèmes par rapport à la logique d'intervention peuvent affecter la performance d'une intervention et sa capacité à contrôler et évaluer les progrès ; améliorations requises.			
	D	La logique d'intervention est erronée et nécessite une révision en profondeur pour que l'intervention puisse espérer aboutir.			

2. EFFICIENCE DE LA MISE EN ŒUVRE JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel les ressources de l'intervention (fonds, expertise, temps, etc.) ont été converties en résultats de façon économe.				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins deux 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B', pas de 'C' ni de 'D' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
Évaluation de l'EFFICIENCE : note totale	A	B	C	D
		X		
2.1 Dans quelle mesure les inputs (finances, RH, biens & équipements) sont-ils correctement gérés ?				
	A	Tous les inputs sont disponibles à temps et dans les limites budgétaires.		
X	B	La plupart des inputs sont disponibles dans des délais raisonnables et ne nécessitent pas d'ajustements budgétaires considérables. Une certaine marge d'amélioration est cependant possible.		
	C	La disponibilité et l'utilisation des inputs posent des problèmes qui doivent être résolus, sans quoi les résultats pourraient courir certains risques.		
	D	La disponibilité et la gestion des inputs comportent de sérieuses lacunes qui menacent l'atteinte des résultats. Des changements considérables sont nécessaires.		
2.2 Dans quelle mesure la mise en œuvre des activités est-elle correctement gérée ?				
	A	Les activités sont mises en œuvre dans les délais.		
X	B	La plupart des activités sont dans les délais. Certaines sont retardées, mais cela n'a pas d'incidence sur la fourniture des outputs.		
	C	Les activités sont retardées. Des mesures correctives sont nécessaires pour permettre la fourniture sans trop de retard.		
	D	Les activités ont pris un sérieux retard. Des outputs ne pourront être fournis que moyennant des changements majeurs dans la planification.		
2.3 Dans quelle mesure les outputs sont-ils correctement atteints ?				
	A	Tous les outputs ont été et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps et de bonne qualité, ce qui contribuera aux outcomes planifiés.		
X	B	Les outputs sont et seront plus que vraisemblablement livrés dans les temps, mais une certaine marge d'amélioration est possible en termes de qualité, de couverture et de timing.		
	C	Certains outputs ne s(er)ont pas livrés à temps ou de bonne qualité. Des ajustements sont nécessaires.		
	D	La qualité et la livraison des outputs comportent et comporteront plus que vraisemblablement de sérieuses lacunes. Des ajustements considérables sont nécessaires pour garantir au minimum que les outputs clés seront livrés à temps.		

3. EFFICACITÉ JUSQU'À CE JOUR : le degré dans lequel l'outcome (objectif spécifique) est atteint, tel que prévu à la fin de l'année N				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins un 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Deux fois un 'B' = B ; Au moins un 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
Évaluation de l'EFFICACITÉ : note totale	A	B	C	D
		X		
3.1 Tel qu'il est mis en œuvre actuellement, quelle est la probabilité que l'outcome soit réalisé ?				
	A	La réalisation totale de l'outcome est vraisemblable en termes de qualité et de couverture. Les résultats négatifs (s'il y en a) ont été atténués.		
X	B	L'outcome sera atteint avec quelques minimales restrictions ; les effets négatifs (s'il y en a) n'ont pas causé beaucoup de tort.		
	C	L'outcome ne sera atteint que partiellement, entre autres en raison d'effets négatifs auxquels le management n'est pas parvenu à s'adapter entièrement. Des mesures correctives doivent être prises pour améliorer la probabilité de la réalisation de l'outcome.		
	D	L'intervention n'atteindra pas son outcome, à moins que d'importantes mesures fondamentales soient prises.		
3.2 Les activités et les outputs sont-ils adaptés (le cas échéant) dans l'optique de réaliser l'outcome ?				
	A	L'intervention réussit à adapter ses stratégies/activités et outputs en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. Les risques et hypothèses sont gérés de manière proactive.		
X	B	L'intervention réussit relativement bien à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes dans l'optique de réaliser l'outcome. La gestion des risques est relativement passive.		
	C	L'intervention n'est pas totalement parvenue à adapter ses stratégies en fonction de l'évolution des circonstances externes de façon appropriée ou dans les temps. La gestion des risques a été plutôt statique. Une modification importante des stratégies s'avère nécessaire pour garantir à l'intervention la réalisation de son outcome.		
	D	L'intervention n'est pas parvenue à réagir à l'évolution des circonstances externes ; la gestion des risques a été insuffisante. Des changements considérables sont nécessaires pour réaliser l'outcome.		

4. DURABILITÉ POTENTIELLE : le degré de probabilité de préserver et reproduire les bénéfices d'une intervention sur le long terme (au-delà de la période de mise en œuvre de l'intervention).				
<i>Procédez comme suit pour calculer la note totale du présent critère de qualité : Au moins 3 'A, pas de 'C' ni de 'D' = A; Maximum 2 'C', pas de 'D' = B ; Au moins 3 'C, pas de 'D' = C ; Au moins un 'D' = D</i>				
Évaluation de la DURABILITÉ POTENTIELLE : note totale	A	B	C	D
		X		
4.1 Durabilité financière/économique ?				
	A	La durabilité financière/économique est potentiellement très bonne : les frais liés aux services et à la maintenance sont couverts ou raisonnables ; les facteurs externes n'auront aucune incidence sur celle-ci.		
X	B	La durabilité financière/économique sera vraisemblablement bonne, mais des problèmes peuvent survenir en raison notamment de l'évolution de facteurs économiques externes.		
	C	Les problèmes doivent être traités en ce qui concerne la durabilité financière soit en termes de frais institutionnels ou liés aux groupes cibles, ou encore d'évolution du contexte économique.		
	D	La durabilité financière/économique est très discutable, à moins que n'interviennent des changements majeurs.		
4.2 Quel est le degré d'appropriation de l'intervention par les groupes cibles et persistera-t-il au terme de l'assistance externe ?				
	A	Le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes sont fortement impliqués à tous les stades de la mise en œuvre et s'engagent à continuer à produire et utiliser des résultats.		
X	B	La mise en œuvre se base en grande partie sur le Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes impliqués eux aussi, dans une certaine mesure, dans le processus décisionnel. La probabilité d'atteindre la durabilité est bonne, mais une certaine marge d'amélioration est possible.		
	C	L'intervention recourt principalement à des arrangements ponctuels et au Comité de pilotage et d'autres structures locales pertinentes en vue de garantir la durabilité. La continuité des résultats n'est pas garantie. Des mesures correctives sont requises.		
	D	L'intervention dépend totalement des structures ponctuelles n'offrant aucune perspective de durabilité. Des changements fondamentaux sont requis pour garantir la durabilité.		
4.3 Quels sont le niveau d'appui politique fourni et le degré d'interaction entre l'intervention et le niveau politique ?				
X	A	L'intervention bénéficie de l'appui intégral de la politique et des institutions, et cet appui se poursuivra.		
	B	L'intervention a bénéficié, en général, de l'appui de la politique et des institutions chargées de la mettre en œuvre, ou à tout le moins n'a pas été gênée par ceux-ci, et cet appui se poursuivra vraisemblablement.		
	C	La durabilité de l'intervention est limitée par l'absence d'appui politique. Des mesures correctives sont requises.		

	D	Les politiques ont été et seront vraisemblablement en contradiction avec l'intervention. Des changements fondamentaux s'avèrent nécessaires pour garantir la durabilité de l'intervention.
4.4 Dans quelle mesure l'intervention contribue-t-elle à la capacité institutionnelle et de gestion ?		
	A	L'intervention est intégrée aux structures institutionnelles et a contribué à l'amélioration de la capacité institutionnelle et de gestion (même si ce n'est pas là un objectif explicite).
X	B	La gestion de l'intervention est bien intégrée aux structures institutionnelles et a contribué d'une certaine manière au renforcement des capacités. Une expertise supplémentaire peut s'avérer requise. Des améliorations sont possibles en vue de garantir la durabilité.
	C	L'intervention repose trop sur des structures ponctuelles plutôt que sur des institutions ; le renforcement des capacités n'a pas suffi à garantir pleinement la durabilité. Des mesures correctives sont requises.
	D	L'intervention repose sur des structures ponctuelles et un transfert de compétences vers des institutions existantes, qui permettrait de garantir la durabilité, est improbable à moins que des changements fondamentaux n'interviennent.

10.2 Cadre logique et/ou théorie de changement mis à jour

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses / Risques
OG	<u>Objectif global</u> : Les populations impliquées dans des activités liées à l'élevage familial dans les régions de Tahoua, Dosso sont accompagnées pour contribuer à rendre les systèmes de l'élevage plus résilients, durables et performants	- <u>Augmentation de la contribution des filières élevage au PIB Agricole de 35% à 37%</u>	Etudes et rapports Institut national des statistiques, HCI3N , DNPGCCA	- Poursuite de la politique de décentralisation et de déconcentration - Stabilité politique et institutionnelle - Maintien de la stabilité sécuritaire
OS1	<u>Objectif spécifique 1</u> : Les chaînes de valeur inclusives liées à l'élevage sont développées et créent des emplois et des revenus surtout pour les jeunes et les femmes	- Production de viande dans les unités économiques appuyées par le PRADEL (Kg) - Production de lait dans les unités économiques appuyées par le PRADEL (Kg) - Production d'œufs dans les unités économiques appuyées par le PRADEL (unité) - Quantité de Viande transformée dans les unités de transformation encadrés par le PRADEL - Quantité de lait transformée dans les unités de transformation encadrés par le PRADEL - Taux d'accroissement de la marge nette des producteurs familiaux financés par le PRADEL	- Rapports MAG/EL (DDP) - Rapports de suivi de l'intervention	- Des services d'accompagnement de qualité sont disponibles

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses / Risques
		<ul style="list-style-type: none"> - Taux d'accroissement de la marge nette des transformateurs familiaux financés par le PRADEL - Taux d'accroissement de la marge nette des commerçants familiaux financés par le PRADEL 		
R 1.1	Des stratégies opérationnelles des chaînes de valeur prioritaires (sous l'angle genre/jeunes) sont définies pour les 2 régions	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de stratégies de chaînes de valeur élaborées 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports et documents de l'intervention - Rapports des études, stratégies opérationnelles actualisées 	<ul style="list-style-type: none"> - Volonté des autorités de développer des chaînes de valeur inclusives, sensibles aux femmes et aux jeunes
R 1.2	Les conditions et les services pour la production animale sont améliorés	<ul style="list-style-type: none"> - Quantité de matière sèche produite ou ramassée avec l'appui du PRADEL - Nombre de SVPP installés et fonctionnels dans la région de Dosso et Tahoua 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapport de Pradel ; Rapport mission d'évaluation de la biomasse, de la paille ramassée et des cultures fourragères - Rapport VSF-BE/Karkara et rapport PRADEL 	<ul style="list-style-type: none"> - La politique de privatisation de la fonction vétérinaire et de mandat sanitaire est maintenue - Conditions climatiques et pluviométrie normaux
R 1.3	L'entrepreneuriat privé collectif ou individuel, particulièrement des femmes et des jeunes, est incité/promu et accompagné	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'acteurs (groupement, individus.) qui ont été accompagnés - Pourcentage d'entreprises appuyées qui ont progressé du stade de subsistance (AGR), embryonnaire au stade émergent ou autonome 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports de résultats de l'intervention - Enquête auprès des acteurs 	<ul style="list-style-type: none"> - Durabilité du dispositif d'accompagnement de l'entrepreneuriat

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses / Risques
R 1.4	Des investissements (publics et privés) en faveur des différentes filières animales sont réalisés et fonctionnels	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de projets collaboratifs et des sous-projets (individuels et collectifs) intégrés financés (Projets Economiques et Plans d'Affaire (PEPA)) - Pourcentage d'infrastructures structurantes financées qui sont bien gérés 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports opérateurs financiers - Rapports de suivi de l'intervention 	<ul style="list-style-type: none"> - Les bénéficiaires ciblés sont les bénéficiaires réels - Réticences aux crédits bancaires
R 1.5	La structuration et la gouvernance des chaînes de valeur sont améliorées	<ul style="list-style-type: none"> - Pourcentage d'organisations des acteurs des filières appuyé par le PRADEL qui sont fonctionnelles 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports de suivi de l'intervention - Enquête auprès des organisations d'acteurs des filières 	<ul style="list-style-type: none"> - Volonté des acteurs de se coordonner
OS2	<u>Objectif spécifique 2</u> : L'accès aux ressources pastorales est sécurisé durablement	<ul style="list-style-type: none"> - Proportion de baisse des conflits liées à l'accès et au contrôle des ressources pastorales - Taux d'accès du bétail aux ouvrages hydrauliques - Taux d'accès du bétail à l'espace pastoral aménagé et sécurisé - Pourcentage des couloirs de passage de la zone d'intervention aménagés - Nombre d'emplois créés dans le cadre de la mise en œuvre des 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports DDP et DREL - Rapports de suivi de l'intervention - Rapports des structures du code rural - Rapport d'enquête 	<ul style="list-style-type: none"> - Changement de vocation des espaces restaurés (glissent vers les agriculteurs) - Occupation et vente des espaces pastoraux malgré l'existence d'actes de sécurisation foncière

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses / Risques
		aménagements pastoraux		
R 2.1	Des espaces pastoraux, en lien avec les chaînes de valeur prioritaires, sont aménagés et maintenus	<ul style="list-style-type: none"> - Pourcentage des aménagements réalisés avec l'appui du PRADEL qui sont sécurisés (actes délivrés et enregistrés au dossier rural) - Pourcentage des aménagements mis en place ou réhabilités qui sont gérés correctement 	<ul style="list-style-type: none"> - Dossier communal des COFOCOM - Comptes rendus des commissions communales et des COFODEP - Rapports de suivi de l'intervention 	<ul style="list-style-type: none"> - Les parties prenantes dans la gestion des ressources pastorales s'accordent sur les modes de gestion - Les éleveurs assurent une gestion respectueuse des ressources pastorales
R 2.2	Les systèmes et les canaux d'information et de communication utilisés par les éleveurs et des autres acteurs des filières animales sont améliorés et renforcés	<ul style="list-style-type: none"> - Pourcentage d'utilisateurs du système d'information et de communication qui sont satisfaits 	<ul style="list-style-type: none"> - Enquête auprès des utilisateurs - Rapports de suivi de l'intervention 	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place effective des systèmes et canaux d'information et de communication au profit des éleveurs
OS3	<u>Objectif spécifique 3</u> : Les capacités institutionnelles pour renforcer la résilience des (agro-)éleveurs vulnérables face aux crises et au changement climatique sont améliorées	<ul style="list-style-type: none"> - Degré de prise en compte des modèles revus ou développés dans les actions promues par le DNP/GCCA et les services techniques pour renforcer la résilience des (agro) éleveurs 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports d'évaluation des actions (DNP/GCCA, communes) - Rapport de suivi de l'intervention 	
R 3.1	Des capacités des acteurs (collectivités locales, DNP/GCCA) renforcées à mieux prendre en compte la vulnérabilité des éleveurs et des pasteurs	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de paramètres spécifiques liés à l'élevages intégrés dans le dispositif DNP/GCCA et les OSV et SCAP-RU 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports des communes et DNP/GCCA 	Peu de coordination entre les collectivités territoriales et les structures du DNP/GCCA

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses / Risques
		- % de collectivités locales appuyées dans le cadre du PRADEL qui ont un plan de réponse aux crises, qui prend en compte les spécificités du monde des pasteurs et des agropasteurs,		
R 3.2.	Des modèles et actions spécifiques en élevage développés, capitalisés et mis en œuvre pour renforcer la résilience des ménages vulnérables	- Nombre de modèles et actions spécifiques de résilience en élevage développés et diffusés ou capitalisés et diffusés	- Rapports de suivi de l'intervention	
OS4	<u>Objectif spécifique 4</u> : La gouvernance du secteur est renforcée	- Evolution du niveau de la performance du MAG/EL dans les domaines du pilotage et de gestion du ministère (programmation, suivi et évaluation, coordination, communication, accompagnement des OPELs, GRH) - Evolution de la capacité des communes d'intervention en maîtrise d'ouvrage des investissements structurant d'intérêt général et en transfert de leur gestion aux usagers du secteur de l'élevage	- Enquêtes auprès des acteurs clés (MAG/EL et communes) - Enquête auprès des membres des OPELs - Rapports de suivi de l'intervention	- Une volonté des acteurs d'améliorer la gouvernance - L'Etat poursuit ses efforts de renforcement des STDs - La politique de décentralisation est maintenue
R4.1	Les connaissances dans le secteur sont améliorées et contribuent à l'élaboration des stratégies et politiques	- Nombre de (a) publications, (b) ateliers, (c) conférences, (d) études et recherches-actions appuyé par le PRADEL	Rapports de suivi de l'intervention Documents et études au niveau du MAG/EL, RECA	- Les acteurs et intervenants sur le terrain sont intéressés à partager et discuter leurs expériences

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses / Risques
R4.2	La coordination et la communication dans le secteur sont renforcées	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'espaces de coordination/ concertation des acteurs de l'élevage mis en place et fonctionnels avec l'appui du PRADEL - Degré de mise en œuvre du plan de communication du MAGEL 	PVs des réunions de coordination ; Rapports MAG/EL Matériel de communication disponible au niveau du MAG/EL Site-webs RECA, MAG/EL Rapports de suivi de l'intervention	<ul style="list-style-type: none"> - Une volonté et capacité de se coordonner au niveau institutionnel et local
R4.3	Les capacités organisationnelles des acteurs publics du secteur de l'élevage sont renforcées pour mieux jouer leur rôle dans le secteur	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'outils mis en place et opérationnels au niveau du MAGEL (outils de planification, suivi & évaluation au niveau du MAG/EL et ses STD etc.) - Pourcentage de communes appuyées par le PRADEL disposant d'outils opérationnels de maîtrise d'ouvrage dans le domaine de l'élevage 	Rapports de programmation et de S&E du MAG/EL et DRELS Rapports des communes Rapport suivi de l'intervention	<ul style="list-style-type: none"> - Une volonté et intérêt des acteurs d'améliorer leurs capacités pour mieux jouer leur rôle
R4.4	Les capacités des OPEL faitières sont renforcées pour mieux assurer la défense des droits des éleveurs et le plaidoyer pour influencer les politiques	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre d'initiatives de plaidoyer et de lobbying par des OPEL faitières appuyés par le PRADEL 	Rapports des Organisations de couplé /auto-évaluations	Une bonne synergie avec les autres intervenants appuyant les OPELS
R4.5	Les droits des groupes de pasteurs, agro-pasteurs et agro-éleveurs défavorisés sont promus	<ul style="list-style-type: none"> - Nombre de personnes sensibilisées par le PRADEL sur les droits et devoirs des groupes de pasteurs, agro-pasteurs et agro-éleveurs 	Rapports de suivi de l'intervention Rapport de mise en œuvre de la prestation	Les autorités ne veulent pas reconnaître les problèmes des droits des groupes défavorisés

10.3 Aperçu des MoRe Results

Résultats ou indicateurs du cadre logique modifiés au cours des 12 derniers mois ?	Non
Rapport Baseline enregistré dans PIT ?	Oui
MTR (enregistrement du rapport)	Oui
Planning de l'ETR	06/2022
Missions de backstopping depuis le 01/01/2018	22-26/04/2021

10.4 Rapport « Budget versus Actuels (y – m) »

Project_budgetline	Total Budget	Dépenses au 31/12/2021	Solde au 31/12/2021	Taux d'exécution au 31/12/2021
NER1606911_A0101	118 580	118 941	-361	100,30%
NER1606911_A0102	9 017	6 837	2 180	75,82%
A1	127 597	125 778	1 819	98,57%
NER1606911_A0201	363 680	374 126	-10 447	102,87%
NER1606911_A0202	156 480	152 382	4 098	97,38%
NER1606911_A0203	14 619	5 619	9 000	38,43%
NER1606911_A0204	373 845	374 360	-515	100,14%
A2	908 624	906 487	2 137	99,76%
NER1606911_A0301	1 732 626	1 424 946	307 681	82,24%
NER1606911_A0302	1 071 193	958 639	112 555	89,49%
A3	2 803 820	2 383 585	420 235	85,01%
NER1606911_A0401	2 678 717	2 090 448	588 269	78,04%
NER1606911_A0402	1 025 288	996 227	29 061	97,17%
NER1606911_A0403	97 161	87 169	9 992	89,72%
A4	3 801 167	3 173 844	627 323	83,50%
NER1606911_A0501	65 958	55 103	10 855	83,54%
NER1606911_A0502	180 392	126 594	53 797	70,18%
NER1606911_A0503	15 000	0	15 000	0,00%
NER1606911_A0504	29 560	13 644	15 916	46,16%
A5	290 910	195 341	95 569	67,15%
OS1	7 932 118	6 785 035	1 147 082	85,54%
NER1606911_B0101	73 921	74 395	-474	100,64%

NER1606911_B0102		1 901 078	1 901 590	-512	100,03%
NER1606911_B0103		136 863	146 045	-9 182	106,71%
NER1606911_B0104		105 767	108 168	-2 401	102,27%
B1		2 217 629	2 230 198	-12 569	100,57%
NER1606911_B0201		124 017	130 339	-6 322	105,10%
NER1606911_B0202		86 730	74 091	12 640	85,43%
B2		210 747	204 429	6 318	97,00%
OS2		2 428 376	2 434 627	-6 251	100,26%
NER1606911_C0101		33 025	33 025	0	100,00%
NER1606911_C0102		102 195	102 195	0	100,00%
		135 220	135 220	0	100,00%
NER1606911_C0201		8 014	8 014	0	100,00%
NER1606911_C0202		1 103	1 103	0	100,00%
		9 118	9 118	0	100,00%
OS3		144 338	144 338	0	100,00%
NER1606911_D0101		137 345	139 784	-2 439	101,78%
NER1606911_D0102		75 390	75 870	-480	100,64%
D1		212 735	215 654	-2 919	101,37%
NER1606911_D0201		49 937	45 715	4 222	91,54%
NER1606911_D0202		164 564	164 773	-209	100,13%
D2		214 501	210 488	4 013	98,13%
NER1606911_D0301		519 898	527 361	-7 463	101,44%
NER1606911_D0302		36 522	57 346	-20 824	157,02%
D3		556 420	584 707	-28 287	105,08%
NER1606911_D0401		92 366	87 862	4 504	95,12%
NER1606911_D0402		4 033	4 101	-68	101,69%
D4		96 399	91 963	4 435	95,40%
NER1606911_D0501		39 948	39 948	0	100,00%
D5		39 948	39 948	0	100,00%
		1 120 002	1 142 760	-22 758	102,03%
NER1606911_Z0101		165 139	127 368	37 772	77,13%
NER1606911_Z0102		642 235	423 852	218 383	66,00%
NER1606911_Z0103		1 612 275	1 064 014	548 261	65,99%

NER1606911_Z0104		71 537	44 622	26 916	62,38%
NER1606911_Z0105		512 275	323 071	189 204	63,07%
NER1606911_Z0106		1 100 093	913 800	186 293	83,07%
Z01		4 103 554	2 896 727	1 206 827	70,59%
NER1606911_Z0201		196 077	196 077	0	100,00%
NER1606911_Z0202		31 779	29 279	2 500	92,13%
NER1606911_Z0203		53 263	51 263	2 000	96,25%
NER1606911_Z0204		42 801	26 120	16 681	61,03%
NER1606911_Z0205		21 221	19 221	2 000	90,58%
Z02		345 141	321 960	23 181	93,28%
NER1606911_Z0301		209 340	169 188	40 151	80,82%
NER1606911_Z0302		184 259	158 696	25 563	86,13%
NER1606911_Z0303		128 282	111 954	16 328	87,27%
NER1606911_Z0304		33 917	29 272	4 645	86,30%
NER1606911_Z0305		13 761	11 761	2 000	85,47%
NER1606911_Z0306		44 617	37 057	7 559	83,06%
NER1606911_Z0307		10 594	3 594	7 000	33,92%
NER1606911_Z0308		22 898	18 298	4 600	79,91%
Z03		647 667	539 820	107 846	83,35%
NER1606911_Z0401		230 838	192 187	38 651	83,26%
NER1606911_Z0402		15 061	11 413	3 648	75,78%
NER1606911_Z0403		13 985	8 985	5 000	64,25%
Z04		259 885	212 586	47 299	81,80%
NER1606911_Z9998		619	1 196	-577	193,13%
NER1606911_Z9999		18 302	19 202	-900	104,92%
Z99		18 921	20 398	-1 477	107,81%
Total global		17 000 000	14 498 250	2 501 750	85,28%